

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LES
ORIGINES, LE DÉVELOPPEMENT & L'AVENIR
DES
RAFFINERIES NANTAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 4 Décembre 1911, à 2 h. 1/2

PAR

Georges LERAT

AVOCAT AU BARREAU DE NANTES

Président : M. CAUWÈS.

Suffragants : { MM. SOUCHON, } professeurs.
 { PERREAU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

É T U D E
SUR LES
ORIGINES, LE DÉVELOPPEMENT & L'AVENIR
DES
RAFFINERIES NANTAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 4 Décembre 1911, à 2 h. 1/2

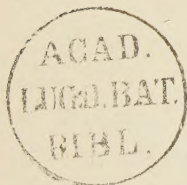
PAR

Georges LERAT

AVOCAT AU BARREAU DE NANTES

Président : M. CAUWÈS.

*Suffragants : { MM. SOUCHON, { professeurs.
PERREAU, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14. RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551808_0017

BIBLIOGRAPHIE

- AULNIS DE BOUROUILLE (baron d'). — Les primes à l'exportation du sucre. La Haye 1899.
- AULNIS DE BOUROUILLE (baron d'). — La Convention relative au régime des sucres, conclue le 5 mars 1902 à Bruxelles. La Haye, 1902.
- AVENEL (vicomte d'). — L'évolution des dépens privés. Revue des 2 Mondes, année 1909, t. 3, p. 117.
- BOIZARD ET TARDIEU. — Histoire de la législation des sucres, 1864-1891. Paris, 1891.
- CEZARD (Alphonse). — Nantes et son commerce extérieur. Nantes 1860.
- DESSALES. — Histoire générale des Antilles.
- DURAND (Abel). — Le port de Nantes, extrait du bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris, t. XXXII, n° 5. Paris, 1910.
- FIGUIER (Louis). — Les merveilles de l'industrie ou description des principales industries modernes. Paris.
- FOULON. — Etude sur la représentation légale du commerce en France. Nantes 1876, in-8.
- TRUCHY (H.). — La nouvelle législation des Sucres. Paris, 1903.
- GABORY (Emile). — La marine et le commerce de Nantes au xvii^e siècle et au commencement du xviii^e, 1661-1715. Rennes, 1902.

- GUEPIN (A.). — Histoire de Nantes. Nantes, 1839, in-8°.
- LE BOEUF (E. B.). — Du commerce de Nantes. Paris, 1857.
- LIBAUDIÈRE (Félix). — Histoire de Nantes sous le règne de Louis-Philippe, 1830-1848. Nantes, 1900.
- MAITRE (Léon). — Introduction à l'inventaire des archives de la Chambre de commerce de Nantes antérieures à 1790. Nantes, 1898, in-4°).
- MARTIN (Germain). — La Grande industrie sous le règne de Louis XIV (plus particulièrement de 1600 à 1715). Paris, 1899.
- TREILLE (Marcel). — Le commerce de Nantes et la Révolution de Paris, 1908.
- TURQUIN. — Manuel du service des sucres et des glucoses. Poitiers, 1905.
- VAUBLANC (le Comte de). — Du commerce maritime considéré sous le rapport de la liberté entière du commerce. Paris, 1828.
- VAUBLANC (le Comte de). — Du commerce de la France en 1820 et 1821. Paris, 1822.
- VERGER (F. J.). — Archives curieuses de la ville de Nantes et du département de l'Ouest, pièces authentiques inédites ou devenues très rares, sur l'histoire de la ville et du Comté de Nantes et de ses environs. Nantes, 1837-1841, 5 vol. in-4°.
- Archives avant 1789 et de 1789 à nos jours. — Chambre de commerce de Nantes.
- Exposé des travaux de la Chambre de commerce de Nantes depuis 1840.
-

TITRE I

VUES GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Nous n'avons pas la prétention en écrivant ces pages de faire une histoire détaillée de la raffinerie nantaise ; notre tâche est plus modeste.

Mais, à cette époque où « le plus grand Nantes » s'efforce, par une marche toujours ascendante, un revirement rapide et glorieux vers le passé, grâce à la canalisation de la Loire, grâce à la transformation du port en un immense bassin à flot, grâce à la navigabilité du fleuve, de reprendre la situation exceptionnelle qu'il avait au xvii^e siècle, nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant de donner un aperçu rapide de l'importance de cette industrie qui fût jadis, et qui est encore à l'heure présente une des principales sources de la prospérité de la grande cité bretonne.

Pour se rendre compte d'un seul coup d'œil de la place importante qu'occupe la raffinerie dans notre vie industrielle, figurons nous Nantes privé soudain de ses raffineries.

Sans qu'on puisse nous soupçonner de voir à travers

des lentilles grossissantes, nous apercevons plus d'un millier d'ouvriers sur le pavé ; la raffinerie de Chantenay à elle seule débauche 450 à 500 ouvriers. Sur le port nous apercevons les entreprises de déchargement qui transportent le sucre ; à côté, les tonneliers et fabricants de carton, les emballeurs, qui l'enferment, éprouvant des pertes considérables sinon ruinés ; enfin, différentes industries perdent leurs meilleurs clients ; je veux parler de la métallurgie et des fabriques de noir animal.

Par ailleurs, notre port dont tous nous souhaitons le succès, pour l'avenir duquel nous travaillons tous, parce qu'il est notre raison d'être, est atteint dans un élément vital, nous le voyons manquer de frêt de retour. Ce serait la ruine de nos colonies, qui nous envoient le sucre, la ruine du longs cours qui nous l'apporte ; ce serait par là même un coup porté au recrutement de la marine militaire.

Allons plus loin, cette hypothèse entraînerait des conséquences néfastes pour l'industrie nationale.

Les marques nantaises ne jouissent-elles pas et depuis longtemps sur le marché mondial d'une renommée légitime ? Notamment nos marques s'imposent au Maroc, dans le golfe Persique, dans les provinces Danubiennes. Si elles disparaissaient, ce serait des étrangers qui sont déjà à l'affut qui s'empareraient de la place.

En France, même, les raffineries nantaises ainsi que toutes les raffineries des ports, par leur concurrence aux raffineries parisiennes, empêchent le monopole de celles-

ci ; sans cette concurrence, les raffineries parisiennes feraient la loi ;

1° A leurs vendeurs au préjudice de l'Agriculture et des colonies.

2° A leurs acheteurs au préjudice du consommateur.

CHAPITRE II

HISTOIRE DU SUCRE, DE LA CANNE A SUCRE

Avant d'arriver à l'origine des raffineries nantaises, il nous paraît indispensable de faire un cours historique du sucre, de la canne à sucre et de l'enfance de la raffinerie.

On est d'accord pour faire dériver le mot sucre du sans-crit Sarkara, dont on trouve la racine dans toutes les langues occidentales ou orientales, le ;

Sukkar des Arabes,
Ssachar des Russes,
Tzukur des Hongrois,
Zuccherò des Italiens,
Azucar des Espagnols,
Zucker des Allemands,
Suggar des Anglais (1).

Il faut en déduire que le sucre est originaire de l'Inde.

Il est en effet question de la canne à sucre dans une légende qui a trait aux ancêtres de Bouddah qui auraient habité le Bengale, appelé d'ailleurs jadis « Gur » : pays du sucre.

(1) Larousse : *Dictionnaire*. Mot Sucre.

On ne connut guère la canne à sucre en Europe que sous Alexandre le Grand où Néarque apprit son usage en explorant les mers des Indes.

Mais si les peuples de l'Orient ont connu le sucre, ce n'est qu'à l'état de miel, de liqueur fermentée. L'origine du sucre solide est plus difficile à découvrir.

On peut cependant être à peu près certain que ce sont les Indiens et les Chinois qui ont su les premiers extraire le sucre de la canne à sucre.

Il semble, d'après une légende chinoise datant du huitième siècle après Jésus-Christ, rapportée par l'auteur chinois Li-Schi-Tschin que c'est à peu près à cette époque que les chinois ont commencé à extraire le sucre de canne.

« Nos ancêtres buvaient le sucre de canne brut, ensuite on le consomma en sirop, enfin on le fit durcir et sécher pour en faire du sucre blanc ; cela a lieu dans les temps de la dynastie de Tang.

Un bonze nommé Tsen était installé sur la montagne Plan-Schan dans le district Sin-Ning, on ne savait d'où il venait ; un jour son âne descendit de la montagne et ravagea la jeune plantation de canne à sucre d'un nommé Noang-Schi. Pour le dédommager, le bonze lui enseigna l'art de faire le sucre » (1).

Les Indiens ont dû penser à exporter le sucre qu'ils tiraient de la canne dans les autres nations de l'occident

(1) Figuié : *Merveilles de l'industrie*, p. 6.

de l'Asie. Nous trouvons des traces de cette importation dans de nombreux écrivains de l'antiquité.

Théophraste parle de trois miels : celui des fleurs, celui de la rosée et celui qui découle d'un roseau.

Dioscoride écrit : « Il existe une espèce de miel concret appelé sucre que l'on trouve dans les roseaux de l'Inde ; il ressemble au sel par sa consistance et croque sous la dent. »

Lucain, dans un de ses poèmes, désigne les Indiens par ces vers ; « *Qui que libunt terrera dulces ab arundine succos* » (1).

Bientôt en Orient le sucre sert de substance alimentaire ; c'est ainsi qu'en Cochinchine, au ^xⁱ^e siècle, une compagnie de Garde Royale de 100 soldats recevait la haute paye pour le sucre que le règlement leur ordonnait de manger chaque jour afin de conserver leur embonpoint.

En 1099, les compagnons de Godfroy de Bouillon lors de la première croisade furent les premiers français qui connurent la canne à sucre, ils usèrent en Orient du « Jus du doux roseau ». De retour chez eux ils en parlèrent mais ne transplantèrent pas en Europe cette plante réservée à la Terre promise.

Ce n'est guère qu'au ^{xiii}^e siècle, sous le règne de Frédéric II, que des juifs du Maghreb établis en Sicile y cultivèrent la canne à sucre et en tirèrent le sucre (2),

(1) « Ceux qui buvaient le suc sucré d'un faible roseau. »

(2) Figuier : *Merveilles de l'industrie*, p. 7.

Frédéric s'intéressa beaucoup à cette industrie naissante.

Ces deux juifs qui vinrent à Palerme pour exercer leur art et l'apprendre à d'autres furent les premiers promoteurs de la nouvelle source de richesse.

De la Sicile, la canne passa dans la Calabre, au Portugal, à Madère, en Espagne, aux îles Canaries puis aux Antilles.

Dans l'Europe méridionale on cultiva la canne à sucre, elle y fut transplantée surtout en Provence; on dut cependant abandonner cette culture; il fallait en effet une température continuelle de 20°.

Certains auteurs prétendent que la canne à sucre fut cultivée depuis les Bouches-du-Rhône jusqu'à Hyères, jusqu'en 1531; cela ne nous semble pas établi.

C'est dans le Nouveau-Monde que la culture de la canne à sucre devait être florissante; bientôt on cultiva la canne à sucre à Saint-Domingue et c'est un espagnol, Michel Balestro qui en exprima le premier le jus.

Puis la canne à sucre se répandit à Cuba, au Mexique où avant son introduction on faisait usage, en guise de sucre, d'une sorte de mélasse formée avec la graine de maïs.

Du Mexique la canne à sucre gagna l'île de France, Cayenne, la Martinique et la Jamaïque. A Saint-Domingue en particulier dès le début du xvi^e siècle, la culture de la canne à sucre florissait; c'est là que fut inventé par Gonzalès de Vélosa le premier moulin et qui eut une si grande influence sur l'industrie sucrière.

En 1518, on comptait déjà à Saint-Domingue, 28 sucreries qui importaient des quantités considérables de sucre.

En 1520, à Saint-Thomas, les Portugais possédaient 61 sucreries avec 18.000 nègres qui y travaillaient. Ceux-ci d'ailleurs avaient, vers la fin du xvi^e siècle, le monopole de transport des sucres de l'Amérique. C'est à ce moment que se place la splendeur de Lisbonne.

Cependant jusqu'au xvii^e siècle, le commerce du sucre pour les nations européennes était secondaire, mais à partir de cette date il devient le premier de tous les commerces. Les nations se le disputèrent avec acharnement.

Pour montrer quelle était à peu près l'importance des sucreries du nouveau monde, qu'il suffise de dire que vers 1610 les colons de l'île de Saint-Thomas envoyaient en France 40 navires chargés de produits, et en 1676, 400 navires jaugeant en moyenne 150 tonnes chacun ; la culture y était facile, la main-d'œuvre nulle, le sucre fut peu cher.

Après Saint-Domingue, le Brésil et les Antilles, la canne à sucre passa en Louisiane où l'on essaya de la naturaliser : ce fut la source de sa prospérité.

On eut une peine extrême à fabriquer du sucre en Louisiane.

Après de nombreux essais infructueux, on dut abandonner la fabrication du sucre vers 1769. Il n'y avait à cette époque que quelques jardiniers qui cultivaient encore la canne à sucre.

Ce n'est qu'en 1791 que l'industrie reprit — on considère

les tentatives comme une folie. — Enfin, en 1796, après trois années de labeur, Etienne Boré fait une récolte de 12.000 livres de sucre; le succès était assuré, la sucrerie était définitivement acquise à la Louisiane.

CHAPITRE III

LE RAFFINAGE DU SUCRE. SON APPARITION EN EUROPE

I

Ce furent les Vénitiens qui les premiers raffinèrent du sucre en Europe, vers 1470.

Jusque là on n'avait obtenu qu'une sorte de cassonnade impure.

Venise d'ailleurs, à cette époque, était une cité active et dans laquelle florissaient de nombreuses industries, parmi lesquelles, la verrerie et la cristallerie.

Les Vénitiens au début raffinèrent le sucre sous forme de cristaux de sucre candi, puis bientôt réduisirent le sucre en masse opaque, blanche, offrant la forme de cônes qu'on appelait dès le xvi^e siècle « pains de sucre » (1).

L'art de raffiner le sucre passe bientôt en Allemagne. En 1573, on comptait plusieurs raffineries à Dresde.

En 1597, à Augsbourg, on en comptait également plusieurs.

(1) Figuiér : *Merveilles de l'industrie*, p. 44.

En 1648 des raffineries furent installées en Hollande.

En Angleterre les premières raffineries datent de 1660, elles furent installées par des Allemands.

Enfin, plusieurs raffineries se créent en France, à Rouen, Orléans, à Nantes, vers 1670.

II

Lorsque le sucre parut, il n'était guère considéré que comme médicament et se vendait à l'once chez les Apothicaires.

« Il y a », écrivait un vieux médecin, « une sorte de miel congelé et figé qu'on appelle sucre, il est utile à l'estomac, et fait bon ventre, si on le boit avec de l'eau, il est bon aux reins fatigués ; appliqué aux yeux, il résout tout ce qui peut éblouir la vue ».

On accueillit au contraire le sucre dans le monde avec répugnance ; il n'était guère bien venu que pour ceux qu'on appelait au xvii^e siècle, les libertaires qui prenaient du café et du thé ; il constituait d'ailleurs une forte dépense. On raconte que M^{lle} Scarron fit rétrécir les trous de son sucrier.

« Dans nos budgets de 1826, un Pair de France qui « jouissait de 60.000 francs de rente dépensait pour le « sucre — sans parler des confiseries — les 3/4 de ce « qu'il dépensait pour le pain, et le sucre, sous la Res- « tauratation, coûtait 2 fr. 85 le kilog. Il coûtait 6 francs

« sous Louis XIV et 20 francs sous Charles VI. Bien des « denrées étaient dans le même cas » (1).

Bientôt les préjugés stupides que l'on avait contre le sucre disparurent.

Dès le XVIII^e siècle, l'eau sucrée fut jugée délicieuse. Il y avait ce que l'on appelait des régals d'eau sucrée. A Thionville, en 1770, on raconte qu'un régiment du roi jeta dans un puits une énorme quantité de sucre achetée aux spéculateurs malheureux et convia la ville à un festival d'eau sucrée.

Le sucre devint une friandise, et de la pharmacie alla prendre dans chaque maison son droit de bourgeoisie.

(1) *Revue des Deux-Mondes* 1909, t. III, p. 447. Vicomte d'Avenel.

CHAPITRE IV

ORIGINE DE LA RAFFINERIE NANTAISE

SECTION I

Port de Nantes.

Une carène d'or, aux voiles d'argent, largement éployées, cinglant sur une mer d'azur vers le couchant de pourpre, telles sont les armes de Nantes.

Favet neptunus eunti, telle en est la devise.

C'est qu'en effet, Nantes fut de tout temps un port maritime, dès la plus haute antiquité sa population se composait de commerçants pratiques et de hardis marins.

Cette longue tradition implanta chez les Nantais l'esprit maritime. Ils ont su conserver leur port maritime malgré les 150 kilomètres qui les séparent de l'Océan et les sables qui menaçaient de l'enliser. Cet esprit maritime devait également donner naissance à la grande industrie et en particulier à la raffinerie.

Il nous a paru intéressant de donner un aperçu rapide

de l'histoire du port de Nantes et de ses relations commerciales.

A partir de l'époque romaine, époque à laquelle Nantes avait été choisi par César pour y établir un magasin général, la cité tendait à devenir, grâce à un progrès continu, le premier port de France par le nombre de ses vaisseaux.

L'évêque Félix y faisait des travaux considérables chantés par le poète Fortunat (1), la Loire était canalisée, des chaussées s'élevèrent, les flots furent contenus et le port bientôt s'étendait de Richebourg à Chantenay.

« Grande ville, bien bâtie, bien peuplée; les navires y abordent, en sortent; elle est très forte et son territoire est fertile » (2), disait-on au moyen-âge, en parlant de Nantes.

Après avoir périclité et s'être alanguie durant les guerres sanglantes de Blois et de Montfort, où Nantes joua un rôle prépondérant, le commerce redevint vite brillant; c'est ainsi que vers la fin du xiv^e siècle, Nantes entretenait des rapports suivis avec le Danemark, la Zélande où les Nantais portaient du sel, avec l'Angleterre et l'Irlande qui recevaient des laines, des draps, des toiles, des fruits, des chevaux, des armes; avec les Portugais et l'Espagne qui leur achetaient des graines.

Au xv^e siècle, les relations de Nantes deviennent de plus

(1) Fortunat, livre III^e, chap. lv.

(2) Gabory : *Marine et Commerce de Nantes au XVII^e siècle*, p. 17.

en plus étroites avec l'Espagne puis le Portugal ; ces liens furent même la source d'une confrérie commerciale appelée « Contractation » formée entre les marchands de Nantes et de Bilbao. Cette contractation était destinée à sanctionner les relations existant entre Nantes et la côte nord espagnole (1).

Cette alliance qui devait subsister jusqu'en 1733, fut le début de rapports très cordiaux — des familles espagnoles s'établirent définitivement à Nantes et y firent souche — on trouve même encore dans les cours de certaines vieilles maisons nantaises le patio espagnol conservé intact.

Un peu plus tard vinrent les Hollandais ; certains occupaient à Nantes, à la fin du xvi^e siècle des situations commerciales considérables. La colonie hollandaise a laissé à Nantes une forte empreinte, tout un quartier de la ville, celui qui était à cette époque le centre du commerce, a conservé le nom de « Petite Hollande » (2).

Mais, au début du xvii^e siècle, Nantes subit le contre-coup de la décadence de la marine française : depuis Richelieu, le commerce maritime en France était presque totalement ruiné, notre cabotage était tombé entre les mains des Hollandais, des Anglais, des Portugais, etc., qui importaient chez nous tous les produits dont nous avions besoin et exportaient les nôtres.

(1) Le Bœuf : *Du commerce de Nantes*, p. 25 et suiv.

(2) *Le port de Nantes*. Abel Durand, p. 5.

D'après une statistique qui se trouve dans le « Commerce Honorable » livre de l'époque concernant le cabotage que les étrangers faisaient avec la France, vers 1650, on sait que les Hollandais importaient en France, en sucre raffiné et fruits confits, 1.885.450 kilos.

Nos marins découragés désertaient, des milliers d'entre eux servaient sur des vaisseaux étrangers ; à Nantes en particulier, le mouvement maritime devint si lamentable que le nombre des bâtiments tomba de 450 à 12 (1). Malgré cette décadence, les Nantais ne restaient pas étrangers aux questions commerciales. Vers 1626, la Grande compagnie de Commerce du Morbihan y fut fondé par Richelieu, elle se brisa contre la résistance de la magistrature bretonne.

Puis, en 1644 alors que se construisait à Nantes la première Bourse, les négociants eurent l'idée de former une Société de Commerce sur le plan de celle du Morbihan et la Meilleraye, leur gouverneur organisa alors la Société de la Bourse commune de Nantes.

Le 30 janvier 1646, des lettres patentes du roi leur furent délivrées pour l'établissement de cette Compagnie : « Jugeant qu'il n'y a pas de lieu dans ce royaume plus propre à cet effet que notre bonne ville de Nantes, tant pour la fertilité du terroir qui l'environne que parce qu'elle communique dans toute la France par le moyen de la rivière sur laquelle elle est assise, qui lui fournit toutes

(1) Ch. de Commerce (archives), C. 652, cote 1.

les choses nécessaires à la navigation, joint aussi que tous les vaisseaux qui en partent peuvent en 24 heures aller à Belle-Ile, lieu que tous ceux qui naviguent du Nord au Sud et du Sud au Nord doivent reconnaître. (1) »

Le roi invitait les négociants de Nantes, conformément à l'Edit de 1629 à former une bonne Compagnie ou société de trafic et négoce, en la meilleure forme qu'ils jugeraient pour le succès et la conduite du commerce. L'ordonnance de 1670 privant de leur état les nobles faisant le commerce, était rapportée.

Cette société fit pendant 10 ans le commerce avec Madagascar et c'est d'ailleurs de là que sont nées nos relations avec l'île et nos droits sur elle.

SECTION II

Relations de Nantes avec les îles d'Amérique.

Cependant l'avènement de Colbert va être pour le port de Nantes le commencement de son apogée; c'est qu'en effet, la situation maritime de Nantes, les qualités commerciales des Nantais, qui avaient été déjà remarquées par Richelieu, par le roi, attirèrent l'attention de Colbert. Celui-ci fit une part privilégiée à la cité bre-

(1). Lettres patentes du 30 janvier 1646.

tonne dans le plan de restauration du commerce maritime français.

Jusqu'à Colbert, les Nantais sauf l'exception due à la Société de la Bourse commune ne pratiquait guère que le cabotage, on les a vus trafiquer avec tous les peuples européens dont les côtes étaient baignées par l'Atlantique et par la Mer du Nord. Nous devons à Colbert d'avoir su orienter l'esprit maritime et la science commerciale des Nantais vers les colonies. Ce sont ces relations avec les colonies qui ont donné à Nantes d'abord son individualité et l'ont dotée ensuite ainsi que nous l'avons déjà dit, de la grande industrie. C'est en effet à cette époque, vers 1671, que nous verrons se créer à Nantes l'industrie de la raffinerie, forme initiale de la grande industrie.

Colbert réorganisa la marine marchande et militaire. Il augmenta notre domaine colonial : le Canada, la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Christophe, Saint-Domingue, Cayenne, etc., nous formèrent bientôt une couronne coloniale de 10.000.000 de kilomètres carrés.

Colbert se rendit compte que la colonisation exigeait des capitaux et des hommes.

Or, ces deux moyens d'action coloniale de Colbert furent mis en œuvre par les Nantais. Colbert excita beaucoup les commerçants nantais à faire partie de la compagnie des Indes Orientales.

Le sieur Fermanel fut envoyé par lui à Nantes y faire une conférence, « cloche sonnante dans la Maison de

ville » (1). L'envoyé de Colbert exposa le dessin du roi de rétablir le commerce et de former la compagnie des Indes Orientales. Le projet fut adopté et le 23 novembre les souscripteurs réunis nommèrent 6 directeurs, un secrétaire et un caissier. Mais il faut ajouter que cette compagnie ne prospéra qu'à moitié à Nantes. Cependant les Nantais répondirent à l'appel de Colbert et trafiquèrent activement avec les colonies. Ils parcoururent tout notre domaine colonial, mais leur apanage, ce qu'ils conservèrent d'une manière jalouse, ce sont les îles d'Amérique. Les relations nées à cette époque avec les Antilles se sont conservées, sans interruption, jusqu'à l'époque actuelle.

Tandis que leurs navires trafiquaient avec les îles, des familles nantaises s'y établissaient, et comme l'a dit très joliment M. Durand dans sa conférence sur le port de Nantes à la société de Géographie commerciale de Paris : « Combien de familles à Nantes comptent dans nos vieilles colonies une parenté qui n'oublie pas la souche nantaise. D'autres, telles par exemple les familles chassées de Saint-Dominique, conservent le souvenir des aïeux établis dans les colonies. Voilà certainement, n'est-il pas vrai, un lien bien supérieur à ceux des intérêts matériels qui ont consolidé le commerce de Nantes avec les îles d'Amérique. »

(1) Le Bœuf : *Du commerce de Nantes*, p. 116 ; et Gabory : *Marine et Commerce de Nantes au XVII^e siècle*.

SECTION III

Origine de la Raffinerie à Nantes.

Nous venons de voir comment se sont nouées et resserrées les relations des Nantais avec les îles d'Amérique ; ce sont elles qui devaient donner naissance à la raffinerie nantaise. Chaque année 50 ou 60 navires de 309 tonneaux mettaient à la voile dans le port de Nantes pour les îles d'Amérique. Ces navires faisaient un voyage par an, quelquefois deux, les uns vers la Martinique, les autres vers la Guadeloupe, Cayenne et Saint-Domingue. Ils partaient vers le mois de novembre chargés de viande salée, farine, vins, toiles, moulins à sucre etc... et après 45 ou 50 jours de traversée arrivaient juste au moment des récoltes aux îles.

Les marchandises les plus importantes qu'ils en rapportaient consistaient en sucre brut ou mascouade et en sucre terré.

Chaque année ces navires importaient à peu près 6 millions de livres de sucre brut et 350.000 livres de sucre terré.

Voici, à cette époque, la manière de faire le sucre en Amérique :

Sucre brut. — On exprimait des cannes à sucre le suc qu'elles contenaient et on le jetait dans une chaudière avec des cendres et de la chaux en poudre, puis on le faisait ensuite passer par d'autres chaudières au moyen

d'une forte lessive ; on lui faisait jeter ce qu'il renfermait de plus impur. On projetait ensuite la liqueur qui restait dans une cuve, puis, lorsqu'elle était refroidie on en remplissait des barriques percées de trois trous dans le fond, afin que le sirop grossier puisse s'écouler.

Sucre terré. — Après que ce sucre a été mis dans une chaudière et qu'on l'a purgé des immondices on le faisait filtrer au travers d'une étoffe blanche, ensuite on le faisait bouillir dans 2 ou 3 chaudières successivement et, après avoir été bien écumé, on le mettait dans de grands pots de terre qui avaient un trou dans le bout que l'on bouchait avec soin et que l'on débouchait aussitôt que le sirop y était un peu refroidi. On couvrait ensuite l'autre bout du pot avec une terre grasse imbibée d'eau douce, qui en filtrant au travers de la terre et du sucre entraînait avec elle le sirop grossier (1).

Ainsi les îles d'Amérique étaient bien l'apanage des Nantais aussi furent-ils les premiers à protester contre la liberté accordée aux étrangers d'aller y commercer.

Colbert en 1670 répondit au désir des commerçants, interdisant aux étrangers d'aborder nos colonies sous peine de confiscation. Cette prohibition devait être très favorable au développement de notre marine, mais nuisible à nos colonies.

Il nous a été impossible d'indiquer de façon précise la date à laquelle s'est installée à Nantes la première raffinerie.

(1) Ch. Com. de Nantes, C. 733, f^o 36, c. 5,

Durant la longue discussion d'une contestation qui devait naître, nous le verrons plus loin, entre les raffineurs des ports et les raffineurs de Rouen, ces derniers affirmaient qu'il y avait vers 1638 une vingtaine de raffineries dans leur ville (1). Mais il est permis de présumer qu'aucune raffinerie n'existait encore en France à cette époque. Nous avons vu que le sucre y coûtait très cher et que c'étaient les hollandais qui importaient chez nous le sucre raffiné (page 8).

En tous les cas, il ne venait à cette époque aucune espèce de sucre de nos colonies; ce n'est en effet qu'en 1643 que l'on commença à faire du sucre à Saint-Christophe, à Cayenne en 1648, à la Guadeloupe et à la Martinique peu après. D'un autre côté, l'Edit de mai 1664, par lequel le Roi créa la Compagnie pour faire seule le commerce des îles d'Amérique, nous apprend qu'avant les Compagnies précédentes n'avaient pas importé de l'Amérique les marchandises qui s'en tiraient.

Mais après l'arrêt du 15 septembre 1665, qui imposa le sucre raffiné venant des pays étrangers de 22 livres 10 sols, du 100 pesant au lieu de 15 livres portées par le tarif, l'usage du sucre raffiné ayant diminué en France, et le commerce des îles de l'Amérique étant réservé aux Compagnies françaises qui apportaient dans nos ports une très grande quantité de mascouade, il est à présumer qu'alors seulement les premières raffineries furent créées en France, à Rouen.

(1) Ch. Com., C. 733, C. 36, c. 1.

Ces raffineries recevaient le sucre brut d'Amérique pour en faire du sucre royal et du sucre Candie.

Les raffineries de Nantes se créèrent peu de temps après car on 1671 nous avons trouvé trace à la Chambre de Commerce de Nantes que l'on comptait dans cette ville déjà 5 raffineries. On peut donc dire que les raffineries à Nantes se créèrent de 1666 à 1671 (1).

(1) Ch. Com., C. 723, C. 7. vol. 22, C. 699, c. 2, vol. 9.

TITRE II

DÉVELOPPEMENT DES RAFFINERIES NANTAISES

CHAPITRE PREMIER

LES RAFFINERIES NANTAISES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

Nous savons qu'à l'avènement de Colbert la France était divisée à l'infini ; les douanes intérieures tuaient le commerce. Colbert tenta une réforme. Vingt provinces environ consentirent à abaisser leur barrière, et formèrent les cinq grosses fermes. Les autres étaient divisées en deux catégories, les unes réputées provinces étrangères et les autres pays étrangers.

La Bretagne figurait parmi les provinces étrangères, elle conservait ses douanes intérieures (1). Cet état de choses devait jouer un rôle important dans le développement des raffineries nantaises.

Durant toute cette période, plusieurs questions sont intéressantes à étudier.

La question des tarifs, surtaxes sur le sucre raffiné, le conflit entre la production coloniale et l'industrie du raffinage, l'origine des primes de l'exportation. Nous verrons comme ils furent tranchés et les conséquences

(1) Foulon : *Etude sur la représentation légale du commerce*, p. 39.

en ce qui concerne les raffineries nantaises ; puis, nous parlerons spécialement de la grande polémique entre les raffineries nantaises et les raffineries de Rouen, et nous terminerons en examinant rapidement quelle était, à la veille de la Révolution, la situation des raffineries françaises et nantaises sur le marché intérieur et extérieur.

SECTION I

Tarifs, Surtaxes sur les sucres raffinés.

Dès le début, alors que quelques raffineurs seulement s'étaient établis en France, ils se plaignaient du tarif de 1664. D'après ce tarif, le sucre payait en entrant dans les 5 grosses fermes, qu'il soit brut, terré ou raffiné, 15 livres par 100 pesant. Colbert écouta leur plainte et porta le droit du sucre raffiné à 22 livres 10 sols par 100 pesant, le droit des cassonnades restait maintenu à 15 livres ; le sucre des colonies françaises était abaissé à 4 livres par quintal, de quelque qualité qu'il soit. Ces droits furent confirmés par la déclaration du 18 avril 1667. Ce tarif était ouvertement protecteur à l'égard des usines de la Métropole et à l'égard de nos colonies pour favoriser leur débit.

A cette époque, il y avait peu ou point de raffineurs aux îles françaises de l'Amérique, c'étaient donc les mascouades qui payaient ces 4 livres du 100 pesant, ce droit eut été excessif s'il se fut fait dans nos îles beaucoup de

mascouades, mais comme il n'en venait que ce qu'il s'en pouvait consommer dans le royaume ; on le laissa subsister pendant quelque temps

La Bretagne n'était pas dénommée dans ce droit, celui-ci n'y fut pas exécuté, mais seulement à Ingrandes, qui était l'entrée du royaume sur la Loire. Bientôt d'ailleurs en 1670, le 10 décembre, le Conseil réduisait à 40 sols du 100 pesant le droit qui se percevait sur les sucres des îles françaises. Ce droit en effet, était devenu trop fort par rapport à la valeur de la marchandise, et empêchait les habitants des îles de continuer la culture de leur terre.

Jusqu'en 1671, on a vu qu'on ne raffinait pas à Nantes, peut-être y eut-il quelques essais modestes, mais c'est en réalité à cette date que devait naître l'industrie nantaise (1) : « Il est ordonné qu'il sera délivré aux négociants de Nantes des passe-ports à la manière accoutumée pour négocier aux îles d'Amérique à la condition que les propriétaires de vaisseaux donneront caution dans la dite ville de Nantes, d'y faire retour dans 8 mois et qu'ils n'enverront pas à l'étranger les sucres de nos îles. »

Ainsi, cet arrêt impose aux négociants de Nantes la défense de faire sortir pour l'étranger des sucres bruts des îles françaises d'Amérique. Fatalement, les navires arrivant chargés de sucres bruts dans notre port, des raffine-

(1) Arrêt du Conseil du 15 septembre 1665.

(1) Arrêt du 14 décembre 1671.

ries s'installèrent, elles avaient tout d'abord un débouché assuré : la province de la Bretagne. — et avaient l'espoir puisque leur mascouade ne payait pas de droits d'entrée, Nantes étant une province étrangère, de transporter leur sucre raffiné à l'étranger — De plus, en vertu de l'arrêt du 14 décembre 1671, il était permis aux raffineries nantaises de faire rentrer leur sucre raffiné à Nantes par la rivière de la Loire dans les 5 grosses fermes, moyennant 4 livres de chaque 100 pesant pour tous droits. Aussi les raffineries de Nantes prirent vite un développement important, les Nantais firent venir des ouvriers des Pays-Bas (1) et sous de tels maîtres, l'industrie prospéra au point qu'on a pu dire « on ne se doute guère que l'ancien régime possédait des raffineries aussi importantes que les usines actuelles des Say ou des Lebaudy (2).

Nous avons vu qu'en 1670, les droits furent abaissés à 40 sols — droits d'entrée dans le royaume, sur le sucre brut — mais, le 24 mai 1675, le roi obligé à des dépenses pour soutenir la guerre contre une grande partie de l'Europe, déclare qu'il serait perçu 40 sols pour 100 pesant à l'entrée des bureaux des 5 grosses fermes, outre les droits qui se percevaient déjà sur eux.

Cet arrêt fut très intéressant en ce qui concerne nos raffineries naissantes, car il exceptait de ce droit la Bretagne,

(1) Gabory : *Commerce et Marine de Nantes au XVII^e siècle*, p. 43.

(2) Martin Germain : *La grande industrie sous le règne de Louis XIV*, p. 29.

et Marseille ce qui établit bien que le Conseil voulait que les provinces étrangères et les ports francs jouissent de leurs privilèges ; cela d'ailleurs fut si vrai que les droits imposés sur les sucres étrangers par les arrêts des 15 septembre 1665, 12 septembre 1669, 14 janvier 1670 et 15 juillet 1673, n'y furent point perçus.

Cet arrêt de 1675 permettait aux négociants de Nantes de transporter leur sucre, raffiné à Nantes, dans les 5 grosses fermes, par le bureau d'Ingrandes en payant d'abord les 4 livres dues par les mascouades et en plus 12 livres par 100 pesant ; de sorte que le sucre, raffiné à Nantes, payait à l'entrée du royaume un droit de 16 livres (1).

Il avait donc un avantage considérable sur le sucre raffiné à l'étranger qui devait payer, en vertu de l'arrêt de 1671, 22 livres 10 sols, auxquelles venait s'ajouter le coût du fret pour arriver jusqu'en France.

En 1698, le 20 juin, on modéra le prix du tarif des sucres bruts venant des îles d'Amérique qui payaient seulement à l'entrée du royaume 3 livres au lieu de 4 livres. L'application des droits de 1675 et 1698 devait soulever une question intéressante pour les raffineries nantaises. Le 2 mars 1700, une requête était présentée au Conseil d'Etat du Roi par Pierre Lejeune, Jacques Souchay, Jean Dubois, Pierre et Martin Le Masne, au nom des raffineurs de Nantes. Ils se plaignaient d'avoir été plus

(1) Ch. C. de Nantes, 699. C. 27, cote 2.

chargés de droits pour leur sucre raffiné envoyé dans l'étendue des 5 grosses fermes que les autres raffineurs. L'arrêt du 24 mai 1675 portait en effet que le sucre raffiné à Nantes paierait à l'entrée d'Ingrandes, outre les 4 livres ordonnées par l'arrêt de 1671, 12 livres au domaine d'occident, tandis que le sucre raffiné à l'intérieur du royaume ne payait, au plus, que 9 livres de droits, savoir : 4 livres par 100 pesant de mascouade.

Jean Oudiette, fermier du domaine d'occident, avait reconnu l'excès de ces droits et pendant le cours de son bail n'avait perçu que 8 livres, au lieu de 12 portées à l'arrêt précité. Jean Fauconnet, adjudicataire des fermes générales auxquelles la ferme du domaine d'Occident fut réunie en 1685, avait fait payer 10 livres au lieu de 12 et ses successeurs Pierre Domergue et Pierre Pointeau suivirent son exemple.

A l'époque où ces raffineurs présentaient leur requête, Louis Juigné, le fermier actuel, leur faisait payer 14 livres. Ils exposaient qu'ainsi les raffineurs à l'intérieur des 5 grosses fermes avaient un avantage sur eux d'environ 5 livres par 100 pesant de sucre raffiné, que cet avantage avait fait cesser le travail dans presque toutes les raffineries de Nantes qui étaient tombées de 13 à 5, sur le point de fermer.

De plus, l'arrêt du 20 juin 1698, qui avait réduit de 4 livres à 3 livres le droit d'entrée sur les sucres bruts, devant être raffinés dans le royaume, créait un nouvel avantage aux raffineurs à l'intérieur des 5 grosses fermes

car ces raffineurs arrivaient à ne payer que 6 livres 15 sols de droits pour chaque 100 pesant de sucre raffiné, alors que les raffineurs de Nantes payaient 14 livres, ce qui rendait toute concurrence impossible. Ils demandaient dans cette requête que le Roi fasse l'égalité entre tous les raffineurs du royaume, ou tout au moins, « attendu que les droits sur les sucres bruts avaient été modérés d'un quart en 1698 — ils réclamaient — que leur sucre raffiné transporté à l'intérieur des cinq grosses fermes soit frappé d'un droit réduit d'au moins un quart, ce qui devait reporter le droit à 10 livres, 10 sols » (1).

Mais, le roi, sans avoir égard à la demande d'un règlement d'égalité de droits entre les raffineries de Nantes et les raffineries du royaume, ordonna cependant qu'il serait diminué 45 sols, savoir :

20 sols, par les fermiers des grosses fermes ;

25 sols, par les fermiers du domaine d'occident, sur les droits actuellement perçus par eux par 100 pesant de sucre raffiné à Nantes, provenant de mascouades des îles françaises d'Amérique et entrant dans l'étendue des 5 grosses fermes par le bureau d'Ingrandes seulement. De sorte que les droits perçus en 1699 étaient les suivants.

Domaine d'occident.	10 liv.
5 grosses fermes.	4 —
Total.	14 liv.

(1) Ch. Com. de Nantes, C. 730, cote 1, f° 35.

Droits qui se paieraient en conséquence de l'arrêt rendu sur la requête :

Domaine d'occident....	8 liv. 15 sols.
5 grosses fermes.....	3 liv. »» —
Total.....	11 liv. 15 sols.

Par cet arrêt on espérait mettre en égalité le sucre raffiné à l'intérieur du royaume et dans les provinces étrangères. Mais le sucre raffiné à Nantes payait une si grande quantité de droits locaux sur la Loire que les autres raffineurs avaient quand même un très grand avantage sur ceux de Nantes.

La Bretagne avait, nous le savons, conservé ses droits de douane séculaires, son commerce et son industrie devaient l'expier et à différentes reprises les habitants de Nantes firent entendre à ce sujet des plaintes très vives (1). Ce régime devait durer jusqu'à la Révolution.

Indépendamment des douanes qui s'appelaient traites par mer, traites des choses mortes, traites par terre, traites des bêtes vives, désignées sous le nom de *traites domaniales*, droits de sortie qui pesaient sur les blés, vins, laines, bois, pierres et sucres, nous trouvons les droits de la *prévôté de Nantes*, droit local destiné à subvenir aux charges auxquelles la ville était sujette (3). Ce droit était

(1) Ch. com. de Nantes, C. 761, cote 6.

(2) Ch. com. de Nantes, C. 674, cote 2.

(3) Ch. com. de Nantes, C. 697, cote 3.

solidé en nature ou en argent, il était perçu sur les marchandises qui descendaient et montaient la Loire.

Puis sur la Loire, dans la Province d'Anjou, la confusion des droits était encore plus grande, il y en avait une multitude qui appartenaient à des seigneurs particuliers : le trépas de la Loire (1), la Cloison d'Angers, la double et triple cloison, les droits de prévôté de Saumur, les droits de Cours et signature, etc., etc., tous ces droits atteignaient un trentième de la valeur de la marchandise imposée. Nous verrons quand nous parlerons de la querelle des raffineries de Rouen et de Nantes que tous ces droits faisaient à nos raffineries un tort considérable.

Déjà, le 4 septembre 1672, à la suite d'une réclamation des habitants de Nantes, le duc de Chaulnes avait écrit à Colbert que de la suppression de ces droits qui se percevaient à Ingrandes, dépendait le salut des îles d'Amérique, « si les négociants ne jouissent pas de cette faveur, ils « ne pourront plus être en état de faire le commerce ni « de naviguer » (2).

Nous voyons que dès l'ancien régime la question aujourd'hui d'actualité et d'où dépend l'avenir de notre ville se posait déjà sous une autre forme.

(1) Ch. com. de Nantes, C. 694, cote 1, f° 16.

(2) Gabory : *Marine et Commerce de Nantes au XVII^e siècle*.

SECTION II.

**Conflit entre la production coloniale et le raffinage
dans la métropole.**

Il faut rappeler ici le principe des doctrines économiques de cette époque : en échange des faveurs que la mère patrie accordait aux colons, celle-ci devait profiter exclusivement de toutes les richesses qu'ils possédaient ; à elle seule également incombait la charge de pourvoir à tous leurs besoins. De bonne heure, les commerçants de Nantes avaient protesté contre la faculté accordée aux étrangers de commercer dans les îles d'Amérique et Colbert, en 1670, fit défense aux étrangers d'aborder dans nos colonies sous peine de confiscation.

On interdit donc aux colons de chercher le placement de leurs produits, on fermait l'accès de leurs ports aux vaisseaux étrangers. A l'origine, on avait cependant laissé aux colons la possibilité d'écouler indirectement à l'étranger le trop plein des récoltes importées en France par des navires français. Mais bientôt cette faculté devait être contestée.

Le tarif de 1665 avait favorisé l'éclosion des raffineries nationales et celles-ci désiraient s'assurer exclusivement le travail du raffinage des sucres coloniaux, même de ceux qui excédaient le besoin de la consommation intérieure, et vers 1681, il fut défendu par ordonnance de

réexporter les sucres bruts venant des colonies. A Nantes, cependant, on livrait fréquemment des sucres bruts aux étrangers, en particulier aux Hollandais qui le raffinaient eux-mêmes. Colbert trouva que les Nantais étaient « Grands trompeurs » et résolut de traiter le sucre venant de ce port comme étranger : le Roi interdit même de donner des passeports pour l'Amérique aux marchands nantais jusqu'à ce que le Maire eut pris des mesures sévères pour interdire de violer ainsi la loi (1).

Un mois après, la peine fut rapportée et le sucre ne devait plus sortir de Bretagne que par Ingrandes.

Cette interdiction eut pour effet de faire des raffineurs français, les maîtres du marché, seuls acheteurs, ils abaissèrent le prix du sucre ; nos colonies se déclarèrent menacées de ruine. A différentes reprises, des commerçants de la métropole et des commerçants de Nantes firent entendre des plaintes et demandèrent l'autorisation de faire passer l'excédent du sucre brut à l'étranger.

La première fois, un arrêt du Conseil du Roi du 28 septembre 1684, fit droit d'une façon temporaire à leur demande.

En mai 1715, la situation pour les raffineries nantaises est critique, un mémoire fut déposé par les commerçants de Nantes (2) à Monseigneur Desmarets pour être autorisés

(1) Gabory : *Marine et Commerce de Nantes au XVII^e siècle*, p. 44.

(2) Ch. com. de Nantes, C. 699, 700, C. 27, c. 2.

à la sortie des sucres bruts pour l'étranger : cette demande était faite dans l'intérêt de l'Etat, des colonies et du commerce.

1° Dans l'intérêt de l'Etat.

On prétendait qu'il était de son intérêt de faire passer le surplus du sucre brut à l'étranger afin de payer le plus possible les sommes énormes qu'on lui devait, en nature, et non en argent.

Qu'il était de son intérêt également de procurer un débouché à ce qui ne se consommait pas à l'intérieur du royaume, autrement les négociants n'entreprendraient plus rien, les ouvriers mourraient de faim dans les ports, et les matelots seraient forcés de s'engager à l'étranger.

2° Dans l'intérêt des colonies.

La France ne pouvait consommer que la moitié de ce qu'elles produisaient et ceux qui n'allaient là-bas que pour y chercher des marchandises et leur porter en même temps les objets manufacturés n'iront plus, il faudra laisser aux Anglais le soin de les approvisionner.

3° Dans l'intérêt des négociants.

Les négociants ne pourraient continuer le commerce.

Au moment où le mémoire était déposé, on signalait qu'il y avait encore 14.500 barriques de sucre brut dans le port, que 87 vaisseaux étaient partis pour les îles, et devaient

en rapporter environ 30.000 barriques. On demandait l'autorisation de laisser sortir les 14.500 barriques d'excédent.

A en croire ce mémoire, il y aurait eu en France de quoi assurer la consommation pendant trois ans et l'on prévenait qu'il faudrait bientôt interrompre le commerce avec les îles pendant ces trois années : les ports seraient ruinés, et les raffineries ne tarderaient pas, disait-on, à s'éteindre rapidement.

A la suite de cette requête, les négociants Nantais furent autorisés à laisser sortir 12.000 barriques de sucre se trouvant actuellement dans le port et 6.000 barriques à venir, et cela sans payer aucun droit (1).

Au moment où l'on interdisait aux colons de chercher des débouchés pour leurs produits à l'étranger, où ils se déclaraient menacés d'une ruine certaine, on leur accordait l'autorisation de raffiner à l'imitation des Anglais : autorisation qui leur avait été refusée jusqu'à ce moment. Mais la marine marchande ne tardait pas de son côté à se plaindre de la diminution de fret qui en était la conséquence, et en moins d'un an 50 navires qui faisaient le commerce des îles restèrent dans l'inaction.

Les matelots manquaient d'occupation et désertaient les ports : d'un autre côté, cela fit un tort considérable aux raffineries de la mère patrie. Il y eut une ligue des raffineurs, et un arrêt du conseil du 21 juin 1684, interdit d'établir à l'avenir des raffineries nouvelles aux colonies,

(1) Ch. C. de Nantes, C. 699, 700, C. 27, c. 2.

à peine de 3.000 francs d'amende ; mais, en fait, la situation acquise dura et de nombreux raffineurs s'installèrent aux colonies même après 1684.

En 1698, les raffineurs nantais prirent alors la parole près du Conseil du Roi (1), ils signalent ce qui se passe aux îles d'Amérique : « Les colons donnent en paiement des marchandises qu'on leur apporte, une livre de sucre terré et raffiné pour 4, 5 ou 6 livres de sucre brut qu'ils donnaient autrefois quoique, au plus, 2 livres de sucre brut rentrent dans une livre de sucre raffiné — car ils emploient les plus belles mascouades — de plus ils ne tiennent aucun compte de l'arrêt du 26 septembre 1696 qui les oblige à payer, au plus, moitié en sucre terré, et l'autre moitié en sucre brut et qui leur défend de terrer ou raffiner plus de la moitié de leur récolte. Ils continuent à payer en sucre terré et raffiné ne donnant par ailleurs que des sucres bruts de mauvaise qualité et qui causent une double perte.

1° Le sucre terré ne se vend pas en France ce qu'il coûte aux îles.

2° Les raffineries de Nantes ne sont pas fournies suffisamment de sucre brut, elles perdent sur la mauvaise qualité du sucre à raffiner, et certainement elles auraient cessé de travailler si elles n'avaient pas été approvisionnées par des mascouades faisant l'objet de prises ».

Le 18 avril on chercha à modérer l'introduction du

(1) Ch. C. de Nantes, 699, C. 27, cote 2.

sucré raffiné des îles en le faisant payer 8 livres par 100 pesant. Ce droit de 8 livres fut maintenu en 1684, peu de temps après on imposa sévèrement à leur entrée dans le royaume, les sucres des îles d'Amérique : tandis que les sucres bruts payaient 3 livres, le sucre terré payait 15 livres et le sucre raffiné payait 22 livres 10 sols comme le sucre raffiné étranger : puis une prohibition absolue fut édictée à l'égard des raffineries des colonies d'Amérique.

Pourtant, nous voyons en 1705 un Nantais posséder encore une raffinerie à Saint-Domingue (1). Avant 1698, de nombreux Nantais avaient été monter des raffineries aux colonies, beaucoup s'enrichirent rapidement, tous n'eurent pas le désintéressement d'un sieur Chateau-Dubois qui, vers 1686, raffinait à La Guadeloupe pour en consacrer le produit au soulagement des pauvres des îles d'Amérique (2).

SECTION III.

Primes à l'Exportation.

C'est vers la fin du XVII^e siècle qu'apparut le régime qui devait par la suite soulever une question des plus grave puisqu'elle devait fausser les conditions de production et

(1) Gabory : *Marine et Commerce de Nantes au XVII^e siècle*, p. 44.

(2) Gabory : *Marine et Commerce de Nantes au XVII^e siècle*, p. 44.

de commerce des sucres ; nous voulons parler du régime des primes à l'exportation.

Nous avons vu dans les chapitres précédents qu'il était défendu d'exporter hors du royaume des sucres bruts, mais peu à peu, à la suite de plaintes réitérées des raffineurs dont nous avons entendu un écho dans un mémoire des raffineurs nantais, les choses furent remises sur l'ancien pied, on autorisa en 1684 passagèrement l'exportation, puis définitivement un peu plus tard.

La question qui se posait était des plus complexes pour les raffineurs, en interdisant l'exportation des sucres bruts, ils devenaient les maîtres du marché, pouvaient abaisser le prix étant les seuls acheteurs, et jouissaient d'un privilège considérable : ils avaient donc de ce chef le plus grand intérêt au maintien de cette situation, mais chaque année, les navires amenaient des îles d'Amérique des quantités de sucres considérables, bien supérieures aux besoins des raffineries nationales et les négociants et armateurs ne trouvant pas de débouchés suffisants, menaçaient de ne plus armer pour les îles d'Amérique, ce qui aurait eu des conséquences déplorables à beaucoup de points de vue ; tout d'abord c'était la ruine de notre marine marchande, l'expatriation des matelots, c'était restreindre les débouchés pour nos objets manufacturés dont on approvisionnait les colons en se rendant aux îles pour y acheter le sucre ; c'était, enfin, après un moment de prospérité, la ruine à brève échéance des raffineries nationales obligées qu'elles seraient d'acheter très

cher le sucre à l'étranger ; aussi de ce côté les raffineurs avaient ils intérêt à ne pas prolonger cette défense d'exportation qui leur avait permis de se créer, de se fortifier, de pouvoir lutter contre la concurrence des sucres étrangers. Toutefois, lorsqu'on décida d'autoriser l'exportation des sucres bruts, les raffineurs ne virent qu'une chose : le présent : on leur enlevait un privilège, ils se plaignirent, et pour les indemniser, on imagina, le 28 septembre 1684 le système des primes à l'exportation des sucres raffinés.

Les mascouades des îles d'Amérique jouissaient du bénéfice de « l'Étape » après avoir été raffiné en France, les droits étaient restitués sur le pied de 9 livres par quintal qui fut réputé correspondre à 225 livres de sucre brut ; mais remarquons immédiatement que cet arrêt n'a point été exécuté en Bretagne parce que cette province n'y était pas dénommée (1). Plus tard, le 15 mars 1702 la restitution des droits à l'exportation des sucres raffinés ne sera que de 6 livres 15 sols au lieu de 9 livres ordonnées par l'arrêt de 1684.

Par l'arrêt du 17 mai 1782, on établit presque un régime prohibitif : les sucres étrangers devaient payer 40 livres en principal et 10 sols par livres, soit 60 livres par quintal.

Le roi avait été avisé qu'aux moyens d'encouragement dont jouissaient les sucres raffinés à l'étranger, ils obtenaient

(1) Ch. de Nantes, C. 730, cote 1, f^o 35.

à l'exportation préférence sur les sucres raffinés en France, aussi, en 1786 il fut décrété que : « les sucres des îles, raffinés dans les ports du royaume, jouiraient à leur exportation à l'étranger ou dans les provinces de la France assimilées à l'étranger, de la restitution des droits qui avaient été acquittés à leur arrivée comme sucres bruts » et pour prévenir des difficultés dans l'évaluation du remboursement on considéra qu'un quintal de sucre raffiné représenterait 225 livres de sucre brut : en réalité, il fallait 180 livres de sucre brut pour faire 100 livres de raffiné. Les exportateurs jouissaient en outre d'une prime de 4 livres par quintal, à la condition de justifier que les sucres exportés étaient arrivés à la destination déclarée.

SECTION IV

Lutte entre les raffineries de Nantes et de Rouen.

On se rappelle que le 24 mai 1675, un arrêt établit, à cause des dépenses de guerre, un impôt très lourd sur le sucre ; cet arrêt augmentait les droits d'entrée des sucres passant dans les cinq grosses fermes de 40 sols par 100 pesant de mascouade(1), mais exceptait la Bretagne. Nantes se trouvait donc dans une situation très avantageuse et les raffineurs de Dax, Bayonne et surtout de Rouen firent immédiatement entendre des protestations et des plaintes.

(1) Arrêt du 25 mars 1671. — Arrêt du 24 mars 1875.

Les raffineurs de Rouen établissaient même que le sucre brut leur revenait à 8 ou 9 livres par 100 pesant plus cher qu'aux raffineurs de Nantes ; alors commença entre les deux villes une guerre qui devait durer plus d'un siècle. Les raffineurs de Rouen adressèrent au ministre, des chiffres ; ceux de Nantes, nous sommes obligés de le reconnaître, se contentèrent de gémir (1).

Ce que désiraient surtout les raffineurs de Rouen, c'était la suppression du droit de 50 sols qui frappait les sucres bruts à leur entrée dans Rouen. Ce droit avait été établi en 1638 pour payer une taxe que le roi demandait à la ville de Rouen, il ne devait se percevoir qu'autant de temps qu'il serait nécessaire pour payer la somme empruntée, mais le roi jugea à propos de le laisser subsister et le joignit dans la suite au domaine d'occident.

Quoique ce droit fut onéreux pour les raffineries de Rouen, elles n'en souffraient pas trop au début car elles étaient alors à peu près les seules raffineries du royaume, les habitants de Rouen et de Dieppe avaient en effet fait les premiers le commerce avec les îles d'Amérique et c'est là que s'étaient établies les premières raffineries qui furent bientôt au nombre de 20 dans la ville de Rouen. Ces raffineries n'ayant point de concurrents, le droit de 50 sols ne faisait qu'augmenter le sucre de 5 livres 12 sols par 100 pesant ; le public seul portait cette charge. Mais le

(1) Ch. Com. Nantes, C. 733, C. 36, cote 1. « *Protestations et lettres des raffineurs et marchands de Nantes* ».

commerce des colonies s'étant augmenté, le sucre vint plus abondant, les vaisseaux de Nantes, de La Rochelle y allèrent négocier, on commença alors à établir des raffineries dans ces différentes villes : bientôt la France étant aux prises avec l'Europe, la navigation pour les vaisseaux des ports situés dans la Manche devint très difficile, la mer était sillonnée de corsaires et les sucres cessèrent de venir au Havre. Les raffineries de Rouen furent alors obligées de tirer leur sucre brut de Nantes, beaucoup plus facile d'accès pour les vaisseaux venant des îles d'Amérique, et de les faire remonter par la Loire jusqu'à Orléans d'abord, et ensuite par terre jusqu'à Rouen. Le passage des sucres par les différentes villes situées sur la Loire donna l'idée d'établir là des raffineries. Plus voisines des ports, elles devaient s'en tirer avec moins de frais que les raffineries de Rouen. Les raffineries de Rouen commencèrent à périlcliter.

Les raffineurs de Rouen furent alors amenés à rechercher quelles étaient les causes de la ruine de leurs raffineries ; ils la virent dans ce droit local de 50 sols qui se payait uniquement dans la ville de Rouen et qui devait mettre les raffineurs hors d'état de travailler en concurrence avec ceux des autres villes.

Colbert pour en finir ordonna une grande assemblée à Paris, des raffineurs de toutes les villes intéressées. Tous les raffineurs furent d'accord pour reconnaître que les raffineries de Nantes et également celles de Dieppe avaient un avantage considérable sur celles de Rouen, mais ils

reconnaissaient que si l'on exigeait 12 livres de droits à Ingrandes sur le sucre raffiné à Nantes, si les raffineries de Dieppe se contentaient de fournir la Picardie, une égalité relative serait ainsi obtenue entre les raffineries des différentes villes. D'un autre côté, tous furent unanimes pour refuser l'approbation à l'abolition du fameux droit de 50 sols réclamé par les raffineurs de Rouen.

Il fut décidé alors que le sucre raffiné à Nantes paierait à son entrée dans le royaume par Ingrandes 6 livres 13 sols par quintal outre les 4 livres qu'il payait déjà. Mais Bellinzani, collaborateur intime de Colbert pour le commerce, se laissa acheter, dit-on, par les raffineurs des villes concurrentes et fit passer un arrêt qui portait à 12 livres au lieu de 6 livres 13 sols le nouveau droit. Nous n'avons pas trouvé trace que ce droit de 6 livres 13 sols ait été rétabli par Colbert après protestation de nos raffineurs, ainsi que l'indique M. Gabory dans son travail sur la Marine et le Commerce de Nantes au xvii^e siècle, page 46. Ce droit de 12 livres semble au contraire avoir été maintenu tout au moins en principe ; ce n'est que par faveur spéciale que les fermiers du domaine d'occident, Jean Oudiette et Jean Fauconnet, ne perçurent que 8 livres au lieu de 12, et ce n'est qu'en 1700, ainsi que nous l'avons vu plus haut, qu'après une nouvelle requête présentée par 5 raffineurs nantais qui reprenaient l'offensive, que le roi abaissait définitivement ce droit de 12 livres à 8 livres et 15 sols.

Les raffineries de Rouen ne se considéraient pas, depuis 1675, comme battues; dès 1684 elles recommencèrent à intriguer, elles dressèrent des calculs établissant le coût de revient dans les différentes villes de France, de 100 livres de sucre brut des îles qui y coûtaient 5 livres au plus, et de 100 livres de sucre raffiné, en admettant qu'elles représentaient 225 livres de sucre brut.

Ils arrivaient au résultat suivant :

a) 100 livres de sucre brut revenaient à Rouen à 19 livres, c'est-à-dire à 10 livres de plus qu'à Nantes, 6 livres de plus qu'à La Rochelle, 2 livres de plus qu'à Saumur, Tours, Angers et Orléans, et 5 livres de plus qu'à Dieppe,

b) 100 livres de sucre raffiné, y compris les frais de voiture pour les conduire à Paris, principal débouché, coûtaient aux raffineurs de Rouen 43 livres 15 sols, c'est-à-dire plus cher de 8 livres 10 sols qu'à Nantes, 8 livres 5 sols qu'à Saumur, Tours, Angers, Orléans et 9 livres 5 sols qu'à Dieppe.

Ils ne comptaient pas dans ces calculs les frais de raffinage supposés égaux.

Voici d'ailleurs le détail des calculs établissant les prix de revient à Rouen et à Nantes des 100 livres de sucre brut et des 100 livres de sucre raffiné ;

CALCUL DE ROUEN

Sucre brut.

<i>Rouen.</i>	L	S	D		<i>Nantes</i>	L	S	D
	—	—	—			—	—	—
Un cent de sucre brut					Un cent de sucre brut			
aux îles.....	5	»	»		aux îles.....	5	»	»
Fret pour Rouen à cause								
de la Manche.....	5	»	»					
Droits de douane.....	2	»	»					
Au domaine d'occident.	2	»	»		Frêt.....	2	10	»
Droit de 50 sols.....	2	10	»					
Le 3 0/0 au domaine					3 0/0 au domaine d'oc-			
d'occident.....	»	10	»		cident.....	»	10	»
Au poids de vicomté,								
achat et revente....	»	14	»		Perte de poids, prévôté,			
Perte du poids des îles					frais à Nantes.....	1	»	»
à Rouen.....	»	12	»					
Fret Havre-Rouen....	»	7	»		Total.....	9	livres.	
Frais.....	»	7	»					
Total.....	49	livres.						

Sucre raffiné.

225 livres sucre brut à				225 livres à 9 livres le			
19 livres le cent....	42	15	»	cent.....	20	5	»
				Droits d'entrée à In-			
				grandes.....	12	»	»
				Frais de Nantes à Or-			
				léans.....	1	10	»
				D'Orléans à Paris....	1	10	»
Total.....	43	15	»	Total.....	35	5	»

Les raffineurs de Rouen terminaient leur mémoire en suppliant le roi de supprimer le droit de 50 sols qu'ils

payaient, disaient-ils — iniquement — Nantes, d'après eux était mal venue à s'opposer à cette suppression, pour trois raisons différentes :

1° D'abord parce que Rouen était assujettie à ce droit pour payer 30.000 livres qui étaient depuis longtemps payées ;

2° Que Nantes était plus avantagée pour les raffineries grâce à son commerce avec les îles et les commodités de la Loire ;

3° Qu'enfin la Bretagne était une province d'état qui payait très peu au royaume, où les raffineurs peuvent moins prétendre à la protection du roi qu'à Rouen.

Vers la même époque, les raffineurs de Bordeaux adressaient également des calculs qui justifiaient que Rouen était plus chargée que Nantes, où 100 livres de sucre brut d'après eux revenaient à 7 livres 1 sol meilleur marché qu'à Rouen mais se montraient très opposés, comme en 1675 et pour le même motif, à l'abolition du droit de 50 sols. — Les raffineurs de Nantes s'émurent, ils déposèrent alors un mémoire en réponse à celui des raffineurs de Rouen, en octobre ou novembre 1684. Ils font d'abord remarquer qu'ils n'omettront rien de ce que les raffineurs de Rouen prétendent payer, mais qu'ils ajouteront les frais que ceux-ci ont oublié de compter pour Nantes.

Voici quels étaient, d'après eux, les prix de revient à Rouen et à Nantes de 100 livres de sucre brut et 100 livres sucre raffiné :

CALCUL DE NANTES

Sucre brut.

<i>Rouen.</i>	L	S	D		<i>Nantes.</i>	L	S	D
Un cent de sucre brut					Un cent de sucre brut			
aux îles.	4	»	»		aux îles.	4	»	»
Fret t s. par livre	5	»	»		Fret à 10 s par livre..	4	3	4
Droits de douane	2	»	»		3 0/0 au domaine d'oc-			
Domaine occident.	2	»	»		cident	»	10	»
Droits de ville.	2	10	»		Perte de poids.	»	12	»
3 0/0 domaine occident	»	10	»		Fret Paimbœuf à Nan-			
P. de vicomté, achat et					tes	»	2	»
revente	»	14	»		Frais	»	9	»
Perte de poids des îles					Droits de prévôté et			
à Rouen	12	»	»		ville.	»	5	4
Fret du Havre à Rouen	7	»	»					
Carue et frais	7	»	»					
Total	18	»	»		Total	10	1	8

Sucre raffiné.

225 livres à 18 livres le					225 livres à 10 L. à s.			
cent	40	10	»		8 d. le cent.	22	13	9
Voiture de Rouen à					Au domaine 12 L. ré-			
Paris	1	»	»		duit à.	8	»	»
					A Ingrandes, droit de			
					traites 4 L. et pari-			
					sis 5 s.	4	5	»
					Traite de Nantes.	»	6	»
					Traite de marchands à			
					Ingrandes	»	1	2
					Double et triple cloison			
					d'Angers	»	7	6
					Trépas de la Loire.	»	3	1
<i>A reporter</i>	41	10	»		<i>A reporter</i>	35	8	5

	L	S	D			L	S	D
	—	—	—			—	—	—
<i>Report</i>	41	10	»	<i>Report</i>	35	8	5	
				Nouveaux droits des of-				
				ficiers à 6 deniers				
				par livre	»	2	7	
				Droits d'acquit	»	»	5	
				Saumur officier et pré-				
				vôté	»	»	6	
				Orléans-décharge, feu-				
				lage-recharge	»	3	»	
				Commission à Orléans.	»	6	»	
				Perte pour retirer son				
				argent de Paris	»	6	»	
				Voiture Nantes à Or-				
				léans et péage à Lan-				
				geais, 20 sols p. 100..	4	»	»	
				Voiture Orléans-Paris.	2	»	»	
Total	44	40	»	Total	39	6	8	

Ils faisaient remarquer que Rouen étant plus près de Paris que Nantes, le sucre raffiné de cette ville arrivait en meilleur état sur le marché et faisait prime, de plus les raffineurs de Rouen achetaient leur sucre brut à 8 et 12 mois au lieu de l'acheter à 3 mois comme à Nantes, ce qui faisait que de ce chef ils bénéficiaient d'une différence de 3 à 4 $\frac{0}{100}$. — et ils demandaient au contraire afin d'éviter la déchéance possible des raffineries de Nantes ce qui pouvait entraîner la ruine des îles d'Amérique, que l'on réduisit à 5 livres le droit de 12 livres d'entrée par Ingrandes, porté à l'ancienne déclaration du roi et abaissé jusque-là à 8 livres par composition.

Nous savons que dans cette phase de la lutte entre Rouen et Nantes, après beaucoup de contestations, d'Aguesseau et M. de Lagny, pour lors directeur du Commerce, ayant entendu nos raffineurs dans leurs revendications, le 2 mars 1700, le roi diminuait de 45 sols le droit sur les sucres raffinés à Nantes, pénétrant dans les cinq grosses fermes par Ingrandes.

Les choses en restèrent là jusqu'à la fin de 1730 ; à cette époque, les raffineurs de Rouen firent une nouvelle tentative auprès du Conseil pour obtenir l'extinction du fameux droit de 50 sols ; ils adressèrent un mémoire que les raffineurs de Nantes estimèrent plein de raisons capiteuses. Les raffineurs de Nantes y répondirent et les raffineurs d'Orléans dressèrent également, mais à la hâte, un mémoire très négligé, omettant, à leur propre perte, plusieurs articles considérables et suffisants pour donner à Rouen l'avantage qu'elle cherchait.

Le Conseil de Nantes après avoir répondu à un second mémoire de Rouen, en 1732, fut ensuite une année sans entendre parler de cette affaire qu'ils croyaient tombée dans l'oubli, lorsqu'au mois d'octobre 1733, ils furent très surpris d'apprendre que la question était sur le point d'être décidée en faveur de Rouen.

Les raffineurs de Rouen s'appuyaient en effet, pour triompher sur le mémoire et les calculs dressés négligemment par les raffineurs d'Orléans ; leur raisonnement était simple mais toutefois assez impressionnant : « Pour démontrer notre infériorité, disaient-ils, voyons le coût

du sucre raffiné à Rouen et à Orléans, car les mémoires joints aux dossiers prouvent que toutes les raffineries ont avantage sur Orléans.

Orléans tire son sucre brut de Nantes :

Le 100 pesant coûte à Nantes... 20 liv. » sol. » den.

Le prix du transport est de.... 5 10 8

Total pour 100 livres.... 25 10 8

et pour 225 livres, représentant

100 livres de raffiné..... 57 9 »

Rouen tire ses sucres bruts du Havre et de Nantes :

100 livres de sucre reviennent à. 20 liv, » sol. » den.

Commission d'achat et frais

jusqu'à bord du vaisseau..... 12 » »

Fret de Nantes à Rouen..... 1 3 6

Assurance à 3 0/0..... » 13 »

Droits d'entrée dans les cinq

grosses fermes,..... 3 » »

Octroi..... » 3 3

Frais divers..... » 3 9

Brouettage..... » 3 6

Total..... 25 19 »

Donc 100 livres de sucre brut, d'après eux, coûtaient, en dehors du droit de 50 sols, 10 sols plus cher à Rouen qu'à Orléans.

De plus ils faisaient remarquer qu'ils ne tiraient pas

tout leur sucre brut de Nantes ; qu'au contraire, ils le tiraient en majeure partie du Havre où ils acquittaient 3 livres par 100 de plus qu'à Nantes, ce qui faisait donc pour 100 livres de sucre brut, tirées du Havre..... 27 liv. 13 sol. 5 den.

Et le 100 de sucre raffiné revenait donc à..... 62 3 2
 Et s'il venait de Nantes à..... 58 7 9
 Au lieu qu'à Orléans..... 57 9 »

Et si l'on ajoutait le droit de 50 sols, soit 5 livres 12 sols 6 deniers, pour un cent de sucre raffiné, ce sucre revenait à Rouen :

S'il était tiré de Nantes..... 6 liv. 11 sol. 3 den.
 S'il était tiré du Havre..... 10 8 8

plus cher qu'à Orléans.

Ils démontraient ainsi que toute concurrence était impossible.

Les raffineurs de Nantes répondirent à ce mémoire et mirent en lumière plusieurs points :

1° Ils estimèrent que la raison de la décadence des raffineries de Rouen était surtout due à l'établissement d'autres raffineries dans le royaume ou encore à une mauvaise gestion d'affaires, mais non au droit de 50 sols ;

2° On ne pouvait dire, d'après eux, que les raffineurs de Nantes étaient avantagés car ils avaient été obligés d'abandonner le commerce du sucre raffiné dans l'intérieur du royaume par la seule raison de l'excès des

droits perçus à Ingrandes sur les produits manufacturés de Nantes ;

3° Ils montraient que les raffineurs de Rouen affectaient de s'attacher aux calculs des raffineries d'Orléans dressés en 1730, alors qu'ils savaient pertinemment que ces calculs étaient faux puisque celles-ci avaient omis une partie des droits et frais à leur charge ;

4° Ils affirmaient que si les raffineurs de Rouen les taxaient avec mépris de mauvaise foi, leurs mémoires au contraire leur fournissaient à chaque ligne la preuve du défaut qu'ils leur reprochaient. En effet, les raffineurs de Rouen soutiennent, disaient les raffineurs de Nantes, que le sucre brut acheté au Havre coûte 2 ou 3 livres de plus par quintal au dessus de 20 livres qu'ils payent le sucre à Nantes. Or, nos raffineries avaient en main la preuve que les derniers sucres qui avaient été vendus aux raffineurs de Rouen ou du Havre ne l'avaient été que 21 livres.

Enfin, après une lutte acharnée, un arrêt du Conseil du 24 avril 1736 décida de modérer à 25 sols le droit local de 50 sols par 100 pesant sur le sucre brut venant des îles d'Amérique et entrant à Rouen, cela pendant six ans. Plus tard, le 30 juin 1786, ce droit de 50 sols devait être supprimé purement et simplement.

Il est assez intéressant en terminant cette étude de faire un rapprochement qui s'impose entre la concurrence des raffineries de Rouen et des raffineries des ports au XVIII^e siècle et la lutte actuelle entre les raffineries des

ports et les raffineries du Nord et surtout la raffinerie parisienne. Nous voyons, au XVIII^e siècle, les raffineries de Rouen implorant du Conseil du roi la détaxe du droit de 50 sols qui frappe chez elles le sucre brut, parce qu'il leur est impossible d'apporter sur le marché parisien leur sucre raffiné à aussi bas prix que les raffineries des ports, parce qu'elles ne peuvent soutenir la concurrence et qu'elles menacent d'être ruinées.

En effet, elles ont des frais de transport beaucoup plus élevés que n'en ont les raffineries des ports car elles sont obligées de faire venir leur sucre brut soit de Nantes, soit du Havre ; en un mot, leur approvisionnement de matières premières est difficile et coûteux.

En vertu de quel principe implorent-elles ?

« Il ne faut pas, disent-elles, qu'il existe de privilèges
 « en raison même de leur situation entre les différentes
 « raffineries du royaume, il est nécessaire qu'un équi-
 « libre soit maintenu et si des éléments étrangers
 « viennent rompre cet équilibre, c'est au pouvoir public,
 « dans la mesure de son possible, d'essayer de le ré-
 « tablir. »

Nous voyons les raffineries des ports se liguier contre les prétentions des raffineries de Rouen ; puis le roi faire application du principe invoqué par celles-ci en accordant une réduction du fameux droit de 50 sols, puis sa suppression, et estimer :

« Qu'indépendamment de la preuve qui résulte par ces
 « estats et calculs de l'avantage que les raffineurs d'Orléans

« et de la Loire ont sur eux, pour le prix de leurs sucres
« raffinez, il est constant que l'establisement et l'entre-
« tien d'une raffinerie coûte à Rouen le double plus qu'à
« Orléans et dans les autres villes de la Loire, par la cherté
« des loyers des maisons, des ustensiles nécessaires aux
« raffineries, et de la nourriture et gages des ouvriers, en
« sorte que ces différentes espèces de despenses, compen-
« sent, et au-delà, les pertes auxquelles ceux d'Orléans
« et de la Loire prétendent estre exposez, par le long
« séjour des sucres bruts sur la Loire et par l'avance de
« leurs fonds ; qu'ils conviennent qu'ils ont déjà de-
« mandé la suppression de ce droit, et quoiqu'ils eussent
« fait connoistre la disparité qu'il y avoit alors entr'eux
« et les raffineurs d'Orléans, le Conseil ne jugea pas à
« propos d'y avoir égard, mais que cette disparité
« n'estoit pas alors, à beaucoup près, aussi considérable
« qu'elle l'est aujourd'huy ; que comme il n'y avoit pas
« alors d'entrepôt au Havre, à Honfleur et à Dieppe, les
« sucres bruts qui arrivoient dans ces ports, estoient
« tous transportez à Rouen, où les raffineurs de cette
« ville, achetoient ceux dont ils avoient besoin pour
« leurs raffineries, sans frais, et à meilleur marché que
« dans les autres ports du royaume, qu'enfin en esta-
« blissant, comme ils font, par leurs estats et calculs
« l'avantage que les raffineurs d'Orléans ont sur eux,
« pour la fourniture de Paris, des sucres raffinez, la
« chute de leurs raffineries est d'autant plus inévitable,
« que c'est le seul débouché qui leur reste, puisque les

« raffineurs de Nantes et de La Rochelle sont en estat
 « de fournir leurs sucres à des prix si fort au-dessous de
 « ceux auxquels les raffineurs de Rouen peuvent donner
 « les leurs, qu'ils en fournissent la Basse Normandie, la
 « Flandre, l'Artois et la Picardie, par le port de Saint-
 « Valler, et qu'ils sont même privez du débouché de la
 « haute Normandie, parce que deux raffineurs établis
 « l'un à Dieppe et l'autre à Dunkerque, qui ne sont pas
 « assujettis au droit de cinquante sols, y en envoient à
 « meilleur marché que ceux de Rouen ne sauraient
 « faire. Vu pareillement les estats et calculs présentez,
 « tant par les raffineurs de Rouen que par ceux de Nantes,
 « d'Orléans et des autres villes de la Loire et autres
 « pièces jointes (1). »

Et qu'est-ce que nous verrons aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles ?
 Une situation analogue se produire, nous verrons la loi
 du 7 avril 1897 votée, pour arrêter l'irruption des sucres
 étrangers inondant notre marché intérieur, au détriment
 de notre sucre national, obligée, tout en favorisant par
 une prime, l'exportation de nos sucres, de barrer par
 des surtaxes au caractère prohibitif l'entrée en France des
 sucres bruts étrangers : cette surtaxe qui sera de 9 francs,
 aura pour effet de prohiber en France non seulement
 l'entrée des sucres d'Europe, mais des sucres extra
 européens, qui jusque-là entraient en franchise.

Les raffineries des ports se trouveront perdre une par-

(1) Arrêt du 24 avril 1736.

tie importante de leurs matières premières car elles n'avaient pas assez du sucre de nos colonies.

Elles ne pourront pas songer à remplacer ce sucre par du sucre de betteraves en raison des frais de toutes sortes qu'entraînerait le transport.

Voici donc les raffineries des ports en infériorité évidente sur les raffineries du Nord, voici l'équilibre rompu, entre les raffineries du royaume exactement comme au xviii^e siècle, au point de vue de l'approvisionnement des matières premières.

Nous verrons, en vertu du même principe que celui invoqué par les Rouennais au xviii^e siècle, les raffineries des ports réclamer et le législateur comprendre qu'une compensation était nécessaire et s'imposait : On établira la détaxe de distance, et M. Gadaut, dans son rapport au Sénat, dira :

« La détaxe de distance instituée par l'article 3 a pour
« principal objet de *faciliter l'approvisionnement des*
« *raffineries des ports*, elle constitue pour les raffineries
« des ports une compensation au dommage que leur
« cause la suppression de la franchise complète dont
« *jouissaient, au point de vue des taxes de douane, les*
« *sucres étrangers d'origine extra-européens.* »

M. Graux, à la Chambre des Députés, émet la même idée en disant :

« Les raffineries des ports reçoivent annuellement,
« environ 110.000 tonnes de sucre des colonies fran-
« çaises, 40.000 tonnes de sucre des colonies étrangères.

« Bien que le projet de loi autorise les raffineries à travailler ces sucres, en admission temporaire, le Gouvernement et la Commission des Douanes ont pensé qu'il fallait leur donner une compensation à l'avantage dont elles ont bénéficié pendant de longues années et dont elles seront privées à l'avenir. »

Mais l'analogie ne s'arrête pas là, et de même qu'autrefois, il y eut en quelque sorte une ligue entre les raffineries des ports, Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Le Havre, Marseille contre les raffineries de Rouen s'opposant de toute sa force à l'abolition du fameux droit de 50 sols, de même aujourd'hui, nous voyons les raffineries du Nord et en tête la raffinerie parisienne, lutter en sous-main contre les raffineries des ports et s'efforcer de saper dans l'ombre le principe de la détaxe de distance.

SECTION V

Situation des raffineries françaises et nantaises avant la Révolution française.

1° *Raffineries françaises.*

Il faut reconnaître qu'à la veille de la Révolution, la place qu'occupait les raffineries françaises sur le marché, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, n'était pas brillante et qu'elle avait beaucoup de peine à lutter contre la concurrence étrangère, les étrangers importaient dans quelques-unes de nos provinces leur sucre raffiné, et y obtenaient

même la préférence, c'est ainsi que les Hollandais s'étaient emparés de l'approvisionnement des sucres raffinés en Alsace-Lorraine et dans les Trois-Evêchés (1). Il est bon toutefois de remarquer que ces provinces réputées étrangères avaient la communication libre avec l'étranger, mais en partant de cette égalité où se trouvaient toutes les nations dans l'approvisionnement de ces provinces, on peut se demander pour quelles raisons les raffineries de France ne pouvaient y soutenir la concurrence des raffineries hollandaises.

Les Hollandais tiraient leur sucre brut de France, ils le raffinaient chez eux, il semble donc qu'ils devaient produire à moins bon compte que les raffineries françaises puisqu'ils devaient supporter des frais de commission d'achat, des frais de transport, etc.

Il est cependant facile de s'expliquer leur situation privilégiée. Tout d'abord, les Hollandais ne raffinaient que du sucre terré qui ne payait chez eux qu'un droit minime tandis qu'en France le sucre terré était frappé d'un droit de 12 livres par quintal et comme il faut 150 livres de sucre terré pour faire 100 livres de sucre raffiné, les raffineurs français auraient payé 18 livres de droits quand on ne leur rendait à l'exportation que 8 livres environ, exactement comme si ce sucre raffiné avait été fait avec du sucre brut, ils restaient en perte de 10 livres en

(1) Mémoire des Directeurs du commerce de la province de Guyenne sur le commerce du sucre en France, en Angleterre et en Hollande, 1786.

comparaison des Hollandais qui tiraient le sucre terré de France en entrepôt et qui n'avaient payé que le droit du domaine d'Occident.

D'un autre côté, les raffineurs français avaient grand'peine à se procurer le charbon de terre, car dans le but de favoriser les mines du royaume on avait établi un droit énorme sur les charbons venant de l'étranger. Or, les mines de France étaient peu et mal exploitées, ce droit coûtait à chaque raffinerie environ 4.000 livres par an (1).

Enfin, alors que les ustensiles qui servent aux raffineurs consistent principalement en chaudières de cuivre, qu'ils tiraient d'Allemagne, on avait frappé les cuivres ouvrés d'un droit considérable.

Tels étaient les gros désavantages des raffineurs français vis-à-vis des raffineurs hollandais, ils étaient suffisants pour nous mettre en infériorité sur nos marchés même.

Cependant, bientôt les Hollandais devaient céder le pas aux Anglais qui devinrent les fournisseurs des Flandres et de toute l'Allemagne. Les moyens par lesquels les raffineurs anglais se trouvaient en état d'obtenir la préférence sur les marchés et dans les provinces françaises étaient d'une grande simplicité : ceux-ci jouissaient à l'exportation d'une prime de 26 \$ par quintal de sucre raffiné, or les sucres avaient payé à leur entrée 12 \$ de droit par quintal, et comme il fallait 225 livres de sucre brut pour

(1) Ch. C. 733, n° 35, c. 1.

faire un quintal de sucre raffiné, que le quintal de sucre raffiné en Angleterre était de 112 livres, ces 225 livres de sucre brut ne faisaient que 2 quintaux de sucre brut qui avaient payé 24 \$, les raffineurs recevaient donc près de 2 \$ de plus qu'ils n'avaient payé, ce qui faisait sur 67 \$ que vaut un quintal de sucre raffiné un bénéfice de 2 1/2 0/0 en faveur du raffineur.

Une autre raison était celle-ci, les anglais ne permettaient pas à leurs colons de faire du sucre terré; ils ne pouvaient faire que du sucre brut; au contraire, les colonies françaises faisaient une grande quantité de sucre terré, souvent les raffineurs français étaient obligés de s'en servir et éprouvaient une perte sur la restitution des droits.

2° *Les Raffineries Nantaises.*

Les raffineries nantaises étaient dans une situation précaire; elles avaient à lutter contre les droits considérables qu'elles devaient payer à l'entrée des 5 grosses fermes pour leur sucre raffiné, il arrivait forcément qu'elles ne cherchaient plus à lutter sur le marché parisien.

Les armateurs se lassaient du commerce des îles; en effet, les vaisseaux venant des îles d'Amérique ne pouvaient pas remonter avec leur chargement jusqu'à Nantes, on déchargeait dans des gabarres à Paimbœuf, souvent même dans la rade de Mindin, la Loire était très mauvaise, souvent les gabarres étaient submergées; d'autres revenaient chargées de sucre mouillé et les raffineurs, qui de plus en

plus limitaient leur production aux besoins de la province seulement, les refusaient. Les armateurs devaient conserver le sucre avarié et se détachaient du commerce des îles.

En mars 1700, les droits devaient bien être modérés, mais par malentendu ou par négligence des raffineurs les Nantais ne bénéficièrent pas de la modération.

On se rappelle que par arrêt du 24 mars 1675 le sucre raffiné à Nantes devait payer 12 livres au domaine d'occident, 4 livres aux cinq grosses fermes, soit 16 livres. Oudiette, Domergue et Pointeau, fermiers, n'avaient perçu que 8 livres et 10 livres au lieu de 12 dues au domaine d'occident. En 1698, on modéra le droit d'entrée sur les sucres de 4 livres à 3 livres, les raffineurs nantais demandèrent alors la réduction des droits, et le roi accorda en mars 1700 une réduction de 45 sols par quintal soit 20 sols sur les droits des cinq grosses fermes et 25 sols sur les droits du domaine d'occident; mais le fermier actuel interpréta l'arrêt de mars 1700 à la lettre et il déclara qu'aucun arrêté n'avait dérogé à celui de 1675 qui fixait à 12 livres le droit dû au domaine d'occident — 4 livres celui dû aux cinq grosses fermes — soit 16 livres, en tout, et que la réduction devait se faire sur cette somme de 16 livres. Si bien que la modération qui aurait été assez sérieuse si elle avait été appliquée à la perception réelle devint ridicule ainsi entendue.; elle devenait de 5 sols par quintal de sucre raffiné sur ce qui était perçu effectivement avant l'arrêt (1).

(1) Ch. C. 733, C. 35, c. 1.

Durant tout le XVIII^e siècle, les raffineurs Nantais firent des tentatives pour briser les entraves sous lesquelles ils gémissaient, ils firent des mémoires, dressèrent des calculs par lesquels ils démontraient l'injustice des droits auxquels ils étaient assujettis, ils essayèrent même, navrés de voir les Hollandais ou les Anglais fournir nos provinces de l'Est réputées étrangères, de demander qu'il leur soit permis d'y envoyer leur sucre raffiné en passant à travers le royaume avec acquit des transits.

Ce fut en vain, les raffineurs d'Orléans excitèrent par jalousie la défiance des fermiers et ce droit fut refusé.

Les raffineries de Nantes ne commencèrent à se relever qu'au lendemain de l'arrêt de 1786 qui leur accordait, on s'en souvient, deux faveurs ;

1^o La restitution de tous les droits d'entrée à raison de 225 livres de sucre brut pour un quintal de sucre raffiné, soit 9 livres, 10 sols 6 deniers ;

2^o Une prime de 4 livres par quintal de sucre raffiné dont l'arrivée à destination de l'étranger était justifiée.

Elles constituaient à ce moment les plus importants établissements de l'alimentation de notre ville, elles étaient représentées par 12 établissements occupant 150 ouvriers et produisaient pour 600.000 livres.

Un des fabricants qui n'occupait que quelques hommes déclare qu'il les payait à raison de 160 livres par an, couchés et nourris (1). Mais leur développement était

(1) Ch. com. de Nantes, Z. 49.

entravé et devait l'être jusqu'à la Révolution par les droits à l'entrée des cinq grosses fermes et elles étaient encore en infériorité avec les raffineries anglaises qui jouissaient à l'exportation d'une prime de 26 \$ soit en argent français de 32 livres 10 sols.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES RAFFINERIES NANTAISES DE 1786 A 1815

Nous avons vu combien l'arrêt de 1786 fut favorable aux raffineries nantaises. Dans les années qui vont précéder la Révolution elles vont prendre de plus en plus d'extension. Aux colonies, à Saint-Domingue en particulier, la culture de la canne à sucre est très florissante ; des navires nantais font un actif commerce avec elle, chaque année de nombreux navires y partent emportant des objets manufacturés et reviennent chargés de sucre brut.

En 1767 on compte à Saint-Domingue 541 sucreries occupant 252.484 noirs produisant 807.280 quintaux de sucre brut, sur lesquels Nantes à elle seule reçoit 245.995 quintaux (1).

En 1786 on compte dans la même colonie 792 sucreries occupant 405.528 noirs produisant 934.775 quintaux de sucre brut, 702.771 de sucre blanc sur lesquels Nantes reçoit 323.676 quintaux de sucre brut et 146.033 de sucre

(1) Le Bœuf : *Commerce de Nantes*, p. 200 et suivantes.

blanc. Nous voyons que dans 40 ans le nombre des sucreries, des ouvriers et des produits à Saint-Domingue seulement et des importations de cette île dans notre ville a presque doublé. Mais nous sommes à l'aurore de la Révolution, Nantes devait bientôt recevoir le contre-coup des événements dont Paris était déjà le centre.

Nous trouvons encore de 1789 à 1790 quelques documents qui concernent le commerce des sucres avec les colonies de nos raffineries.

En 1790, Nantes envoie encore 3 navires à Cayenne, 203 navires aux Antilles, important 17.515.700 livres de sucre terré et 43 millions de livres de sucre brut. La même année nous exportons aux Etats du Nord 69.502 de sucre terré et 217.870 de sucre brut et aux Etats du Sud 5.228 de sucre terré.

En 1790, on portait à 30 millions la dette active de Nantes sur Saint-Domingue.

A cette même époque, on comptait à Nantes 12 raffineries occupant 150 ouvriers et produisant pour 600.000 livres. Elles étaient installées toutes en dehors de la ville. En effet, il était interdit par une ordonnance de police aux raffineurs et confiseurs de raffiner dans l'intérieur de la ville et des faubourgs et cela pour éviter les incendies (1).

Il est à remarquer qu'à l'aurore de la Révolution, à Nantes, les industries sont prospères, tout le monde s'inté-

(1) *Archives curieuses de la ville de Nantes*, Verger, III tome, Nantes 1839.

resse à l'industrie et au commerce, mais, bientôt, de 1793 à 1815, sauf pendant la courte paix d'Amiens, le commerce maritime fut anéanti en France; il est devenu impossible, on ne sait ni avec quoi, ni avec qui, ni comment faire le commerce.

Les navires sont inutilisés, les colonies fermées, la France est en guerre avec les nations qui entretenaient des relations utiles avec Nantes. Nantes fit une chute soudaine due presque uniquement à la rupture de ses relations avec Saint-Domingue qui jouait, ainsi qu'on l'a vu tout à l'heure, un rôle essentiel dans le mécanisme économique de notre ville. Le commerce fut anéanti le jour où Saint-Domingue fut en révolution, le jour où les relations entre Nantes et les Antilles furent interrompues. Le contre-coup inévitable de la rupture de ces relations avec les colonies fut la fermeture des raffineries nantaises.

Tandis que les autres industries souffrent du départ aux armées des ouvriers, tandis qu'il se crée de nouvelles industries travaillant pour les troupes, les raffineries ont fermé leurs portes (1).

Sous l'empire, les raffineries de France et en particulier les raffineries de Nantes déclinèrent; tout d'abord les matières premières arrivaient difficilement et de plus la loi du 3 avril 1806 fit subir au tarif une augmentation sensible et nuisible. Ces droits atteignirent jusqu'à 300 fr. pour le sucre brut et 400 francs pour le sucre terré en

(1) *Histoire de Nantes*, Guépin, p. 506 507.

1810. Ces droits furent abaissés d'ailleurs à ce moment, à 75 francs et 100 francs et encore en ce qui concernait les sucres bruts venant des colonies françaises, par navires américains, les sucres bruts venus sur nos navires étaient dégrevés totalement, mais il n'en venait pas.

On trouve à ce sujet dans un mémoire sur les manufactures, rédigé par le « Conseil d'Agriculture, des Arts, Manufactures et Commerce du Département de la Loire-Inférieure, en l'an X », deux tableaux (*voir page 74*) qui permettent par un seul coup d'œil de se rendre compte à ce moment de l'état industriel de notre ville. Nous y voyons en 1788 des raffineries occupant à Nantes 150 ouvriers, produisant 600.000 francs : en l'an 9 nous ne trouvons aucune trace de cette industrie.

Cependant les raffineurs n'attendaient pour rouvrir leurs usines que le rétablissement des relations avec les colonies, le mémoire précité nous dit à ce sujet, en parlant des raffineries nantaises :

« Elles n'ont jamais été aussi importantes que leur localité eut pu le faire espérer, ce qui tenait aux droits que le sucre raffiné à Nantes payait en entrant dans les cinq grosses fermes par le bureau d'Ingrandes, seul endroit qui lui fût ouvert. »

« Ces manufactures prendront une grande extension, si le gouvernement, frappé des inconvénients de l'importation des sucres raffinés étrangers, se porte à les défendre, ainsi que le terrage dans les colonies ».

Après la paix d'Amiens, en l'an X, les bâti-

TABLEAU des Manufactures et Fabriques du département en 1788.

Les fabriques de tissus de la ville de Nantes compensant les pertes par les genres nouveaux qu'on y a introduits, ne doivent entrer pour rien dans ce tableau.

Noms des Fabriques et Manufactures.	Nombre des Ouvriers.	Produits.
Fabriques de coutils de Vieilleville.....	1.200	1.800.000
Fabriques de flanelles de Chisson.....	800	600.000
Bassins de Guérande..... Pour mémoire	»	»
Filatures et manufactures de coton.....	600	600.000
Filatures d'indiennes au nombre de 9.....	4.000	4.500.000
Couvertures de laine..... Pour mémoire	800	»
Corderies particulières.....	»	600.000
Tanneries et mégisseries.....	600	1.000.000
Raffineries.....	150	600.000
Forges à fer..... Pour mémoire	»	»
Forges pour les outils aratoires.....	300	500.000
Fonderies en fer.....	40	300.000
Verreries.....	150	400.000
Faïencerie.....	100	150.000
Acide sulfurique..... Pour mémoire	»	»
Brosserie. — Pour mémoire, n'ayant été établiequ'en 1788	»	»
	8.740	11.050.000

TABLEAU des Fabriques et Manufactures du département en l'an IX.

Noms des Fabriques et Manufactures.	Nombre des Ouvriers.	Produits.
Fabrique de tissus de Nantes..... Pour mémoire	»	»
Fabrique de coutils.....	600	900.000
Fabrique de flanelles.....	200	150.000
Bassins de Guérande..... Pour mémoire	»	»
Filatures et manufactures de coton.....	100	100.000
Manufactures d'indiennes au nombre de 4.....	400	450.000
Couvertures de laine..... Pour mémoire	»	»
Corderies particulières.....	100	100.000
Raffineries..... Néant	»	»
Tanneries et mégisseries.....	200	333.000
Forges à fer..... Pour mémoire	»	»
Forges pour les outils aratoires..... Néant	»	»
Fonderies en fer..... Néant	»	»
Verreries..... Néant ou à peu près	»	»
Faïenceries.....	50	75.000
Acide sulfurique et brasseries..... Pour mémoire	»	»
Brosseries.....	30	60.000
	1.680	2.118.000

ments qui languissaient depuis 10 ans mirent voiles dehors et cap sur les Antilles; Nantes envoie 58 navires aux Antilles : mais on avait importé le sucre à Nantes des états du Nord et des Etats du Sud, alors qu'en 1790, elle l'exportait dans ces pays.

C'est qu'à ce moment l'Angleterre coupait la route à nos navires vers les colonies pendant qu'elles y commerçaient librement.

Les raffineries à Nantes rouvrent à cette époque leurs portes et on trouve 144 ouvriers fabriquant 8.000 quintaux (1) de sucre raffiné. Mais cette trêve devait être de courte durée, Napoléon va recommencer la lutte entraînant la France contre l'Europe, le commerce maritime sera réduit à néant.

L'armement et le commerce donneront lieu à des spéculations heureuses : les raffineries de sucre de canne cependant ferment de nouveau leurs portes pour ne les rouvrir qu'à la chute de l'empire. Mais ce jour là notre empire colonial sera méconnaissable et Nantes souffrira particulièrement de la perte de Saint-Domingue, « la perle des Antilles » dont l'indépendance devait être pour nous « la rançon d'un passé de richesse et d'erreur ».

Il faudra que Nantes cherche des marchés avantageux. Les Antilles seront durant les premières années le centre important des affaires coloniales de Nantes, mais bientôt ces affaires commenceront à prendre la route des Indes Orientales.

(1) *Histoire de Nantes*, Guépin, p. 557.

Notons cependant dès maintenant l'influence du blocus continental sur la création de l'industrie du sucre de betteraves qui devait, plus tard, nous le verrons, entrer en concurrence avec le sucre colonial sur nos marchés.

Cette concurrence fût et est encore le sujet de discussions ardentes, de luttes âpres, et parfois violentes. C'est qu'en effet, la guerre avec l'Angleterre, le blocus continental, tous les tarifs prohibitifs, avaient eu pour résultats de fermer à nos navires la route coloniale et les mascouades n'arrivaient plus dans nos ports. Le prix du sucre s'était élevé, le génie industriel au lieu de se laisser abattre, fut stimulé, il chercha à remplacer le sucre de canne par du sucre indigène.

En 1811, Benjamin Delesserre, suivant l'expérience du chimiste prussien Margraff et après une tentative de l'industriel Achard parvint à extraire du sucre de la betterave. L'empereur encouragea la nouvelle industrie ; des écoles spéciales furent créées, des fabriques modèles installées, des récompenses décernées : bientôt on comptait en France plus de 200 fabriques produisant plus de 400.000 kilog. de sucre.

Mais à la chute de l'empire les navires mirent voiles vers les colonies, les sucres coloniaux bénéficiant des droits protecteurs, envahirent subitement le marché, le prix du sucre baissa de deux tiers, et la sucrerie indigène végéta. Mais elle avait pris racine sur le sol français ; elle ne devait pas succomber complètement.

CHAPITRE III

LA RESTAURATION

Depuis 1815 jusqu'en 1830, époque à laquelle le sucre colonial se trouvera en présence du sucre indigène d'une façon sérieuse, s'étend une période très florissante pour Nantes au point de vue commercial et industriel. Le terrain perdu fut vite reconquis, le trafic colonial reprend, Bourbon remplace Saint-Domingue, bientôt les retours de Bourbon seront doubles de ceux des Antilles.

La raffinerie nantaise qui avait ouvert ses portes dès l'entrée au port, des navires chargés de mascoades au retour des Antilles, se développe de plus en plus. Elle emploie des sucres de la Martinique, de la Guadeloupe, puis ceux de Bourbon, surtout à partir du 24 avril 1818, époque à laquelle, pour compenser l'infériorité qui résultait pour cette île de son éloignement, on lui alloua une détaxe de 5 francs pour ses sucres, comparativement à ceux de la Martinique et de la Guadeloupe.

D'après un tableau publié dans les archives curieuses de la ville de Nantes, on voit qu'en 1828, il arrivait dans

le port de Nantes, 28 navires de Bourbon, 31 de la Guadeloupe, 28 de la Martinique, 10 de Cayenne apportant du sucre brut,

Les produits des raffineries s'expédiaient par la Loire. La Révolution en abolissant les douanes intérieures avait apporté au port de Nantes les réformes que les commerçants nantais réclamaient depuis Colbert. « La Loire libre de Péage ».

Alors qu'en 1813 il n'y avait à Nantes que 4 raffineries, vers 1823 on y trouve 7 raffineries dont 3 très importantes :

Albert Sigosgne, sur les ponts.

Colas, Rozier et Gouté, en Richebourg.

Jollin, Dubois, rue Keller.

Renaud, en Richebourg.

Rinel, rue de la Brasserie.

Saupin, en Richebourg.

Say, sur les ponts, en Biesse (1).

C'est que durant toute cette période, après une ère très courte, de liberté commerciale, réaction inévitable au régime prohibitif de l'empire, le régime devint à partir du 24 septembre 1814 protectionniste à outrance : alors que nos raffineries étaient à peine en état de suffire à la consommation nationale, on prohiba le sucre raffiné étranger, les raffineries françaises eurent le monopole du marché intérieur. Nantes fournissait à ce moment princi-

(1) *Guide du Commerce et de l'Épicerie*, II^e partie, art. Sucre.

palement Paris et la Normandie. En même temps nos colonies sucrières étaient protégées en ce sens que le sucre brut étranger payait 15 francs de plus par 100 kilog. que le leur.

Pour favoriser le développement de la culture de la canne à sucre dans nos colonies le gouvernement ne craignit pas de repousser les avances des nations américaines qui venaient de proclamer leur indépendance et qui nous offraient des débouchés merveilleux pour nos produits manufacturés, si l'on n'avait pas écarté par des surtaxes excessives le sucre que ces pays pouvaient nous donner en échange.

C'est qu'à ce moment les tendances protectionnistes s'exaspèrent sous la poussée des doctrines économiques, sous la pression des gros manufacturiers influents au parlement. Chaque industrie demande à être protégée par un tarif protectionniste tandis que d'autres demandent des primes pour les indemniser de la perte de leurs moyens d'approvisionnement.

En ce qui concerne les raffineries, une situation prépondérante étant faite au sucre brut des colonies, il bénéficiait d'une plus-value. Pour que les raffineurs puissent exporter, il fallait qu'on leur restituât :

1° Ce qu'ils avaient payé au trésor ;

2° La plus-value, conséquence indirecte de la loi.

Sous l'empire de cette législation, l'exportation du sucre raffiné passa de 300.000 kilos à 1.900.000 kilos.

Les raffineries nantaises, de 1825 à 1830 augmentent considérablement la masse de leurs produits : il est inté-

ressant d'indiquer qu'elles utilisaient à ce moment jusqu'à 4 millions de noir animal par an, et qu'elles étaient dans l'obligation de recourir au noir de Morlaix, d'Angers, de Paris et de Bayonne ; cette dernière ville leur en fournissait jusqu'à 400 milliers par an (1).

D'un autre côté on avait rétabli en 1816 le régime des primes à l'exportation. La loi de 1826 fixait à 120 francs la prime par 100 kilos de raffiné exporté.

Aussi alors qu'en 1815 il n'y avait que 4 raffineries à Nantes, on y compte en 1838, 7 confiseries et 13 raffineries, la plupart en Richebourg (2).

Mais durant cette période, nos raffineurs eurent plusieurs fois à élever la voix et à faire entendre des protestations auprès du gouvernement.

D'un côté, le sucre étranger étant surchargé de droits, ce régime prohibitif amena une plus-value considérable des sucres coloniaux et la prime ne compensait pas cette plus-value. Tandis que les colonies défendaient ce système, et exagéraient leurs prétentions, cultivaient partout la canne à sucre au détriment des autres cultures, les raffineurs ne pouvaient plus exporter.

Par ailleurs, depuis 1818 on avait laissé s'introduire en France les sucres venant de l'Inde, de l'Indo-Chine, de la Havane, cela devait produire de funestes résultats, et les raffineries de Nantes, de Bordeaux, de Marseille et du Havre s'en émurent.

(1) *Histoire de Nantes*. Guépin.

(2) Libaudière : *Histoire de Nantes sous Louis-Philippe*, p. 10.

C'est qu'en effet ces sucres importés en cassonades offraient les mêmes usages que les sucres raffinés et de plus ils n'avaient pas assez de corps pour être aussi propres au raffinage que les sucres bruts de nos colonies.

« Si l'on parvient jamais à répandre en France, soit par le sucre de betteraves, soit par celui de la Havane et des Indes, écrivait en 1828, le comte de Vaublanc, des grandes quantités de sucre propre à être consommé sans être raffiné, c'est alors que les raffineries tomberont entièrement, elles ne travailleront plus que pour les classes aisées ; or, on sait combien est faible la consommation de ces classes comparée à celle du peuple » (1).

Une crise était imminente. On pensa alors, pour obvier au premier inconvénient, à revenir au système du Drawbach et il fut décidé que ce système serait appliqué à partir du 1^{er} janvier 1833 : mais à cette date, une nouvelle question allait surgir : la fabrication du sucre de betteraves qui restait indemne de tout impôt commençait à prendre un certain développement.

A Nantes, de 1825 à 1830 il s'était établi six sucreries de betteraves ; les prospectus informaient qu'elles devaient produire 600.000 kilogrammes. Elles promettaient aux actionnaires un dividende de 20 à 25 0/0. Mais on ignorait encore si les betteraves prospéreraient sur le sol où l'on se disposait à les exploiter, en réalité, les

(1) C^{te} de Vaublanc ; *Du commerce maritime considéré sous le rapport de la liberté entière du commerce*, Paris 1828, p. 89.

actionnaires « furent de véritables dupes ». Ces établissements devaient succomber en 1832. La perte subie par les cinq établissements *s'élevait à plus de 300.000 francs* (1).

Mais si les sucreries de betteraves ne devaient pas prospérer dans notre région, il n'en fut pas de même dans la région du nord de la France qui est encore aujourd'hui le centre de la grande culture des betteraves.

(1) *Histoire de Nantes*. Guépin, p 559.

CHAPITRE IV

LUTTE DES DEUX SUCRES

SECTION I

La lutte de 1830 à 1860.

La loi de 1826 avait donné lieu à de nombreuses plaintes ; d'une part les raffineries des ports se plaignaient que la surtaxe sur les sucres étrangers donnait une plus-value artificielle aux sucres coloniaux, que la prime d'exportation était insuffisante à compenser cette plus-value et qu'ils ne pouvaient exporter avec bénéfice.

D'un autre côté, les colonies qui appréciaient beaucoup ce régime de protection qui leur avait permis, au lendemain des guerres désastreuses pour elles du premier empire, de reconstituer leur propriété, leur raison d'être, s'opposaient de toutes leurs forces à ce qu'on diminuât les droits d'entrée sur les sucres étrangers en France.

Il est bon de signaler ici une situation qui sera renversée d'ici peu, l'intérêt des colonies semblait à ce moment lié à celui des sucreries indigènes : en effet ; baisser

les droits sur les sucres étrangers, c'était causer la ruine de la sucrerie indigène d'une façon certaine.

C'est à ce moment que survinrent les événements de Juillet 1830. La France traversa alors une crise commerciale qui s'étendit dans nos colonies ; un bruit circulait, on prétendait que nos colonies étaient perdues, aucun armateur n'osait appareiller, nos colons ne pouvaient se débarrasser de leur sucre, ni se procurer les objets manufacturés de première nécessité. Ils étaient obligés de s'adresser aux Américains qui leur vendaient très cher les objets de première nécessité et achetaient pour rien leurs cargaisons de sucre.

Dès que le calme fut rétabli, le gouvernement se préoccupa de la question des sucres. Vers la fin de 1832 on pensa revenir au Drawbach et en même temps on abandonnait le régime de protection à outrance.

Ainsi, tout d'abord les colons qui s'étaient cru des débouchés assurés pour leurs sucres dans la métropole, qui avaient exagéré la culture de la canne à sucre au détriment de toute autre culture se trouvaient du jour au lendemain sur un pied d'égalité avec les sucres étrangers, quant à l'exportation. Or, les sucres étrangers se vendaient bien moins cher que les sucres coloniaux français, il était facile dès lors de prévoir que le sucre raffiné qui serait exporté ne serait pas du sucre français.

Il était cependant conservé aux sucres coloniaux un certain avantage sur les sucres étrangers en ce qui concernait le marché intérieur.

Toutefois pour atténuer les effets d'un tel changement dans nos colonies, il fut décidé que la loi ne serait appliquée qu'à partir du 1^{er} juin 1833.

La sortie de 70 kilogrammes de sucre mélis ou candi, 73 kilogrammes de sucre ou tapé donnerait lieu à la restitution du droit perçu sur 100 kilogrammes de sucre brut.

Bientôt, ce droit fut porté, par ordonnance du 8 juillet 1834 à 75 et 78 0/0 (1).

Le retrait de la prime d'exportation sur les sucres raffinés eut des conséquences graves. Elle fut le sujet d'une inquiétude générale chez les détenteurs du sucre et chez les raffineurs. En effet, le sucre colonial baissa de valeur dans des proportions considérables, et d'un autre côté, le désir de profiter des derniers délais pour jouir de la prime d'exportation fit naître une grande activité des raffineries. Le 25 avril 1833, les raffineurs de Nantes demandent au gouvernement que les sucres qui auraient été déclarés pour l'exportation avant la promulgation de la loi fussent admis à jouir des anciennes primes sans avoir égard à la date de leur passage définitif à l'étranger. Le Ministre refuse, le 14 mai 1833. Il accorde seulement la prime aux sucres raffinés à bord, ou sur la frontière, s'il avait été vérifié dans les bureaux de douane, de sortie, au jour du délai fatal (2).

(1) *Histoire de la Législation des sucres* : Boizard et Tardieu, p. 23.

(2) Ch. de C. C. A. 22. 6.

Mais bientôt une crise survint. Il n'y avait plus de sucre. Les colonies ne livraient pas, les prix étaient trop bas.

Les raffineurs étaient privés du grand débouché de leurs produits, l'exportation en pays étrangers, ils voyaient la valeur de leur usine décroître de 50 0/0, ils ne travaillaient plus que pour la consommation de la France.

A Nantes, les raffineurs se plaignent du système du Drawbach (1). Celui-ci est le remboursement intégral du droit perçu à l'entrée de la matière première dans le rapport du rendement produit au raffinage. Le quantum en avait été fixé par des chimistes, après une comparaison avec celui admis à l'étranger, et en tenant compte des améliorations de la science. Mais, prétendent les raffineurs de Nantes, cette base repose sur des perfectionnements peu répandus. Cependant afin d'être à même de profiter du Drawbach tel qu'il était établi par la loi de 1832, ils n'hésitent pas à faire des frais considérables pour fabriquer d'après de nouveaux procédés.

Mais en 1834 la base du Drawbach est modifiée, est élevée, ils n'osent tenter de nouveaux procédés, ils déclarent préférer renoncer à l'exportation.

Les raffineurs se plaignent qu'au Drawbach ne sont admis que les sucres arrivant sur bateaux français, ils prétendent que si on admettait au Drawbach tous les

(1) Ch. de C. C. A. 22. 6.

sucres étrangers, venus sur navires étrangers, cela attirerait des quantités considérables sur le marché qui feraient naître des spéculations avantageuses. « Comment espérer, « disent-ils, vu la cherté de notre navigation, que les raffineurs eussent quelques chances de succès en travaillant pour l'exportation étant astreints à ne fondre que des sucres bruts introduits par navires français, quand ils se trouvaient en présence de la concurrence des raffineries Belges, Anglaises, Hollandaises, qui ont à leur disposition tous les sucres introduits chez eux par tous navires. »

Ce qu'il y a de très curieux c'est de voir les armateurs de Nantes faire cause commune avec les raffineries, refusant de conserver au détriment de ceux-ci les privilèges de 1833. Ainsi depuis 1816 c'est en vain que le commerce maritime français a réclamé une faible protection.

Ces questions, d'ailleurs, soulevèrent des polémiques ? A Nantes, la Chambre de Commerce déclara catégoriquement ne pas entrer dans les vues des raffineurs et des armateurs, elle fut suivie par quelques négociants et armateurs (1).

Mais c'est à ce moment qu'une autre question très grave va se poser pour les raffineries des ports, pour les raffineries de Nantes, en particulier.

Nous voulons parler de la lutte entre le sucre colonial

(1) Ch. de Com. Cartio A. 22. 6.

— le sucre de canne, et le sucre indigène — le sucre de betteraves.

Cette lutte se continuera jusqu'à nos jours, elle est encore une question des plus brûlantes pour Nantes.

La question se posait ainsi :

Si le sucre de betteraves arrive un jour à supplanter totalement le sucre de cannes sur le marché français :

1° Les colonies sont ruinées ;

2° Les relations qui existent entre elles et les ports de mer français, s'éteindront, ceux-ci n'ayant plus à chercher des cargaisons de sucre, manquant de fret de retour : la marine marchande des ports disparaîtra, au détriment des autres marines qui se chargeront de porter nos produits manufacturés aux colonies : la base même de la prospérité des ports tels que Nantes s'écroulera ;

3° Enfin, les raffineries des ports n'ayant plus à raffiner du sucre de canne, fermeront leurs portes dans l'impossibilité où elles seront de soutenir la concurrence avec les raffineries de sucres de betteraves qui s'établiront à côté des champs de betteraves, n'ayant pas ainsi à supporter le coût de transport qui incomberait aux raffineries des ports le jour où elles voudraient faire venir à grands frais le sucre de betteraves jusque dans leurs établissements.

Après la chute de l'Empire l'industrie nouvelle qui venait de se créer à l'abri du blocus continental, grâce à l'appui du gouvernement, se trouva tout à coup en présence des sucres coloniaux qui envahissaient au début de la Restauration le marché français.

Le prix du sucre ayant baissé des $\frac{2}{3}$ les fabriques de sucre indigène furent ruinées.

Mais bientôt le régime protectionniste prohibitif même à l'égard du sucre étranger qui suivit devait amener fatalement une amélioration dans les conditions d'existence de l'industrie indigène ; elle put lutter contre le sucre colonial et prendre une large place sur le marché intérieur. Par ailleurs la science améliorait tous les jours les moyens de fabrication. Le prix de revient baissait. En 1827, la sucrerie indigène fabriquait 5.000.000 de kilogrammes de sucre (1). Il fut bientôt évident qu'elle tendait à accaparer l'entière consommation de la France.

Dès 1826 on avait pensé à percevoir des droits sur les sucres indigènes. En 1828, la question fut repoussée.

La Commission qui avait été créée décida qu'il n'y avait pas lieu d'imposer encore le sucre de betteraves.

En 1832, le gouvernement introduisit dans le projet de loi une taxe de 3 francs sur le sucre de betteraves. La commission chargée d'examiner le projet se montra absolument opposée à une taxe quelconque pour le moment. Elle prétendait qu'il était juste que l'on attende que le sucre indigène soit sorti de la période ingrate du début.

Mais la sucrerie indigène était à ce moment sortie de la période de tâtonnements, elle avait pris *son essor*, et déjà les raffineurs des ports et les colonies s'étaient émus.

(1) Boizard et Tardieu H. : *De la législation des sucres*, p. 26.

En 1833, la sucrerie de betteraves produisait 12.000.000 de kilogrammes.

En 1834, 17.000.000 et en 1835 elle promettait 35.000.000.

Les raffineurs et les commerçants de Nantes, les premiers, donnèrent l'alarme vers 1834.

Ils demandaient si l'intérêt général de la France était de sacrifier à cette industrie :

- 1° Le capital engagé dans l'armement et les colonies ;
- 2° L'emploi de plusieurs milliers de marins ;
- 3° Les grands débouchés pour les fabriques.

En effet, à cette époque, le transport des sucres des colonies employait environ 400 navires français, soit un capital de 40.000.000 dont l'entretien était de 10.000.000 par an.

Ces navires étaient montés par 6.000 marins.

D'un autre côté la France exportait aux colonies près de 40.000.000 de produits d'agriculture et d'industrie.

Il était à craindre la perte de ces débouchés, le jour où les navires n'auraient plus de fret de retour assuré en sucre colonial brut.

La perte serait supportée surtout par les départements qui n'auraient pas la compensation de la culture des betteraves.

Car la culture de betteraves s'était concentrée dans les départements du Nord et ce serait la partie de la France au sud de la Loire qui devait être atteinte par cette perte de débouchés de produits agricoles.

En particulier, Nantes exportait aux colonies des

viandes salées, du bétail de l'Ouest, du beurre et fromage de la Bretagne, du Poitou, enfin, et surtout, des froments et de l'avoine, des farines, des maïs, cultivés en Bretagne.

Le Nantais demandèrent avec instance que l'on mît sur un pied d'égalité les deux sucres ; ils réclamaient un dégrèvement du sucre colonial à 25 francs par 100 kilos et une taxe de 12 fr. 50 par 100 kilos sur le sucre indigène,

Ils proposaient même de diviser les sucreries en 5 classes (1) :

1° Celles fabriquant annuellement 40.000 kilos, droit fixe, 5.000 francs ;

2° Celles fabriquant annuellement 40 à 80.000 kilos, droit fixe, 10.000 francs ;

3° Celles fabriquant annuellement 80 à 120.000 kilos, droit fixe, 15.000 francs.

4° Celles fabriquant annuellement 120 à 200.000 kilos, droit fixe 25.000 francs.

Ils prévoyaient d'ailleurs une progression de 2 francs par année au droit de 12 fr. 50 jusqu'à ce qu'il soit arrivé à 25 francs, montant de celui qui frapperait le sucre colonial.

Les raffineries des ports faisaient cause commune avec les raffineries de Nantes.

La production indigène semblait compromettre l'existence des colonies qui avaient sacrifié toutes les cultures pour s'adonner presque exclusivement à la culture de la canne.

(1) Ch. C. A. 22. 6.

Les colons estimaient qu'en qualité de français, ils devaient être protégés et avoir un droit égal à celui des autres régnicoles ; ils s'étonnaient de voir leurs produits frappés d'une taxe qui amenait fatalement que la consommation du royaume en partie satisfaite par les produits indigènes, rejetait les leurs hors des ports.

Aussi, le 16 avril 1836, ils demandaient très nettement à ce qu'ils soient dispensés d'apporter leurs sucres dans les ports de France et autorisés à faire directement commerce de leur sucre avec l'étranger.

Les armateurs nantais voyaient avec crainte cette tendance des colonies à rompre les liens avec la métropole.

Les ports de mer, en effet, avaient fait des avances considérables aux colonies, avances qui seraient gravement exposées si les débiteurs pouvaient écouler leurs produits ailleurs qu'en France. Le seul remède, d'après eux, c'était de réduire les droits sur le sucre colonial et d'imposer le sucre de betterave. Cependant un point devenait intéressant : le gouvernement s'alarmait du danger qu'allaient courir les finances si le sucre colonial était remplacé par le sucre indigène, exempt d'impôts.

Après avoir hésité entre un dégrèvement du sucre colonial et l'application d'une taxe modérée sur le sucre indigène, le gouvernement s'arrêta à ce dernier parti.

Le 15 juin 1837, la Chambre de commerce de Nantes écrivit au ministre pour appeler la sollicitude du gouvernement sur les raffineries des ports, cette lettre appuyée

par M. Bignon, député de Nantes, demandait une réduction du droit sur le sucre colonial (1).

Cependant la loi du 18 juillet 1837 fut votée, le sucre indigène était frappé d'un droit de 11 francs à partir du 1^{er} juillet 1838 et 16 fr. 50 à partir du 1^{er} juillet 1839 par 100 kilos de sucre brut ; tandis que la même quantité de sucre colonial était frappée d'une taxe de 49 fr. 50. En outre un droit de licence de 50 francs était perçu à partir du 1^{er} janvier 1838 par chaque fabrique de sucre indigène.

Cette loi de 1837 ne contenta personne. De nombreuses sucreries créées hâtivement, dans des conditions de travail mal calculées, dans des situations mal choisies, durent fermer leurs portes : par ailleurs, les colonies ne virent pas leur situation s'améliorer.

Le 23 février 1838, le Conseil des colonies écrivait au ministère :

« Les résultats de la loi du 18 juillet dernier n'a pas
« tardé à réaliser nos premières prévisions, dans nos éta-
« blissements d'outre-mer, le prix du sucre s'est avili.
« De nombreuses faillites en ont été la conséquence, cet
« état de choses ne peut que s'aggraver, car ce n'est
« que par l'effet de la grande diminution dans la récolte
« de 1837 dans les Antilles que les produits coloniaux
« ont pu s'écouler, encore n'est-ce qu'avec de grandes
« pertes. »

(1) Ch. C. C. A. 22. 6.

Dans les ports, les produits s'écoulaient mal, ou s'écoulaient à perte, l'armement ne se faisait plus qu'avec inquiétude.

Déjà d'ailleurs, il s'était produit un revirement dans l'esprit public. Tout le monde se rendait compte que l'immunité dont jouissait le sucre indigène amènerait deux choses :

1° La ruine des colonies ;

2° Une perte pour le trésor d'environ 30 millions produits par l'impôt du sucre.

Un des trois systèmes s'imposait pour rétablir l'équilibre :

1° Réduction des droits sur le sucre colonial ;

2° Taxer le sucre indigène comme le sucre colonial ;

3° Taxer le sucre indigène et réduire en même temps les droits sur le sucre colonial ;

C'était le premier système qu'avait en juillet choisi le gouvernement, les chambres avaient adopté le second. Ce système avait donné des résultats à peu près nuls. Le sucre des colonies revenait à l'entrepôt du port environ à 40 francs les 50 kilos.

Le prix du sucre indigène valait de 40 à 50 francs, selon l'état avancé du procédé de fabrication (1) donc au prix moyen de 40 francs.

De sorte que ce dernier depuis la loi de 1837 imposé à raison de 16 fr. 50 par 100 kilos, jouissait d'une indemnité de 33 francs par 100 kilos.

(1) Ch. Com. C. A. 22. 6.

C'était une condamnation à mort pour le sucre de canne, pour les colonies, pour l'armement, pour les raffineries des ports, qui ne pouvaient raffiner que le sucre de canne.

En réalité le sucre de canne n'était plus importé, il restait dans les entrepôts attendant des temps meilleurs. Les relations avec les colonies diminuaient d'une façon notable au grand détriment des manufactures et de l'agriculture qui risquaient de voir disparaître un débouché sérieux pour leurs produits.

Cette situation ne pouvait que s'aggraver, car sur les deux industries qui se trouvaient en concurrence, l'une était jeune, pleine de vie, d'avenir, riche de découverte, séjournait au foyer de la science, agricole, mécanique, chimique, marchant sans cesse à la découverte de procédés de culture, de conservation, de dépurat-ion, cristallisation, fabrication.

L'autre florissante autrefois, s'épuisait loin de toutes lumières sur un sol surmené.

Et tandis que la première, chaque jour diminuait son prix de revient, la seconde le voyait augmenter.

Le 6 décembre 1837, les colonies demandaient par une lettre circulaire l'appui des ports pour obtenir une réduction de droits sur le sucre colonial.

Or, les chambres de commerce de tous les ports adressent leur pétition au ministère : Bordeaux se met en avant. En octobre 1837, la Chambre de commerce de Nantes avait demandé un dégrèvement de 10 francs par

100 kilos sur le sucre colonial, le 1^{er} juillet 1838, époque à laquelle ils demandaient de percevoir un droit intégral de 16 francs sur les sucres indigènes.

Le gouvernement devrait ensuite diminuer les droits sur le sucre colonial et augmenter les droits sur le sucre indigène, pour arriver à une égalité complète.

Le 13 avril, la Chambre de commerce de Nantes adresse une pétition aux différents ports. Le gouvernement ému fait présenter aux chambres le 24 avril 1830 un projet de loi ramenant le sucre colonial à une seule classe, supprimant toute distinction entre le sucre brut blanc et autre que blanc. Cela aurait été pour les colonies un dégrèvement car elles auraient pu, au même tarif, pour poids égal, faire entrer de plus grandes quantités de sucre. La Commission chargée d'étudier le projet le rejeta.

« La situation est telle aujourd'hui que nous vous déclarons Monsieur le Ministre que c'en est fait du commerce colonial et des intérêts qui en dépendent si une réduction immédiate de droits n'a pas lieu, et que nous regarderions sans effet tout dégrèvement qui n'atteindrait pas le chiffre de 20 francs par 100 kilogrammes.

« Une imprévoyance fatale a constamment présidé à l'examen de cette question si importante de la richesse de la France, et les conséquences qui en sont résultées en font, pour le commerce maritime, une question de vie ou de mort. »

« Nos paroles sont graves et sévères, mais le commerce

« maritime ne peut s'empêcher de voir en vous, Mon-
« sieur le Ministre, le défenseur du sucre de betteraves,
« et nous vous exprimons, au nom d'intérêts si puis-
« sants et si grandement compromis, que toutes ces
« considérations doivent se taire pour ne faire place
« qu'à la vérité. »

Ecrit le 25 août 1838. La Chambre de Commerce
de Nantes.

Il est certain que le sucre de canne était dans une
triste situation.

Obligées par nos lois de porter avant tout leurs sucres
sur le marché de la métropole, nos colonies trouvaient
en arrivant, ce marché envahi par le sucre indigène.

De sorte que les colonies avaient à choisir :

Ou réexporter leur sucre et le vendre à l'étranger ou
le vendre concurremment avec le sucre de betteraves en
France.

Une question se posait de savoir, dans le premier cas
dans quel pays elles pouvaient exporter, car dans ceux
qui avaient des colonies sucrières, il existait des droits
prohibitifs sur les sucres étrangers ; et dans ceux, au
contraire, qui n'avaient pas de colonies, leur sucre se
trouvant concurrencé par ceux des pays les plus produc-
tifs, étaient inférieurs puisqu'ils étaient surchargés par un
double frêt, une double assurance, etc...

Dans le second cas il suffisait de rapprocher des
chiffres pour savoir la situation exacte du sucre colonial :
100 kilos revenaient aux colonies à 48 francs.

En France, 100 kilos payaient 49 fr. 50 de droits ; 100 kilos coûtaient donc en France, y compris le frêt et l'assurance, les frais d'embarquement, de débarquement, de décharge, de route, que l'on peut évaluer à 30 francs :

122 fr. 50.

Or, à peu près à cette époque le sucre de betteraves revenait à 0 fr. 70 le kilog (1).

Les Chambres de commerce de Cherbourg, Bordeaux, Lorient, Bayonne, Marseille, Saint-Malo, Granville, Le Havre, Morlaix, Dieppe, Dunkerque joignaient leurs réclamations à celle des Nantais.

A Nantes, en novembre 1838, une commission des sucres était formée par les négociants ; le président en fut M. Maes. Elle envoya deux délégués porter une pétition à la Chambre et au gouvernement, les autres ports suivirent son exemple.

Mais le Gouvernement semblait décidé, malgré les démarches des négociants près du préfet, malgré les pétitions présentées, à rester dans le *statu quo*.

La situation à Nantes est critique, les usines ferment, les navires désarment. Le 10 août, à l'issue de la Bourse, 3 à 400 négociants, Maes en tête se portent à la préfecture. Le Gouvernement n'hésite plus, une ordonnance est rendue le 21 août, elle dégrève le sucre colonial.

La foule se porte au devant de M. Bignon, député, qui

(1) Ch. de Com. C. B. 62. 45.

avait soutenu le projet de dégrèvement à la Chambre.

Il donne, à peine arrivé, lecture de l'ordonnance en pleine rue, et l'assistance l'acclame (1).

L'industrie métropolitaine fut très découragée, elle supportait lourdement les charges du présent : les fabricants semblaient décidés à sacrifier définitivement leur industrie. Des caricatures de Granville et de Daumier reproduisent l'état d'esprit du moment :

Granville en 1839 nous montre la canne à sucre menant joyeusement le convoi de son rival.

Au producteur découragé que contemple d'un air navré les betteraves dont il n'a plus l'emploi.

Daumier fait dire :

O, Vous, qui produisez et sucre et cassonnade,
Je ne puis à présent que vous mettre en salade.

Par l'organe de M. de Mony, les délégués de la sucrerie indigène demandent au gouvernement de faire procéder à la liquidation de leur établissement moyennant une indemnité. Le gouvernement présente un projet de loi. Ses dispositions fondamentales étaient :

Egalité de l'impôt sur les deux sucres, allocation d'indemnité à la sucrerie indigène.

La Commission nommée par la Chambre des députés refuse d'admettre le principe de l'indemnité, elle n'adopta pas non plus le principe de l'égalité absolue de l'impôt.

Elle se montrait favorable à la sucrerie indigène, qui

(1) *Archives curieuses*, t. III, p. 403.

avait permis à une quantité d'industries annexes de prendre naissance, qui avait révolutionné et amélioré nos campagnes, qui enfin pouvait être d'un secours inestimable en cas de blocus continental, entravant la route des îles d'Amérique. Elle opposa un contre-projet au projet du gouvernement.

Les délégués des ports sont reçus à Paris le 19 février par la Commission. M. de Lancastel représente les intérêts du commerce du port de Nantes, il démontre quelle faible contribution apporte la sucrerie indigène dans l'accroissement de la richesse nationale. Le projet de loi est discuté à la Chambre à partir du 9 mai, dès le début de mai les raffineurs de Nantes avaient tenu à se faire représenter. Le rétablissement de l'ancien tarif sur le sucre colonial fut de suite adopté. On insiste à Nantes pour obtenir une mise à l'ordre du jour. Le commerce adresse une pétition aux Chambres.

Il demandait un nouvel abaissement du rendement qui est jugé nécessaire pour augmenter le travail en France et donner aux raffineries la possibilité d'exporter leurs produits.

Ils demandaient deuxièmement que la loi qui va être votée aggravant la situation des sucres coloniaux, ne s'applique pas aux cargaisons arrivées en France au 1^{er} octobre.

Le 12 mai, le Ministre avait dit aux députés :

« N'oublions pas que l'ordonnance de dégrèvement
« d'août 1839 n'a admis aucun délai dans le sacrifice

« qu'elle imposait au trésor, le précédent vous trace formellement la conduite que vous avez à tenir aujourd'hui (1). »

Et cependant il n'y avait rien de commun entre un dégrèvement et une augmentation de droits, si pour le dégrèvement il y a un certain délai, les opérations ne se feraient plus avant l'époque des dégrèvements, on attendra patiemment, on ne fera que gêner les opérations commerciales.

L'amendement est écarté.

La loi est promulguée le 3 juillet, l'ancien tarif est rétabli en ce qui concerne le sucre colonial,

Cependant, une novation importante pour les raffineries est apportée. Le rendement des sucres bruts coloniaux autres que blancs importés par navires français des pays hors d'Europe et qui pouvait donner lieu à la restitution des droits d'entrée en cas d'exportation après raffinage, fût ramené à 70 et 73 0/0 au lieu de 75 et 78 0/0, c'est-à-dire au taux fixé par la loi de 1832 (2).

Le sucre de betteraves étant taxé de 25 à 36 f. 10 suivant la qualité du produit.

Le 23 septembre 1840, on établit un type pour l'application du taux afin de déterminer ce qu'on entendait par sucre brut blanc, et autre que blanc. Un échantillon de nuance extrême de sucre brut blanc est envoyé cacheté

(1) Ch. de Com. B. 62. 45.

(2) Boizard et Tardieu H : *De la législation des sucres*.

dans un flacon, aux douanes des ports. Un autre flacon de verre identique et vide devait recevoir le sucre à étudier (1).

Durant toute cette lutte entre les deux sucres, la situation des raffineries de sucre de betteraves était précaire, en juillet 1839 les raffineries de Paris écrivaient au gouvernement :

« Que l'indécision de la question des sucres compromettait gravement leurs intérêts et les menaçaient de ruine, qu'ils étaient frappés par l'incertitude qui les empêchait de songer à faire des approvisionnements, en matière première parce que, achetant le matin, disaient-ils, ils pouvaient être ruinés le soir, ils demandaient une solution prochaine (2). »

C'est qu'en effet, il est certain que le dégrèvement demandé par les ports qui pouvait arriver d'un moment à l'autre devait amener un abaissement du prix du sucre brut colonial et par contre coup celui du sucre indigène, d'où l'incertitude pour les raffineurs de Paris.

Cependant la législation de 1840 ne profitait qu'au sucre de betteraves, sa fabrication prenait tous les jours une nouvelle extension et les cours se déprimaient de plus en plus.

La même question se pose : Le Gouvernement doit choisir entre la perte totale des colonies et celle des industries se rattachant au commerce maritime intertro-

(1) Ch. Com. B. 62. 45.

(2) Ch. de Com. B. 62. 45. Pétition des Raffineurs de Paris.

pical ou l'interdiction de fabriquer du sucre indigène.

Les colonies réclament un dégrèvement.

Les sucreries indigènes déclarent : C'est notre ruine.

Il faut choisir, entre le sucre colonial, en tenant compte du commerce maritime dont il est la base, du nombre d'hommes qu'il occupe, des industries qui s'y rattachent, des colonies dont il est la raison d'être, du recrutement de la marine nationale, des débouchés de beaucoup d'industries.

Et le sucre indigène en se plaçant au point de vue de l'agriculture.

La situation devient véritablement *inquiétante*.

Le Conseil des colonies se plaint que le sucre se vend 55 francs les 50 kilos, alors que la ruine est certaine lorsque la vente est inférieure à 65 francs les 50 kilos.

Ce qu'il y avait de plus sombre, c'est que cet avilissement dans le prix n'était dû :

Ni à la surabondance des mises en consommation excessives, ni aux arrivages.

Ce ne pouvait être dû qu'à la concurrence du sucre indigène. Le seul remède, d'après eux, c'était obtenir la cessation de l'industrie indigène, avec indemnité. Ce fut le désir qu'ils manifestèrent le 8 juin 1841 au Ministre du Commerce.

D'un autre côté, la Chambre de commerce de Nantes, adressait en juillet 1841, une circulaire aux Chambres de

commerce des ports et le 23 octobre, elle exposait ses doléances au ministre (1) :

« Nous venons vous rappeler l'état de souffrances bien
« vives qu'éprouve le commerce de nos ports, par suite
« de l'abaissement des prix des sucres — résultat de la
« législation adoptée par la Chambre dans la session de
« 1840

« Honte ! cent fois honte ! à quiconque refuserait à la
« France d'être une puissance maritime de premier
« ordre.

« Au nom de la justice elle demande que le sucre de bet-
« teraves soit soumis aux mêmes droits que le sucre de
« canne, et si l'industrie indigène ne peut résister, il faut
« prononcer sa suppression moyennant une indemnité due
« en droit et en équité en raison de la protection qui lui
« a été accordée et sur la foi de laquelle des capitaux im-
« portants ont été engagés.

« Elle réclame un projet de loi d'urgence, à soumettre à
« l'approbation des chambres, dès l'ouverture de la ses-
« sion, et à l'approbation formelle du gouvernement « doué
« de l'énergie que donne le sentiment de la justice à
« rendre ».

Le gouvernement convoque en décembre les 3 Conseils généraux de commerce, de l'agriculture, des manufactures. Là, sont entendus les soutiens de la sucrerie indigène, les protecteurs de la sucrerie coloniale, entre autres de Lancastel.

(1) Ch. C. B. 62. 45.

L'on faisait encore une fois valoir l'intérêt considérable qu'il y avait de prendre des mesures de protection pour le commerce maritime, il était facile de voir quelles conséquences fâcheuses entraînerait l'apathie du gouvernement. Les colonies ne pouvant plus lutter contre le sucre indigène cesseraient de cultiver la canne à sucre, ce qui amènerait deux conséquences :

1° Nos navires n'ayant pas à chercher les mascouades ce qui leur assurait un frêt de retour;

2° Les colonies n'ayant pas d'autre part de produits suffisants pour payer en échange.

Les relations entre les îles d'Amérique et la métropole cesseraient rapidement.

Tous les produits, tant agricoles que manufacturés que la France envoyait aux colonies, resteraient sans débouchés. Les débouchés fermés à l'extérieur réagiraient d'une manière funeste à l'intérieur en diminuant la valeur de toutes les productions. Il est à remarquer d'ailleurs que l'Angleterre qui est si rapide à s'approprier les inventions et les procédés scientifiques nouveaux, avait dans l'intérêt de son agriculture fermé la porte à toute idée de fabrication de sucre de betteraves.

D'un autre côté, la fabrication du sucre indigène qui devait faire un avenir merveilleux à l'agriculture se trouvait en défaut.

On avait promis que l'industrie indigène permettait de nourrir des quantités de bestiaux, telles que la France

recouvrait vis-à-vis de l'étranger, qui jusque-là les importaient en France, son indépendance.

Or, il venait d'être contrôlé que dans les départements du Nord, les plus aptes à cultiver la betterave, les importations de bestiaux avaient doublé. (Discours de M. d'Argout, Chambre des Pairs, 23 mai 1837);

Par ailleurs, on ne relevait pas la trace dans les départements sucriers, d'une prospérité extraordinaire.

Mais une autre considération, celle-là toute financière s'imposait aux yeux du gouvernement.

Si les colonies et le commerce maritime avaient souffert, le Trésor avait ressenti un fâcheux effet de la situation.

Le sucre avait fourni :

35.090.120 fr. en 1828

et 51.290.965 fr. en 1842.

en 1828 le Trésor avait remboursé ;

6.315.502 fr. pour primes.

en 1842 5.958.395 fr.

le revenu net était donc :

1828 28.774.618

1842 45.332.570

De 1828 à 1842 l'augmentation au profit du Trésor avait été de : 16.557.952 fr.

Mais, si l'on tenait compte de ce fait que la consommation qui était de 64.687.771 kilog. en 1828 était de 117.931.995 en 1839 et de 120.000.000 approximativement en 1842 dont 85.000.000 importés par les colonies ;

35.000.000 eussent été fournis par l'étranger.

Les résultats suivants s'imposaient :

56.000.000 k. à 49.50.....	28.017.000
28.400.000 k. à 42.35 (Bourbon)..	12.170.000
35.000.000 k. étrangers à 71.50..	25.020.000
	65.207.000

Le trésor ne touchant que 45.332.570 fr., il perdait à ne pas gagner 19.874.480 f. En réalité près de 220.000.000 f. de sucre indigène avait été depuis 1835 dégrevé approximativement de tout droit, de sorte que de 1828 à 1838 le trésor avait perdu environ 125.000.000 francs.

Bientôt les événements politiques vinrent former un appui aux réclamations des ports.

La France avait été exclue du concert européen, par les intrigues de Lord Palmerston, et l'on pouvait croire qu'elle serait entraînée dans une lutte formidable contre l'Europe ; le moment était venu pour invoquer l'intérêt du Trésor et de notre marine militaire, sacrifiée jusqu'à en faveur du sucre indigène. Le Conseil supérieur du commerce se prononça pour l'égalité des droits entre les deux sucres.

Cependant, le gouvernement se décida encore pour le *statu quo*. Les membres de la Chambre de commerce de Nantes, le 15 mars 1842, impuissants à faire prévaloir les intérêts généraux, donnent leur démission (1).

(1) Libaudière, *Histoire de Nantes sous Louis-Philippe*.

Le Ministre du Commerce leur promet qu'un projet de loi sera soumis dès le début de la session à la Chambre et les supplie de tranquilliser le commerce.

Dès le 17 décembre 1842, la Chambre de commerce de Nantes rappelle au ministre ses promesses. L'expropriation de l'industrie de betteraves est mise en avant. Le ministère semble disposé à étudier cette mesure extrême ; un projet de loi est déposé, il stipule l'expropriation moyennant indemnité ; un crédit de 40 millions est ouvert.

Cependant, la commission repoussait le projet. Elle contestait les résultats qui naîtraient au point de vue des intérêts du commerce maritime et des colonies du projet du gouvernement ; suivant elle, le sucre étranger devait fatalement se substituer au sucre indigène, l'intérêt colonial ne sera pas garanti, puisque la lutte n'en existerait pas moins entre des sucres de différente origine.

Cette assertion était des plus contestables, car dans la lutte avec le sucre indigène, ce qui créait au sucre colonial une situation défavorable c'était l'inégalité des droits d'une part et les frais considérables qui l'écrasaient pour arriver en France.

Avec le sucre étranger, la situation devait être toute autre.

Le prix de revient de ces deux sucres doit se composer :

1° D'un élément variable, le coût de production sur l'emplacement ;

2° D'un élément fixe, composé des frais de frêt et des droits pour arriver aux marchés.

Or, d'une part, le frêt était plus élevé pour venir des colonies étrangères que pour venir des colonies françaises à cause des frais que devaient supporter les navires français dans les ports coloniaux étrangers.

D'un autre côté, la surtaxe qui frappait le sucre étranger était destinée à protéger les colonies françaises contre la différence qui pouvait exister entre les prix de production du sucre des colonies françaises et celui auquel le colon étranger produisait. Si l'on tenait compte que le coût de provenance du sucre des colonies françaises était de 22 fr. environ, que la surtaxe était également de 22 fr., c'est-à-dire 100 0/0 de la valeur du sucre, on peut se rendre compte facilement de la fausseté du raisonnement de la commission.

Le sucre étranger ne serait entré que pour compléter la consommation, cela aurait été profitable :

1° Au consommateur qui ne serait pas victime d'une élévation exagérée des prix ;

2° Au Trésor ;

3° Pour les produits agricoles et industriels dont ils devraient faciliter les échanges ;

4° Pour la marine.

Par ailleurs la suppression, même avec indemnité, n'était pas une charge, disait-on, pour le Trésor.

Le gouvernement devait payer 40.000.000 en cinq ans par annuité de 8.000.000 ; il devait infailliblement percevoir chaque année 50.000.000 de kilog. importés de l'étranger avec une surtaxe de 10 fr., soit 30 millions,

alors que le sucre de betteraves ne payerait pour ces 50 millions de kilos que 13 millions. Le bénéfice du Trésor devait donc être de 16 millions de fr. par an.

Cette somme devait augmenter avec la consommation du sucre.

Mais en réalité, la suppression du sucre indigène aurait été une grosse faute économique.

La Commission lui substitua donc un projet devant porter les droits sur le sucre indigène au taux de 30, 35, 40, 45 fr. lorsque la production atteindrait les chiffres de 30, 35, 40 et 45 millions de kilos. La loi est votée le 5 juillet 1843. Elle disposait qu'à partir du 1^{er} août 1844, le sucre indigène sera frappé d'une augmentation de 5 fr. par an pendant quatre ans, et acquittera de la sorte au bout de ce terme la même taxe que le sucre colonial, soit 50 fr.

Le sucre étranger était frappé d'une surtaxe de 22 fr. et l'importation du sucre raffiné étranger continuait à être interdite (1).

L'opinion publique croyait à la chute définitive de la sucrerie de betterave. Elle devait, croyait-on, disparaître au fur et à mesure de la croissance de l'impôt. Bientôt en effet, certaines usines fermèrent. La production diminuait, mais ce n'était qu'une illusion, les quelques usines qui fermaient n'existaient déjà, depuis plusieurs années, que dans l'espoir du rachat, et la production qui était de

(1) Boizard et Tardieu : *Histoire de la législation des sucres*, p.85.

30 millions pendant la campagne de 1842-43, s'éleva à 36 millions en 1844-45, et 54 millions en 1846-47 et en 1847-48, elle sera de 64 millions (1).

La production avait doublé en six ans, l'industrie d'ailleurs se concentrait et les fabriques se groupaient surtout dans la région du Nord.

Il semble que la loi de 1843, grâce à la stabilité de l'impôt, ait servi de stimulant à l'industrie indigène qui put se livrer à des recherches scientifiques et améliorer la fabrication (2).

En octobre 1847, le Conseil des délégués des colonies adresse une circulaire aux chambres de commerce des ports ; elle rappelait qu'en 1843, le gouvernement et la Chambre avaient reconnu que la production du sucre indigène ne devait pas dépasser 45 millions sans nuire aux débouchés du sucre colonial, sans avilir les prix, elles faisaient remarquer que demain cette production s'élèverait à 70 millions, elles constataient l'impuissance de la loi de 1843.

Elles proposaient aux ports de se joindre à elles, dans l'intérêt de la marine, du commerce et des colonies, pour arriver à l'interdiction de la fabrication du sucre indigène. Les chambres de commerce adressent au ministre un mémoire faisant ressortir l'énorme accroissement du chiffre de la production du sucre indigène.

(1) Boizard et Tardieu : *Histoire de la législation des sucres*, p.87.

(2) Boizard et Tardieu : *Histoire de la législation des sucres*, p.87.

Elles lui rappellent le danger de cette production et les intérêts qu'elle menace (1).

Cependant, la révolution de 1848 éclate et l'émancipation des esclaves s'en suivit, la production coloniale tomba. Jusqu'en 1850, les colons étaient privés de leurs moyens d'action pour la culture de la canne à sucre.

Les raffineries des ports furent profondément atteintes par ce contre-coup, tandis que le sucre indigène profitait de la situation pour élever ses prix et comprimer la consommation. Les ports demandent à ce que le sucre étranger soit admis à un taux assez bas pour permettre leur entrée dans la consommation française.

Le 12 juillet 1850, on propose à l'Assemblée législative de réduire la surtaxe à 15 fr. et de dégrever de 20 fr. le sucre colonial et le sucre indigène. M. Beugnot, rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet, démontre la nécessité d'opposer un frein à la production indigène et favoriser l'introduction du sucre étranger seul agent capable de lutter contre l'industrie betteravière, le droit serait perçu non plus suivant le type, mais par 190 kil. de sucre pur reconnu être contenu dans le sucre raffiné au moyen d'un appareil nouveau, le saccharimètre. Le café lui-même est dégrevé pour faciliter la consommation du sucre. C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 26 juin 1851, mais cette loi ne fut pas

(1) Exposé des travaux, Ch. de C. de Nantes, année 1847, 2^e partie, *Sucres*.

appliquée. C'est un décret du 27 mars 1832 qui fut mis en vigueur.

Le régime des types est rétabli, cependant la détaxe prévue en faveur du sucre colonial par la loi de 1831, était maintenue. Le taux de cette détaxe était même légèrement augmenté.

Le régime de protection dont avait joui le sucre indigène commençait à être battu en brèche et sur la plainte des colonies qui dénoncèrent les fraudes, pratiquées dans la sucrerie indigène, un règlement d'administration publique du 10 septembre 1858 soumit les fabriques de sucre à la surveillance du service des contributions indirectes.

Depuis 1831, la consommation du sucre en France s'était accrue de 50 0/0 :

En 1831 elle est de		24 millions.	
1832	—	141	—
1833	—	146	—
1834	—	150	—
1835	—	161	—
1836	—	166	—
1837	—	175	—

Or, la production du sucre indigène s'était élevée de 1830 à 1837 à 160 millions. Les colonies produisaient du sucre dans la proportion en 1837 de 93 millions, si l'on rapproche ces chiffres, 175, 160 et 93, on voit que devait se préparer une crise inévitable. Il y avait en effet, 77 millions de trop dans la production ce qui amenait un avilissement des prix et menaçait de ruiner les producteurs et

les importateurs. Si l'on tient compte en outre qu'en 1847, les colonies envoyaient déjà dans la métropole 94 millions et que la consommation est passée de 139 à 175 millions on voit que le sucre indigène a seul profité du supplément de la consommation.

Il semblait à ce moment qu'en admettant même que le sucre colonial fût assujéti à payer les mêmes droits que le sucre indigène, c'en était fait des colonies, des ports, des raffineries des ports, de la marine marchande, du recrutement des matelots, la France risquait de perdre sa situation de grande puissance maritime, puisqu'elle manquerait d'éléments de transport. Si l'Angleterre avait la houille et les machines, la Norwège, ses bois à transporter, le seul élément de fret important pour la France, était le sucre.

D'un autre côté les colonies risquaient de se trouver ruinées car aucune culture ne pouvait remplacer celle du sucre, la culture du cacao, du café, du poivre, était peu importante et tout à fait secondaire. Par ailleurs, nos manufactures voyaient leurs débouchés disparaître en grande partie.

Les partisans du sucre colonial se demandaient quel service avait rendu le sucre indigène, qui avait jusqu'à présent entravé l'essor de la marine marchande, privé le Trésor d'un revenu considérable qui n'entraînait la culture que de 45.000 hectares tandis qu'aux colonies, les champs de canne couvraient près de 75.000 hectares. On demandait à ce moment d'une façon précise, non seule-

ment l'égalité des taxes, mais encore le dégrèvement du sucre colonial. Il fallait, disait-on, que la loi établisse une sorte d'égalité dans les positions. Or, il n'était pas douteux que le sucre colonial était dans une position moins avantageuse que le sucre indigène. Il était d'abord cultivé plus loin, il entraînait des frais d'embarquement et de débarquement, de transport, d'assurance, de déchet, la main-d'œuvre et le crédit étaient plus difficiles à se procurer.

D'un autre côté, les producteurs du sucre de canne n'avaient pas, comme ceux du sucre indigène la connaissance immédiate des marchés.

On s'appuyait en outre, pour obtenir ce dégrèvement sur l'augmentation de la consommation qu'il ne manquerait pas d'entraîner, et, l'on citait l'exemple de l'Angleterre qui, en 1843, consommait 205 millions de kilos de sucre, et qui, en 1857, après l'abaissement des droits en consommait 375 millions.

Les colonies, les ports, les raffineurs des ports, les armateurs s'apprêtent donc encore à lutter contre le sucre indigène, mais bientôt une nouvelle orientation allait être donnée au régime économique: de protectionniste, il devint subitement libre échangeiste, le sucre sera compris au nombre des objets dont l'Empereur espérait développer la consommation par un abaissement considérable des tarifs.

La lutte des deux sucres s'éteignit pendant quelques années.

SECTION II

Les raffineries nantaises pendant cette période.

Voyons maintenant quel fut le développement des raffineries nantaises de 1830 à 1860, durant cette période de lutte entre les deux sucres :

Nous avons expliqué déjà comment l'intérêt des ports et en particulier de Nantes se trouvait lié à celui du sucre colonial. Le jour où le sucre exotique aurait été sacrifié au profit du sucre indigène, ç'en était fait des raffineries des ports, toutes situées à une grande distance des départements où s'était concentrée la culture de la betterave (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme et Oise), qui renfermaient à eux seuls 278 fabriques : la concurrence avec les raffineries installées à proximité des fabriques de sucre devenait impossible. La question qui était en jeu était une question de vie ou de mort pour elles.

En 1833, il y avait à Nantes 10 raffineries écoulant environ annuellement 7 millions de kilos (1) de sucre raffiné. Les relations de Nantes avec Bourbon grandissaient chaque jour ; elles furent bientôt doubles de celles avec les Antilles, en 1855, elles seront comparativement au rapport avec les Antilles dans la proportion de 2, 3/5 à 1 (2). Les navires importaient à ce moment à Nantes 602.547 kilog. de sucre brut colonial et 828.775 kilog. de sucre brut étranger.

(1) Le Bœuf : *H. de Nantes*, p. 325.

(2) Le Bœuf : *H. de Nantes*, p. 303.

Le raffinage prit de l'extension rapidement. On compta bientôt 15 raffineries qui consommèrent en 1839, 6 millions de sucre brut ; en 1842 le nombre des raffineries diminue mais leur importance augmente, il n'existe que 10 raffineries qui consomment sur 12 millions importés plus de 9 millions,

La raffinerie Bouchaud et C^{ie},

— Boquien et C^{ie},

— Rissel frères et Tiret,

— Delalande, Racine et Lemaître.

se fondent en 1837.

A la même époque, Cossé-Duval installe rue des Olivettes sa fabrique de sucre candi.

Puis, vers 1840 apparaissent les raffineries :

Etienne et Say,

A. et J. Massion,

Rozier,

Saint-Omer et Barret.

Le mouvement du port est considérable, il y arrive des flottes entières chargées de sucre brut, qui sont déversés sur le quai ; c'est ainsi qu'en 1843 il arriva de l'île Bourbon 37 navires chargés de mascouades.

Les raffineries occupent près de 400 ouvriers et fabriquent bientôt près de 10 millions de kilogrammes de sucre raffiné.

En 1847, nous voyons importer à Nantes 20 millions de sucre colonial et 358.223 kilog. de sucre étranger.

C'est l'apogée de la prospérité sous la monarchie de juillet.

Mais bientôt la Révolution de 1848 éclate, avec elle le commerce de Nantes diminue. On n'importe plus guère à Nantes que 8 millions de sucre colonial et 2 millions de sucre étranger, les raffineries traversèrent une crise ; l'exportation n'accuse dans cette même année que 29 tonnes de sucre raffiné : de nombreux raffineurs déposent leur bilan, c'est que la navigation avec les colonies avait diminué dans des proportions considérables.

Il n'y a plus guère que 3 raffineries en activité, sur les 3 établissements, 2 seulement fonctionnent à la vapeur ; le 3^e d'importance secondaire conserve l'ancien système du feu nu, elles employaient encore cependant 300 ouvriers.

C'est à cette époque, vers 1850, qu'une pétition est adressée au maire pour qu'un entrepôt de sucre indigène soit établi à Nantes. La Commission du sucre fut chargée par la Chambre de Commerce d'étudier cette demande. M. Roy en fut nommé rapporteur et il conclut au rejet de la pétition arguant qu'au point de vue moral la création d'un entrepôt de sucre indigène, serait déplorable, que le découragement serait jeté dans le commerce maritime, les importations exotiques diminueraient, et les fabricants du Nord restant maîtres du marché pourraient élever leurs prix au préjudice des raffineurs et de la consommation.

Enfin, ils signalaient à juste titre que ce pouvait être

un danger au moment où une loi sur les sucres allait être votée.

Mais bientôt à la suite de la loi de 1851 et des décrets de 1852 un mouvement en avant fut imprimé au commerce et à l'industrie nantaise, Dans un rapport adressé par le directeur des douanes au préfet de la Loire-Inférieure, on lit :

« Après une sorte de léthargie, cette ville paraît s'éveiller
« et vouloir prendre part au progrès commercial. En
« passant en revue les différents établissements industriels
« que cette ville compte aujourd'hui, on trouve que ceux-
« ci sont dans l'état le plus florissant ; auprès des usines
« des machines sont les raffineries au nombre de 5 qui
« n'ont pas acquitté moins de 6 millions de kilog. de
« sucre les 6 premiers mois de l'année.

« Cette importance va s'accroître par suite de la mise
« en activité d'une grande usine arrêtée en 1849 et que
« vient d'acheter M. César, riche négociant de Nancy » (1).

En effet, en 1855 près de 40 millions de sucre colonial sont importés à Nantes et près de 37 millions y sont mis en consommation. Nantes devient un marché important pour le sucre. En 1827, les importations de sucre à Nantes n'étaient que de 15 millions, en 1835 elles tombèrent à 10 millions, puis elles passèrent à 14, 16, 20, 15, 21 et 40 millions durant les années 1839, 1843, 1847, 1851, 1853 et 1855. On voit qu'à partir de 1839 en mettant de

(1) Le Bœuf : *Histoire du Commerce de Nantes*, p. 285.

côté la légère baisse en 1848, les arrivages augmentèrent constamment (1).

Cette grande production du sucre colonialeut plusieurs causes :

1° Le développement des débouchés, grâce à la création du chemin de fer de Paris à Nantes qui avait apporté un changement important dans l'avenir commercial et industriel de notre ville : c'est le 17 août 1851 qu'eut lieu l'inauguration du chemin de fer de Paris, à l'occasion de laquelle le ministre des Travaux publics disait dans un discours :

« Grâce à la Compagnie qui a su trouver dans son courage la force de traverser des épreuves difficiles, Nantes et la capitale sont pour ainsi dire contiguës; encore quelque temps, encore quelques efforts, votre cité a devant elle de belles destinées qu'elle saura comprendre. Le chemin que nous inaugurons, plus tard, la Loire améliorée, le chemin du centre prolongé, la mettront en communications rapides d'un côté avec Paris et le Nord, de l'autre avec l'occident, l'Amérique, de l'autre avec Marseille et le Levant. »

En effet, en 1842 alors que 12 millions de sucre sont importés à Nantes, les 10 raffineries en consommèrent près de 9 millions. Il n'y avait à cette époque que très peu d'exportation dans le centre de la France. Alors qu'en 1843, sur 40 millions importés, les raffineries de Nantes

(1) Le Beuf : *Histoire du Commerce de Nantes*, p. 310.

n'en consomment que 27, et il en sort près de 12 millions vers le centre de la France.

2° Il faut aussi voir une cause de cette importation dans l'agrandissement des raffineries qui prirent des proportions considérables, nous trouvons exactement la situation qu'occupaient à ce moment les raffineries nantaises dans une lettre écrite en 1845 par le président de la Chambre de commerce au préfet.

« Nos usines à sucre sont au nombre de 5 ; 4 s'occupent
« exclusivement du raffinage et la cinquième de la fabri-
« cation du sucre candi. Elles importent chaque année
« 15 millions de sucre brut, mais ce nombre sera proba-
« blement dépassé par suite de l'extension qui vient d'être
« donnée à l'un de nos principaux établissements. »
Effectivement, nous avons vu que l'année d'après, les raffineries nantaises consommèrent 27 millions de sucre brut ; leurs produits se répandent en France, du côté de Toulouse, Lyon, Montpellier et du côté du Havre, Bordeaux et Marseille pour l'exportation.

Les raffineries exerçaient à cette époque une influence capitale sur le commerce et l'industrie nantaise en général. Le commerce de Nantes figurait dans le commerce général de la France pour :

	Valeur	Tonnage	Droits
A l'importation..	49.536.286	1.999.757	26.913.482
A l'exportation..	52.670.720	1.648.201	553.881 (1)

(1) *Nantes et son commerce extérieur*, p. 22 et suivantes : Cezar.

Voyons quels étaient la valeur, le tonnage et les droits concernant le sucre :

A l'importation :

	Valeur	Tonnage	Droits
Sucre des colonies françaises..	19.732.503	406.003	17.457.749
Sucres étrangers.	6.018.074	81.292	3.068.037

A l'exportation :

	Valeur	Tonnage
Sucres raffinés...	4.311.683	48.446
Sucres étrangers.	346.189	4.678
Sucres coloniaux français.....	473.152	7.393

Or, il existait à Nantes, ainsi que nous l'avons vu, quatre raffineries proprement dites qui consommaient :

	Valeur	Tonnage	Droits
Sucres importés.	23.750.577	487.297	22.323.786
Charbon comme combustible....	1.858.549	1.032.527	382.762
	<u>27.609.126</u>	<u>1.519.824</u>	<u>22.908.548</u>

Quand on compare la valeur, le tonnage et les droits des marchandises dont les raffineries ont besoin avec les chiffres des valeurs, tonnages et droits de l'importation totale qui est de :

49.536.286 pour la valeur,
1.999.757 pour le tonnage,
26.913.482 pour les droits,

on s'aperçoit vite combien il reste peu, en valeur, tonnage et droits pour l'importation des matières nécessaires au fonctionnement des autres industries,

A l'exportation nous trouvons tout d'abord :

	Valeur	Tonnage
Sucres raffinés...	4.311.683	48 446
Sucres bruts, coloniaux et étrangers.....	819.344	12.061

Mais il faut remarquer que les navires qui arrivent d'Angleterre chargés de charbons à destination des raffineries nantaises, ne retournent pas à vide, ils font leurs retours, chargés de blés, de grains, de farines et c'est la présence dans le port de ces navires qui permettait le fret relativement bas qui attirait à Nantes les céréales du Poitou et d'ailleurs.

On pouvait donc dire que le jour où les raffineries fermentaient, ou consommeraient moins de charbon, les navires anglais cessant d'apporter le charbon, tous les produits d'exportation en céréales seraient chargés soit à Bordeaux, soit au Havre. Il est donc juste, pour tenir compte de l'influence des raffineries sur le commerce d'exportation, de tenir compte, dans une certaine proportion, de l'exportation des céréales.

Et nous trouvons alors un total en va-

	leur de.....	28.476.137
—	en tonnage de	1.402.221
—	en droits de..	394 221

(les droits ne portant que sur l'exportation des céréales) : alors que les exportations totales étaient :

En valeur.....	52.677.120
En tonnage....	1.748.201
En droits.....	753.881

On pouvait donc affirmer à cette époque que si du jour au lendemain les raffineries nantaises fermaient leurs portes, l'Etat perdait 23 millions de revenus, le courant d'affaires baissait de 56 millions entraînant la diminution de plus d'un tiers du travail.

Nous venons de voir que les raffineries exportaient à cette époque 4.311.683 francs de sucre raffiné représentant un tonnage de 48.446 quintaux métriques; nous trouvons de ce chef dans la loi même un élément de boni importants pour les raffineurs.

SECTION III

* Primes indirectes. Le Drawbach. Taux du rendement.

Et nous sommes amenés maintenant à parler du Drawbach du rendement et des primes indirectes.

Ce n'est pas la première fois que nous avons l'occasion de parler de prime. Nous avons cité un arrêt du conseil de 1864, 24 septembre, comme ayant été l'occasion de la première prime à l'exportation. On accordait

aux sucres raffinés, sortant de France, la restitution des droits que les raffineurs avaient payés pour les mascouades brutes venant des colonies.

Cette restitution était légèrement majorée de façon à laisser un produit net aux raffineurs. Cependant la prime n'apparaît en réalité qu'avec les procédés de raffinage perfectionnés,

En 1786 elle est de quatre livres par quintal en plus de la restitution des droits.

Supprimées pendant la Révolution, les primes reparurent en 1816, elles furent fixées à 90 francs par 100 kilos de raffinés, puis à 110 francs en 1819, et 120 en 1826.

Toutefois il est bon de remarquer que ce n'était là qu'une restitution de droits payés à l'importation. L'opération ne devenait donc intéressante qu'en ce qui concernait l'exportation du sucre des colonies françaises, raffiné qui avait payé des droits moins élevés que le sucre étranger.

De sorte que cette prime était favorable aux raffineurs mais surtout aux colonies ; le Trésor se trouva grevé. La loi de 1833 décida de supprimer les primes incluses dans la restitution et ne retient que le Drawbach, c'est-à-dire la restitution pure et simple des droits justifiés, payés à l'entrée. Il était accordé à tous les sucres raffinés sortant de France aussi bien ceux des colonies françaises que ceux étrangers.

Cette justification eut pour effet intéressant d'exclure le sucre raffiné des betteraves du marché extérieur en le

privant des primes qu'il touchait sous le régime précédent.

Cependant le mécanisme même de cette loi permit aux primes de subsister. La restitution aux raffineurs des droits perçus à l'entrée sur les sucres bruts, nécessita fatalement la fixation d'un taux de rendement, c'est-à-dire la quantité que 100 kilos de sucre brut fournissait au raffinage.

En 1833, on admit qu'il fallait 100 kilos de sucre brut pour faire 75 kilos de sucre raffiné; le taux fut porté, en 1834, à 78. Il est bien certain qu'à ce moment la restitution des droits devait représenter à peu de chose près ce qui avait été payé. Mais en 1840, sur la demande des ports, ce taux fut ramené de 78 à 70 et 73.

Or, les raffineurs obtenaient, sur 100 kilos de sucre brut, plus de 70 à 73 kilos de raffiné; ils en obtenaient en réalité 75 ou 78 kilos, de sorte que sur 100 kilos de raffiné, ils produisaient 5 kilos indemnes de tous droits, qu'ils pouvaient écouler sur le marché intérieur au même prix que les autres.

Conserver cette prime indirecte fut une des grandes préoccupations de nos raffineries qui grâce à *elle* prospéraient. Aussi, en 1843, au moment où le projet de suppression de fabrication du sucre indigène, rencontrait au sein de la chambre des députés de puissants adversaires, les raffineries nantaises exposaient à la Chambre de commerce de Nantes qu'à leurs yeux il n'y avait qu'un seul moyen d'atténuer les conséquences fâcheuses du rejet.

« Le débat, disaient-elles dans un mémoire, qui s'est
« élevé entre les sucres indigènes et les sucres coloniaux
« a pris évidemment naissance dans l'augmentation pro-
« gressive de production qui a de plus en plus dépassé
« les besoins de la consommation régulière de la France.
« De là encombrement et dépréciation fréquente de su-
« cres exotiques, sur les principaux marchés. L'interdic-
« tion de la fabrication indigène avait donc pour but de
« mettre plus de rapport entre la production et la con-
« sommation. Si cette combinaison n'est pas adoptée il
« s'agit d'en rencontrer une autre qui puisse offrir la
« chance des mêmes résultats, sans blesser les intérêts
« engagés et en venant en aide aux intérêts en souf-
« france.

« Ce moyen, Messieurs, nous croyons vous l'avoir dé-
« jà indiqué à une autre époque, en demandant l'abaisse-
« ment du rendement des sucres raffinés à l'exportation.

« Il faut, disaient-ils, que le trop plein des entrepôts
« s'écoule, à l'étranger, mais les raffineurs français ne
« pourront le faire que s'ils se trouvent au point de
« vue du rendement dans une situation analogue à l'in-
« dustrie des nations concurrentes telles que l'Angleterre
« et la Hollande. »

Par ce moyen les raffineries devaient développer leur activité, ce qui profiterait à un plus grand nombre de travailleurs et aux industries qui en dépendent. Le prix du sucre colonial se relèverait, ce qui profiterait aux colons et aux armateurs.

D'un autre côté, l'exportation du sucre formant un aliment précieux de fret, il devait faciliter l'écoulement de nombreux objets manufacturés, de grande valeur, mais de volume trop petit pour former à eux seuls un chargement.

Ils proposaient de prendre pour base du rendement le taux de ceux adoptés en Angleterre et en Hollande.

A cette époque, en effet, alors que le taux du rendement en France avait été abaissé par la loi de 1840 à 70 et 73 :

70 % pour le sucre mélis,

73 % pour le sucre raffiné et candi,

en Angleterre le taux n'était que de 64 %

et en Hollande 66 %.

La loi de 1843 n'apporta aucun changement dans la détermination du taux. Cependant des modifications apportées dans les législations anglaises et hollandaises mirent nos raffineurs dans une meilleure position pour lutter contre les raffineries de ces deux pays sur le marché étrangers.

En Angleterre, l'acte du 18 avril 1866 éleva le taux de rendement à 70 % pour sucre mélis

et à 82,38 % sucre candi.

Une loi du 10 avril 1846 en Hollande porta le taux,

à 72,97 % pour le sucre mélis ou raffiné (1),

à 65,84 % pour le sucre candi.

De sorte que nos raffineurs eurent à partir de cette épo-

(1) Boizard et Tardieu : *H. de la législ. Sucres.*

que, une situation favorable. Les exportations augmentaient. Si nos raffineurs étaient en parité avec l'Angleterre, pour le sucre mélis ils avaient avantage sur la Hollande, de même si pour le candi ils étaient en perte sur la Hollande, ils avaient avantage sur l'Angleterre.

Quoiqu'il en soit, à la suite d'un projet de décret, présenté en 1848, le 25 mai, par le Ministre de l'Agriculture Flocon, qui avait pour but de remplacer le Drawbach par l'admission temporaire en franchise des sucres destinés à être raffinés pour la réexportation (projet qui échoua); la Chambre de Commerce de Nantes, au nom des raffineurs, demanda encore l'abaissement du rendement légal de 70 à 65 %; elle demanda aussi le prolongement du délai de sortie de 4 à 6 mois. Nos raffineries ne devaient pas voir triompher leurs revendications, les colons et les fabricants de sucre indigène souffraient de l'abaissement du taux du rendement sollicité, les premiers parce qu'ils redoutaient l'avantage du sucre étranger, meilleur marché, plus riche; les seconds parce qu'ils trouvaient qu'ainsi une trop grande quantité de sucre raffiné indemne de tous droits aurait pu circuler sur le marché intérieur à leur détriment.

Le taux de conversion fut modifié souvent, chaque fois qu'il était question d'y apporter une modification, les raffineurs nantais élevaient la voix, plaçant toujours la question sur le terrain de la concurrence. Ils s'efforçaient d'expliquer que si les industries rivales sont dans les mêmes condi-

tions quant aux procédés de fabrication, elles étaient dans une situation différente :

1° Quant à l'approvisionnement du combustible — la houille en France avait continuellement augmenté ;

2° Quant au choix des approvisionnements de sucre ;

3° Quant à l'obligation où étaient les raffineries françaises de transporter leurs matières premières par pavillons français, ce qui amenait un surcroît de frêt par suite de la cherté relative du capital naviguant.

Cette source de boni allait augmenter avec les progrès de fabrication. C'est ce qu'on a appelé le régime des primes indirectes, elles devaient exister jusqu'en 1880, c'est alors qu'on installa le régime de l'imposition « au vrai » c'est-à-dire, d'après le rendement raffiné déterminé par l'analyse du saccharimètre.

Lorsque la loi de 1884 remplaça le Drawbach par l'admission temporaire, la source de ce boni ne fut pas tarie : d'après ce système, les raffineurs qui importaient du sucre brut pour l'exportation après raffinage, ne payaient pas le droit, l'état ne lui restituait rien, il fallait qu'il représente à la sortie une certaine quantité de raffinés devant correspondre à ce qu'il avait importé de sucre brut. La loi devait donc fixer combien 100 kgs. de sucre brut devaient donner de sucre raffiné. Le taux était inférieur à la réalité, et le boni était possible.

Une autre source de profit pour les raffineurs devait exister jusqu'en 1880, par le jeu même du régime des types ; le sucre brut sous ce régime payait d'autant moins

cher qu'il était plus foncé, qu'il semblait contenir plus d'impuretés. Or, on arrivait à salir les mascouades de telle façon qu'un sucre très riche payait comme un sucre très impur, de la dernière qualité, ce qui revenait à laisser une partie du sucre indemne d'impôts (1).

(1) Boizard et Tardieu, p. 147.

CHAPITRE V

RÉGIME LIBÉRAL

SECTION I

Le Drawbach et le sucre indigène.

A partir de 1860 s'ouvrit dans la législation des sucres une ère nouvelle. Le régime prohibitif, qui depuis quelque temps était combattu par les doctrines économistes, allait être remplacé par un régime plus libéral. Déjà, vers 1846, en Angleterre, s'était opérée une révolution économique et l'on avait pu se rendre compte que l'industrie nationale, loin d'être atteinte par ce changement, n'en avait été que plus prospère. La concurrence avait été un stimulant précieux. La Belgique bientôt marchait sur les traces de l'Angleterre. Napoléon III pensa devoir suivre leur exemple dans son programme.

La réduction successive des droits sur les sucres en était un des points importants car il était possible de se rendre compte de l'influence favorable, qu'avait entraînée sur la consommation en Angleterre, le dégrèvement successif des droits sur les sucres, ainsi que la suppression de la

surtaxe sur les sucres étrangers. De 210.000.000 kilogrammes elle avait atteint bientôt 451.000.000 kilogrammes. Or, « lorsque la consommation s'élève, elle contribue, au plus haut degré, à améliorer les conditions hygiéniques, dans les classes laborieuses, à accroître leur bien-être, à augmenter les jouissances de famille qui attachent au foyer domestique » (1).

Bientôt la loi du 23 mai 1860 abaissait à 25 francs en principal l'impôt sur le sucre brut sans distinction de nuances ou types. Une détaxe de 3 francs pour le sucre colonial était maintenue, une surtaxe de 3 francs frappait le sucre étranger, transporté par pavillons français et le sucre étranger transporté sur navires étrangers était frappé d'un droit de 39 francs.

Il n'y avait plus qu'une espèce de sucre brut quelle que fut sa richesse, ce qui devait engager fatalement à produire du sucre brut suffisamment beau pour être livré à la consommation sans raffinage.

C'est à partir de cette époque d'ailleurs que l'on commence à produire le sucre en poudre blanche.

Indiquons de suite également que cette loi augmentait le taux du rendement en l'élevant à 76 0/0 pour le sucre mélis et candi, à 80 0/0 pour le sucre rapé, ce qui déclina à Nantes les plaintes de nos raffineurs (2).

A peine la loi de 1860 était-elle votée, alors que sur ses

(1) Exposé des motifs de la loi de 1860.

(2) Exposé des travaux de Ch. de Com. de Nantes, année 1860., art. *Sucre*.

bases, les négociants nantais ayant passé des commandes aux producteurs coloniaux, de la Réunion et des Antilles, attendaient l'arrivée des sucres de janvier à mai, qu'un décret parut le 17 janvier 1861 supprimant la détaxe de 3 francs qui pesait sur le sucre étranger amené par bateau français. La conséquence inévitable fut d'amener sur le marché une grande quantité de sucre étranger, d'abaisser les prix et d'amener des pertes irréparables.

D'un autre côté, alors que le 20 janvier 1861, une loi protégeait notre marine marchande, pour le transport des sucres coloniaux à la métropole, en établissant une surtaxe de 20 à 30 francs par tonneaux sur les navires étrangers ; un décret du 24 juin de la même année paraissait postérieurement à la promulgation de la loi stipulant une surtaxe de 2 ou 3 francs par 100 kilos pour les sucres étrangers transportés par navires étrangers, et ajoutant dans un article 2 que ces sucres seraient admis au bénéfice du Drawbach, même en ce qui concernait la surtaxe (1). La conséquence de ce décret fut que les importateurs de sucres étrangers n'ayant plus aucun intérêt à charger sur navires français dont le frêt était plus cher, puisqu'ils payaient dans les ports de Java, Manille, Cuba, des frais de tonnage et autres dont on n'avait pas obtenu la main-levée, chargèrent désormais sur navires étrangers.

(1) Décret du 24 juin 1861.

En 1862, 48 navires étaient expédiés de la Havane, pour la France, dont 7 français et 41 étrangers (1).

Quoiqu'il en soit, ces décrets tendaient à augmenter l'importation des sucres, et de fait, bientôt les entrepôts regorgèrent. La consommation augmentait, elle avait passé de 20.000.000 à 248.000.000 kilos. Lorsque soudain toutes les affaires s'arrêtent à Nantes, le sucre baisse de prix aux colonies, il tombe de 49 fr. 50 à 47 fr. à La Réunion, de 46 à 43 fr. aux Antilles : c'est qu'en effet un projet de loi venait d'être déposé, tendant à relever le droit sur le sucre à 42 francs d. c. L'article 4 stipulait :

« Les nouveaux suppléments seront acquittés sur les
« quantités de sucre (excédant 100 k.) et déjà libérées de
« l'impôt que les fabricants, raffineurs et autres auront en
« leur possession à l'époque ou la disposition de la pré-
« sente loi sera exécutoire. »

D'une part, cette loi devait restreindre la consommation et par suite l'importation du sucre, le seul aliment de frêt qui restait aux navires de Nantes.

D'autre part, elle violait le principe de la non rétroactivité, non seulement au détriment des sucres libérés, mais aussi au détriment de sucres achetés aux colonies, sur les bases et sur la foi de la législation de 1860, et non encore arrivés en France.

La Chambre de commerce de Nantes protesta à plusieurs reprises, et le 25 avril 1862, un certain nombre de

(1) Exposé des Tr. de la Ch. de Com., année 1862, art. *Sucre*.

négociants, armateurs, adressèrent aux Chambres une note tant sur le projet de loi que sur l'article 2 du décret de 1861 (1). Ils demandaient tout d'abord fixité de la législation douanière, retrait du projet de loi, ou en tous cas de respecter le principe de non rétroactivité, en disant que seraient exclus pour le paiement du supplément les sucres en entrepôts et ceux partis des colonies depuis une date déterminée par la loi.

La loi du 5 juillet fut cependant votée, établissant une taxe supplémentaire de 10 fr. en principe par 100 kilos ; elle fixait au 1^{er} juillet 1862 la date à partir de laquelle les sucres déjà libérés paieraient la surtaxe.

L'article 2 du décret de juin 1861 mettait en opposition l'intérêt des défenseurs de cette mesure, les marchands des colonies et nos raffineurs.

Tandis que les premiers affirmaient que l'obligation de cet article était indispensable à notre marine marchande, et aux colonies, pour qu'elles puissent vivre ; les défenseurs des raffineries prétendaient qu'il était la conséquence obligée de l'émancipation des colonies depuis qu'elles avaient le droit d'exporter leurs sucres à l'étranger. Il était juste de permettre aux raffineurs de s'approvisionner ailleurs.

Mais, à cette époque, une autre éventualité venait compliquer la question.

Le sucre indigène demandait à bénéficier du Drawbach,

(1) Exposé des Tr. de la Ch. de Com. de Nantes, année 1862. *Sucre*.

le commerce des ports voyait sa perte définitive, le sucre indigène jouissant du Drawbach donnerait à sa production un développement tel, qu'il suffirait à la consommation intérieure.

Par ailleurs, tandis que les raffineurs des ports s'efforceraient, grâce au décret du 24 juin 1861, de s'assurer le marché extérieur à l'aide de leurs sucres raffinés avec des sucres étrangers, introduits par pavillons étrangers ; les sucres des colonies deviendraient inutiles et les navires verraient disparaître le seul aliment de fret qui leur restait.

Mais de leur côté, les raffineries des ports n'attendaient pas sans inquiétude la reprise de la demande des sucreries indigènes, car, armées du Drawbach, elles pourraient bien se mettre en mesure de suivre les raffineries des ports sur le marché extérieur et de leur enlever cette dernière ressource.

Telles étaient les questions angoissantes qui se posaient pour le commerce maritime, et pour les raffineries de Nantes.

La loi du 29 avril 1863 décida que les sucres importés des colonies françaises ou des autres pays, hors d'Europe, par navires étrangers, paieraient 3 francs ou 2 francs de surtaxe par 100 kilos ; la moitié de la surtaxe serait comprise dans le Drawbach lorsque l'exportation après raffinage en France serait justifiée dans un délai de 4 mois par jour de paiement (1).

(1) Loi du 29 avril 1863.

C'était là une transaction en faveur du commerce des ports, mais le principe restait debout. Le Drawbach continuait à être accordé aux sucres étrangers, importés par navires étrangers.

En même temps, et malgré les vives protestations des raffineurs, la loi de 63, relevait le taux du rendement à 79 et 82 0/0.

Mais bientôt le gouvernement, en suivant les faits se rattachant à la production et à l'accroissement du sucre s'aperçut que la consommation en France baissait. Il s'en émut, et décida de réunir pour le 21 septembre 1863 le Conseil supérieur du commerce, afin de procéder à une enquête sur les sucres. Un certain nombre de membres de la Chambre de commerce de Nantes furent délégués sur la proposition du préfet pour y être entendus parmi lesquels Fruchard, président, Toché, vice-président. Un questionnaire leur fut soumis ; en étudiant ce questionnaire les délégués eurent l'impression que l'enquête tendait à l'établissement du Drawbach pour les sucres indigènes. Dans ces conditions, ils décidèrent donc de refuser catégoriquement de répondre au questionnaire, si le gouvernement ne faisait pas connaître ses intentions sur les trois points considérés comme fondamentaux :

1° Le Drawbach sera-t-il concédé aux sucres indigènes ;

2° Le décret du 24 juin 1861 qui accorde le Drawbach aux sucres étrangers importés par pavillons étrangers et qui seul peut servir de base et prêter un appui sérieux aux prétentions de la sucrerie indigène sera-t-il supprimé ;

3° Quelles seront les bases du Drawbach du sucre raffiné à sa sortie ? (1).

Le Ministre ne répondit pas. Les délégués de Nantes persistèrent dans leur attitude et refusèrent de répondre au questionnaire soumis.

Sitôt après l'enquête un projet de loi fut déposé, les craintes des délégués s'étaient réalisées, le Drawbach continuait à être accordé aux sucres étrangers importés par navires étrangers et le bénéfice du Drawbach était étendu aux sucres indigènes.

Les droits étaient aggravés et devaient être perçus suivant des types gradués.

Ainsi les raffineries de Nantes et des ports en général qui avaient trouvé dans le décret de 1861 un avantage certain en ce qui concernait l'exportation des sucres raffinés au détriment des colonies et du commerce même des ports, conservaient cet avantage, mais ils voyaient avec terreur le sucre indigène qui déjà s'était emparé d'une grande partie du marché intérieur, s'apprêter à les concurrencer sur le marché extérieur.

Elles trouvaient cependant un certain palliatif à cette situation, dans l'établissement des types.

Ici encore elles se trouvaient en opposition d'intérêts avec le commerce des ports et des colonies.

La création des types devait être néfaste aux colonies par là même au commerce maritime. En effet, la loi de

(1) Exp. des Travaux de la Ch. de Com., année 1863. *Sucre*.

1860 avait poussé les produits coloniaux dans la voie de perfectionnement pour fabriquer du sucre très blanc et riche. Or, en vertu du projet de la loi nouvelle, plus ils avaient fait de sacrifices pour améliorer leur fabrication, plus leurs produits seraient imposés.

La Chambre de Commerce de Nantes protesta le 18 février contre ce projet de loi. Elle cherchait à démontrer que :

l'intérêt de la marine au long cours,
des colonies,
des raffineries des ports

qui sont les trois anneaux d'une même chaîne, repoussaient l'admission du sucre indigène au Drawbach.

Des millions de kilos de sucre exotique brut avaient été importés en 1863 en France par notre marine.

L'importation du sucre exotique, répétait-elle, est la base de l'exportation des produits industriels et agricoles.

Le sucre indigène étant admis au Drawbach étendra de plus en plus sa production, persuadé qu'il serait de pouvoir trouver un débouché dans l'exportation, le sucre exotique ne trouvera plus de place sur notre marché.

N'ayant plus dans les entrepôts la grande quantité de sucre exotique qu'elles y rencontraient, les raffineries de Nantes, éloignées du sucre de betteraves, ne pourront soutenir avec succès la concurrence des raffineries de sucre indigène.

En même temps les représentants de la Chambre de commerce de Nantes admis au sein de la commission du corps législatif, demandaient le rejet pur et simple du projet de loi.

Le retour aux principes de la loi de 1860.

L'abrogation de l'article 2 du décret du 24 juin 1861.

L'abaissement du taux de rendement.

Cependant la loi fut votée le 3 mai 1864 et promulguée le 7 mai, elle admettait le principe du Drawbach étendu au sucre indigène, aggravait les droits, mais cependant disposait :

« Que les colonies françaises de l'île de la Réunion et des Antilles jouiraient d'une détaxe de 5 francs par 100 kilos du 15 juin 1854 au 1^{er} janvier 1870. »

Les sucres étaient divisés en 4 classes pour la perception des droits, et la limite de chacune des classes était déterminée par la comparaison des types dits hollandais.

1^{re} classe : sucres inférieurs au n° 13.

2^e classe : sucres entre les n°s 13 et 20.

3^e classe : *poudre blanche* au dessus du n° 20.

4^e classe : les raffinés.

La 1^{re} classe payait 42 francs.

La 2^e classe payait 44 francs.

La 3^e classe payait 45 francs.

La 4^e classe payait 47 francs.

Les sucres étrangers hors d'Europe importés par na-

vires étrangers ou d'Europe, quel que fût le mode de transport étaient soumis à une surtaxe de 2 francs d. c.

Le Drawbach était supprimé et remplacé par admission temporaire. Les sucres coloniaux et étrangers n'étaient admis à l'exportation après raffinage, qu'à la condition d'être importés directement des pays étrangers d'Europe. Pour les importations par navires étrangers, il était fait remise à l'exportation de la demi-surtaxe.

Le rendement, pour exportation après raffinage, variait de 78 à 84

Ce ne fut pas sans un sentiment d'inquiétude que le port de Nantes et ses raffineurs virent ainsi s'établir le grand principe de l'admission du sucre indigène au Drawbach;

La conséquence de la loi fut qu'un raffineur, Nicolas Césard fit une demande pour l'établissement d'un entrepôt de sucre indigène à Nantes; afin que les raffineurs mis sur le même pied que ceux des autres places n'aient pas à supporter les frais qu'entraînerait l'obligation de faire les achats sur les lieux de production.

La Chambre de commerce consultée, donna son assentiment : un entrepôt réel fut accordé par un décret du 8 octobre 1864 (1).

Une autre loi devait porter un nouveau coup aux raffineurs des ports. La loi du 7 mai 1864 avait supprimé le système du Drawbach pour le remplacer par celui de l'ad-

(1) Exposé des Trav. de la Ch. de Com. de Nantes 1864. *Sucre*.

mission temporaire ; les sucres déclarés pour l'admission temporaire donnaient lieu à des obligations cautionnées, mais il fallait que dans un délai de 4 mois les opérations soient apurées, soit par l'exportation après raffinage, ou par la mise en entrepôt d'une quantité de sucre raffiné correspondant au rendement soit par le paiement des taxes et surtaxes appliquées aux sucres bruts.

Or, le 14 juin, le gouvernement proposait de réduire le délai pour la libération des obligations souscrites pour les sucres en admission temporaire à un mois.

Ce projet de loi était gros de conséquences pour la raffinerie relativement à l'exportation des sucres raffinés.

Une délégation de la Chambre de commerce à laquelle se joignirent des raffineurs, MM. A. Guillon et Emile Etienne, se rendit à Paris (1).

Il s'était créé à Nantes des établissements à capital en rapport avec le crédit de 4 mois de douane.

Ces établissements devaient choisir, ou augmenter subitement leur capital, ou diminuer leur travail.

Malgré leurs réclamations la loi du 8 juillet 1865 décide que le délai de 4 mois, prévu par la loi du 7 mai 1864, serait réduit à deux mois (2). Le résultat de cette loi fut que les exportations baissèrent depuis l'année 1866 dans des proportions considérables à Nantes, alors qu'elles atteignaient 11.369,000 kilos en 1864, plus de 13.000.000

(1) Exposé des Trav. de la Ch. de Com. de Nantes 1865. I. *Sucre*.

(2) Loi du 8 juillet 1865.

en 1854, nous les voyons ne s'élever qu'à 5.827.478 kilos en 1868

SECTION II

Exercice des raffineries.

Une grave question se posait, chaque fois que le gouvernement cherchait, en faveur du trésor, à relever le taux du rendement légal, il se trouvait en présence des états étrangers toujours prêts à profiter de ce qu'ils considéraient comme une faute, pour permettre, en accordant des bonis à leurs raffineurs, de s'emparer des marchés extérieurs.

La France fit à plusieurs reprises des démarches auprès des puissances étrangères, dont les sucres raffinés concurrençaient activement les nôtres : auprès de l'Angleterre, de la Belgique et des Pays-Bas. Ces puissances en effet avaient établi un rendement de façon à laisser un boni à l'exportateur. Il s'agissait donc, pour le gouvernement, d'assurer par un accord la fixation d'un taux de rendement commun pour l'exportation. Déjà des pourparlers avaient eu lieu en ce sens en 1851, mais aucune suite n'y avait été donnée. A la fin de mars 1862, des démarches eurent lieu à Londres, à Bruxelles, à La Haye ; une conférence s'ouvrit à la fin de 1863 à Paris, mais l'entente ne parvint pas à s'établir (1).

(1) Boizard et Tardieu, p. 129.

Le gouvernement français pensa alors à passer des traités avec différentes puissances et effectivement des accords partiels furent conclus avec elles. Il restait à fonder ces accords en un traité commun. Ce fut le but de la conférence qui s'ouvrit à Paris en 1864 et qui se termina par la convention du 8 novembre 1864 (1).

Le sucre brut était divisé en 4 classes :

1^{re} classe, sucre brut n° 13 à 18 de la série hollandaise.

2^e — — n° 10 à 14 —

3^e — — n° 7 à 9 —

4^e — — au dessous de 7

Le rendement légal de chaque classe était déterminé ainsi :

1^{re} classe, 87 k. de raff. pour 100 k. de sucre brut.

2^e — 85 k. — —

3^e — 81 k. — —

4^e — 76 k. — —

On décida que des expériences pratiques de raffinage auraient lieu sous le contrôle collectif des agents désignés par les gouvernements contractants sur les sucres bruts de chaque classe et de différentes origines afin de constater leur rendement effectif.

(1) Boizard et Tardieu, p. 130.

Les expériences eurent lieu à Cologne, on fixa alors le rendement ainsi :

1 ^{re} classe	94 0/0
2 ^e —	88 0/0
3 ^e —	80 0/0
4 ^e —	67 0/0 (1)

Les pays qui accordaient le Drawbach ou une décharge à l'exportation sur les sucres raffinés s'engageaient à mettre leurs tarifs d'entrée en harmonie avec le rendement fixé par la convention. Le droit à l'importation sur les sucres raffinés importé d'un des pays contractants dans l'autre ne devait pas être supérieur au Drawbach accordé à la sortie des sucres mélis (2).

Le décret du 26 mars 1867 rendit le rendement applicable en France à dater du 1^{er} mai (3).

Ce régime inauguré par la loi de 1864 et par la convention devait être le point de départ d'une ère de prospérité, tant pour la fabrication indigène, à laquelle on offrait le champ du marché extérieur, que pour les raffineries.

Les raffineurs de Nantes en profitèrent largement et nous les verrons défendre pied à pied la situation qui leur était faite.

Les raffineurs français trouvaient en effet dans le jeu de ce régime plusieurs sources de bonis.

(1) Boizard et Tardieu, p. 433.

(2) Convention du 8 novembre 1864.

(3) Décret 21 mars 1867.

1° Le défaut de concordance entre l'impôt de consommation et l'échelle de rendement pour l'exportation.

La France qui venait de remanier son régime des sucres le 7 mai précédent, avait obtenu de ne pas reviser sa législation. Il y eut quelques exceptions en sa faveur à la règle commune.

C'est ainsi que le droit d'entrée applicable aux raffineries partant d'un pays contractant devait être égal, on se le rappelle, au Drawbach alloué à la sortie du sucre mélis. Or, pour la France une disposition toute autre fut acceptée : les droits à l'importation des sucres raffinés seraient de 15 0/0 supérieurs aux droits sur les sucres bruts de la classe des n^{os} 15 à 18 et ce chiffre serait réduit ou augmenté en raison inverse du rendement définitif établi (art. 13 de la convention).

Le décret de 1865 avait établi un droit de 50 francs les 100 kilos : or, après les expériences de Cologne, le rendement des classes 15/18 était de 94 0/0 ; en conséquence le taux de l'impôt devait être abaissé à 46,83 sur les raffinés étrangers. La France n'en fit rien, elle faisait valoir que ce tarif aurait été inférieur à 47 0/0 payé par le sucre raffiné des colonies.

D'un autre côté, les raffineurs exposaient qu'ils employaient du sucre des n^{os} 13 et 14 payant 44 francs et d'un rendement moindre si bien qu'il leur revenait plus cher que ceux des pays contractants importés en France (1).

(1) Boizard en Tardieu, p. 136.

En 1865, cependant, le droit fut abaissé à 48,85 et la France prit l'engagement de faire disparaître cette cause de différence en modifiant sa législation sur le sucre, de manière à établir une corrélation exacte entre les droits perçus sur le sucre et le rendement établi à la suite des expériences de Cologne. Elle ne devait pas le faire.

Par le jeu même de ce système, les raffineurs français avaient ainsi un avantage important qui était d'être garantis sur le marché intérieur contre la concurrence étrangère.

2° Il est facile de se rendre compte immédiatement de quelle façon le régime des types, tel qu'il avait été entendu par la convention de 1864 donnait naissance non seulement à des abus, mais à des primes d'exportation.

Dans une classe étaient comprises jusqu'à cinq qualités de sucre, n^{os} 10, 11, 12, 13 et 14. Le but des puissances étrangères contractantes était de mettre les industriels des différents pays sur le pied d'égalité ; ils ne l'étaient pas. Les raffineurs français avaient des avantages considérables. En effet, les industriels mettaient en œuvre les sucres approchant de la limite 14, par exemple ; le rendement désigné pour cette classe étant le rendement moyen, on comprend facilement comment les raffineurs jouissaient d'un excédent, cet excédent se trouvait jeté sur le marché intérieur, libres d'impôt. C'était là la prime.

De plus, si le rendement à l'exportation avait été fixé, les tarifs de chaque pays n'avaient pas été égali-

sés. De sorte que le boni dont nous venons de parler était d'autant plus fort pour les raffineurs qu'ils appartenaient à un pays où la taxe était plus forte. C'était le cas en France.

Ce fut pis encore, quand après les événements de 1870 des lois, celles de juillet 1871 et 22 janvier 1872, augmentèrent de 5/10 les droits sur le sucre.

Les exportations de raffinés croissèrent de 97 millions en 1869 à 138 millions en 1872, à Nantes, de 5 millions 827.478 en 1868, 6 millions 132.912 en 1870, les exportations passent, en 1872, à près de onze millions.

3° Ce régime laissait en outre les portes ouvertes à des abus dus à diverses causes :

I. Les types qui avaient été adoptés à la convention renfermaient des sucres inférieurs en réalité aux nouveaux étalons révisés après la guerre. Le sucre contenu dans ceux-ci avait un rendement supérieur au raffinage à celui qui avait été constaté lors des expériences de Cologne. C'est ainsi qu'en 1872, à Nantes, une série de types indigènes, 7, 10, 13, 19, destinés à l'exécution de la convention de 1864, furent remis à l'administration des contributions indirectes chargée du service des sucres indigènes, or :

a) Ces types étaient plus élevés que ceux de la série hollandaise adoptée.

b) Ils étaient supérieurs aux types de sucre de canne des Antilles et de la Havane dont l'administration des

douanes continuait à faire usage pour l'admission temporaire des sucres exotiques.

Les raffineurs de Nantes se plaignirent et signalèrent qu'ils éprouvaient un préjudice considérable par suite de la divergence des types.

Le type I (indigène) était supérieur au type (H) (Havane) et (A) des Antilles ; de fait, alors que d'après le procès-verbal dressé à Cologne les n^{os} 7 et 10 n'avaient une richesse absolue que de 80 à 88 0/0, le n^o 7 et le n^o 10 des nouveaux types (1) en France atteignaient 91,3 0/0 pour le n^o 7 et 92,5 0/0 pour le n^o 10.

« Quoique aucune clause de la convention, disaient les
« raffineurs, n'ait prévu ni autorisé cette complication, les
« fabricants de sucre indigène et les raffineurs de Paris
« ont obtenu la création des types 7, 10, 15 et 19 spéciaux
« à la production betteravière. Sous prétexte de détériora-
« tion, elles les ont fait renouveler, de sorte, que depuis six
« mois il existe des flacons dont les nuances sont compa-
« rativement plus élevées que les numéros correspondants
« restés aux mains de la douane, et employés par elle
« pour le classement des sucres exotiques. »

C'est ainsi que de grandes quantités de sucre de betteraves qui étaient considérées comme inférieures à 10 étaient admis par la régie au rendement de 80 0/0, tandis que le sucre de canne qui avait droit au même rendement était admis par la douane au rendement de 88 0/0.

(1) Exposé des Trav. Ch. de Com. 1872. II. *Sucre*.

S'appuyant sur ces abus commis au profit de la sucrerie indigène, les raffineries des ports qui raffinaient surtout du sucre de canne exotique, et en particulier les raffineurs de Nantes demandaient que tous les sucres soient classés d'après le nouveau type.

Une réunion eut lieu à Paris, les raffineurs de chaque port s'y étaient rendus mais malgré leurs efforts, la concordance exacte des types des différentes séries ne fut pas obtenue, le type I fut maintenu.

Mais les types A et H étaient renouvelés.

II. — A l'aide de mélanges on donnait au sucre brut la nuance foncée avec une richesse élevée, on y introduisait des matières colorantes, telles que le caramel. C'est ainsi qu'un sucre qui, à l'intérieur payait pour la consommation moins cher qu'il n'aurait dû payer, à l'exportation, alors que son rendement devait être par exemple de 88 0/0, descendait dans la classe correspondante à un rendement de 80 0/0, si bien qu'après l'exportation 8 kilos, de sucre sur 100, restaient libres de tout impôt comme boni au raffineur.

Les exportations de sucres raffinés augmentaient dans des proportions énormes, de 143.000.000 en 1872, elles étaient passées à 187.000.000 en 1874.

Les raffineurs Anglais se plaignirent et firent valoir les imperfections du système des types, ils parlèrent de recourir à l'exercice des raffineries pour arriver aux conditions d'égalité cherchées par la convention. Elles trou-

vèrent en France des alliés : les fabricants de sucres indigènes.

Ceux-ci, en effet, avaient depuis quelque temps l'Angleterre comme marché pour leurs sucres bruts ; il était évident que si les raffineries françaises couvraient l'Angleterre de leurs produits raffinés, le marché du sucre brut se resserrerait. Au lieu de deux acheteurs, l'Angleterre et la France, il n'y en aurait plus qu'un : les Français qui seraient les maîtres du prix d'achat. Aussi, tandis que le gouvernement français se décidait à préparer un projet de loi pour arriver au principe de l'impôt à la consommation et à l'exercice des raffineries, l'Angleterre décidait de réunir les pays contractants. Le 20 décembre 1872, le projet de loi d'après lequel l'exercice des raffineries devrait être établi à compter du 1^{er} avril 1873, fut déposé.

Les raffineries des ports, Nantes, Bordeaux, Marseille, Le Havre, s'émurent ; elles se firent représenter à Paris et demandèrent que si l'on était obligé d'établir l'exercice, il fallait attendre que tous les pays contractants aient accepté le principe dans une convention internationale. Il ne faudrait pas imposer isolément aux raffineurs français les entraves qui résulteraient du régime de l'exercice (1).

Ce régime d'ailleurs, devait être surtout désavantageux

(1) Exposé des Trav. de la Ch. de Com. 1872.

pour les raffineries des ports. Voilà ce qui se passerait pour elles :

« On verrait se préconiser la combinaison mixte, consistant à organiser à l'entrée des raffineries, le mécanisme de prise en charge, au moyen des types de la convention.

« En cas d'excédent constaté à la sortie des raffineries, la prise en charge serait augmentée d'autant ; en cas de déficit, le droit serait dû sur la quantité manquante. Un tel régime serait inacceptable, il laisserait toujours subsister l'abus des types, et il serait ensuite à l'avantage évident de la raffinerie parisienne qui trouverait sur les vastes marchés du Nord les moyens de compenser à volonté ses excédents par ses déficits, de manière à éviter les énormes pénalités auxquelles restaient seules exposées les raffineries des ports approvisionnées dans des conditions différentes. »

Ce projet fut ajourné. Il fut repris en 1874. Il fut décidé qu'à partir de juillet 1875, les raffineries seraient soumises à l'exercice, le principe était posé.

Le Gouvernement devait presser la réunion de la conférence, afin d'arriver à une entente à laquelle était liée la mise en pratique de l'exercice. Mais l'accord international ne se fit pas, de sorte que l'exercice des raffineries fut éloigné au 1^{er} mars 1876, par la loi du 29 juillet 1875.

Par son article 3, cette loi eut recours au procédé saccharimétrique, pour contrôler le classement des sucres dont la nuance ne paraissait pas correspondre à la richesse effective.

tive. Ce sera là le point de départ de l'établissement de l'impôt basé sur la richesse saccharimétrique. Les raffineurs de Nantes étaient les premiers à approuver cette organisation dans le projet de loi présenté en 1874, mais ils ne voyaient pas sans inconvénient la tendance au recours à la saccharimétrie qui offrait au commerce français un certain danger (1).

Là encore, d'après eux, toute aggravation du traité de 1864 devrait être décidée en commun par les nations contractantes et appliquée simultanément ; en tout cas les commerçants français seraient très frappés ; plus que les autres, par tout surclassement imprévu motivé par des constatations analytiques, étant donnés les droits considérables sur le sucre.

D'un autre côté, le commerce du sucre colonial serait plus frappé que le commerce des sucres indigènes.

Les fabricants indigènes placés sur le lieu des classements ramèneraient leurs produits un peu au-dessous des limites de chaque catégorie, ils consulteraient leurs saccharimètres avant d'expédier. Les colonies, au contraire, ne connaissaient que la nuance, toutes les transactions se faisaient sur cette base, et il n'était pas possible de faire de mélange en entrepôts.

Il fallait donc, concluaient les raffineurs nantais, que la saccharimétrie soit introduite avec prudence uniquement

(1) Ch. de Com. de Nantes. Exposé des Travaux 1875. II. *Sucre*.

pour parer aux cas exceptionnels, ou déjouer les tentatives de fraude.

La convention avait été approuvée par la France, la Belgique ; elle fut repoussée par la Hollande ; des tentatives nouvelles échouèrent, et d'un autre côté, il fallait désormais compter avec l'Allemagne et l'Autriche qui désiraient garder leur indépendance.

SECTION III

Crise de la raffinerie nantaise.

Sous ce régime, les raffineries nantaises, dont le sort est étroitement lié à celui du sucre exotique, a vu s'éteindre la période de prospérité qu'elle venait de traverser.

Cette crise avait différentes causes :

1^o L'infériorité dans laquelle se trouvait le sucre exotique raffiné presque exclusivement par les raffineries des ports vis-à-vis du sucre indigène raffiné par la raffinerie parisienne, grâce :

a) A l'application du procédé saccharimétrique, prévu par la loi de 18 juillet 1875.

b) A la question du titrage et composition des lots.

2^o A la concurrence des raffineries parisiennes ;

3^o Aux tarifs des chemins de fer, la création des lignes de Bordeaux et le Havre, vers la Suède et la Norvège ;

4^o A l'introduction des vergeoises anglaises ;

5^o A la question du pilage des sucres.

1° a) Chaque fois que la vérification des sucres faisait paraître une richesse supérieure à la limite légale des catégories, la douane agissait par voies contentieuses et dressait des procès-verbaux, dont les conséquences étaient de fortes amendes.

Or, le commerce maritime ne connaissait pas souvent d'avance le titrage du sucre dans les pays de production, la saccharimétrie n'était pas connue, les consignataires n'avaient aucun renseignement, autres que ceux résultant des nuances : au contraire, la sucrerie indigène connaissant exactement le titrage de ses sucres, consultait son saccharimètre, et n'était pas exposée ainsi à des procès-verbaux, et des amendes continues.

Les raffineries de Nantes demandaient donc en ce qui concernait le sucre exotique, que la correction du déclassement par la saccharimétrie n'entraînât qu'un redressement de droits, sans amendes. Après différentes protestations, les raffineurs de Nantes avaient obtenu en 1876 de l'administration supérieure que dans le cas où les sucres extra-européens présenteraient un excédent de titrage de plus de deux degrés, on se bornât à le classer d'après sa richesse effective, sans dresser de procès-verbal, à condition que le commerce s'engageât de son côté, à renoncer à l'expertise légale.

Ce n'était là qu'un compromis. En 1880, les raffineurs obtenaient enfin la suppression des actions contentieuses,

(1) Rapport sur la Situation commerciale et industrielle de Nantes, année 75, 76, 77, 78, 79, 80 suivantes.

Dans tous les cas où il n'existerait aucune présomption d'action dolosive, de la part du déclarant, il n'y aurait qu'un redressement de droits.

b) Avant de présenter au classement leurs sucres fabriqués, les sucriers indigènes avaient la possibilité de composer des lots de façon que le rendement atteignît le maximum de la classe dans laquelle ils les déclaraient. Cette facilité constituait un privilège important accordé au commerce du sucre indigène vis-à-vis du commerce du sucre maritime.

La Chambre de commerce de Nantes demanda au gouvernement d'accorder au commerce des sucres exotiques une facilité analogue en se basant sur l'égalité de traitement, qu'avaient voulu la législation, entre les deux sucres.

Le ministre des finances objectait que les fabricants de sucre indigène mélangeaient « effectivement » le sucre, de sorte que l'administration n'avait qu'à prélever un seul échantillon sur la masse homogène et qu'il semblait au contraire, que la demande des ports tendait à ce que la douane formât elle-même un seul échantillon commun, au moyen d'échantillons différents prélevés sur différents lots compris dans une même déclaration, sans qu'il y ait par conséquent de mélanges effectifs. Le contrôle aurait été impossible à réaliser.

Quand il s'agit, faisait-il observer, de sucres de mêmes qualités, il est facile de reconstituer un nouvel échantillon

analogue à celui qui a servi au titrage officiel lorsque l'on veut s'assurer de la régularité obtenue.

Au contraire, il deviendrait très difficile de prélever un nouvel échantillon pour vérifier les résultats obtenus à l'aide d'un premier échantillon provenant de sondages des différents lots ; le second sondage ne donnerait jamais un résultat correspondant à celui du premier.

Cette situation mettait le sucre exotique dans une inégalité flagrante, que le ministère des finances reconnaissait lui-même et qui devait rendre la lutte impossible.

En 1880, enfin, il fut décidé :

1° Que lorsque le sucre compris dans une même déclaration appartiendrait à des catégories différentes, le déclarant aurait la faculté de vider les colis et de les mélanger en entrepôt réel ; les échantillons destinés au titrage seraient prélevés sur le sucre ainsi mélangé.

2° Quand les sucres compris dans un même lot ne présenteraient pas de différences bien sensibles, soit dans la nuance, soit dans le grain, ou qu'il n'existerait de différence que sur un très petit nombre de colis, la douane pourrait n'établir pour le lot tout entier qu'un échantillon commun, mais sous condition que de son côté le commerce renoncerait à réclamer la division du lot en parties distinctes.

Mais le mélange du sucre en entrepôt réel était peu pratique et la tolérance prévue par la deuxième mesure était peu étendue.

2° Concurrence des raffineries parisiennes :

Les raffineries parisiennes faisaient aux raffineries des ports une concurrence acharnée, ce qui entravait la vente à la consommation intérieure, cette concurrence s'expliquait ;

a) Par la facilité de travail du sucre indigène, par les cours du marché qui pouvaient répondre à toutes les demandes des raffineries parisiennes, suivant le degré saccharimétrique demandé, en suivant les exigences de leurs usines.

3° Les raffineries de Nantes perdirent plusieurs débouchés par suite des mesures de rigueur dont usèrent en 1878, certaines Compagnies de chemins de fer, vis-à-vis des producteurs des ports.

La Compagnie P.-L.-M. releva considérablement ses tarifs et malgré les démarches réitérées, ces tarifs ayant été maintenus, les exportations de Nantes vers la Suisse, furent considérablement réduites. Les raffineurs de Nantes perdirent là un débouché qui tendait à s'accroître.

En 1875, les exportations avaient été de 543.620 kilos de sucre raffiné, en 1876, elles baissent et sont de 423.100 kilos.

En 1877 elles sont de 184.875 kilos.

En 1878 elles sont de 195.750 —

En 1879 elles sont de 92.251 —

En 1880 elles ne sont plus que de 67.000 kilos

D'un autre côté, les raffineries parisiennes obtenaient

des tarifs de faveur par la Compagnie d'Orléans. Sur un parcours de 390 kilomètres, Cholet, près de Nantes, recevait les sucres raffinés pour 2 fr. 80 les 100 kilos, tandis que de Nantes à Cholet, parcours de 114 kilomètres, on payait 1 fr. 15; le parcours de Paris à Cholet aurait dû coûter 3 fr. 98. Les raffineries parisiennes avaient ainsi beaucoup de débouchés, dans toutes les directions. Il aurait fallu à Nantes, pour lutter, l'amélioration radicale de la Loire navigable.

Par ailleurs, des lignes régulières avaient été établies du Havre et Bordeaux pour la Suède et la Norvège. De sorte qu'une grande partie des sucres raffinés exportés pour ces pays échappaient à nos raffineries.

Les exportations avaient été en 1876 de 2,000.000 de kilos.

En 1877 elles tombent à 800.000 kilos.

En 1878 elles tombent à 372.000 —

En 1879 elles sont de 100.261 — (1).

4° Introduction des Vergeoises anglaises.

Le tarif des sucres bruts était de nature à atteindre sérieusement les raffineries des ports (2).

5° Depuis longtemps déjà, les raffineurs des ports se plaignaient de concasser leur sucre destiné à l'exporta-

(1) Rapport sur la situation commerciale et industrielle de Nantes 1880.

(2) Rapport sur la situation commerciale et industrielle de Nantes 1880.

tion dans un local spécial dit piloir central, alors qu'au contraire, les raffineurs de Bordeaux avaient la faculté de piler dans leurs établissements le même sucre : cette obligation imposait aux raffineurs nantais un préjudice relativement important à cause des faux frais de transport, du prix élevé, et du mauvais agencement du travail fait en dehors de l'usine, de la déperdition de poids occasionnée par le transport du sucre au piloir central, de la perte, du déchet, etc., etc. ; ils évaluaient le surcroît de charge à 4,50 pour cent kilos.

Ils disaient à juste titre que la convention de 1864 ne prévoyait pas la création de piloir central, que les raffineurs hollandais pilaient leurs sucres dans leurs usines. Ils réclamaient que la même faculté accordée aux raffineurs de Bordeaux leur fût allouée.

L'administration supérieure répondit que la tolérance vis-à-vis de Bordeaux allait cesser, qu'elle s'était introduite à la suite de l'incendie du piloir central, mais en fait, il s'écoula encore de nombreuses années pendant lesquelles les raffineurs de Bordeaux jouirent du privilège.

La conséquence de cet état de chose fut une diminution relativement considérable dans le travail de nos raffineries d'une part, la fermeture même de certains établissements incapables de soutenir la concurrence des raffineries parisiennes, d'autre part.

Voyons quelques chiffres. Les quantités de sucres mises en déclaration pendant l'année 1876 se sont élevées :

Sucres déclarés pour la consommation.	31.791.828 kil.
Sucres placés sous le régime admission temporaire.....	23.574.038 —
Total.....	55.365.866 —

En 1875 les mises en déclarations
ont été de 60.181.452 kil., d'où
une différence en moins de
4.815.586 kil.

En 1877 :

Sucres déclarés pour la consommation.	29.713.937 —
Sucres admission temporaire.....	19.722.500 —
Total.....	49.436.437 —

En 1879 :

Sucres déclarés pour la consommation.	27.208.485 —
Sucres admission temporaire.....	15.184.700 —
Total.....	42.393.185 —

Les exportations avaient été :

En 1875 de .	11.000.000 de kil.	} approximativement.
En 1876 de .	8.000.000 . —	
En 1877 de .	5.000.000 —	
En 1878 de .	6.000.000 —	
En 1879 de .	4.000.000 —	

D'un autre côté quelques établissements durent cesser leur travail ; en 1873 l'usine des Récollets fermait ses

portes ; en 1875 l'usine Massion brûlait et ne se rétablissait pas.

En 1878, l'usine de Launay déposait son bilan.

La raffinerie Etienne et César soutenait la lutte et constituait la Société des Anciennes raffineries Etienne et César (1, 2).

Après la loi en 1881 (3) les raffineries nantaises se maintiennent, elles continuent à raffiner un peu de sucre indigène sur : 52 millions de sucre mis en œuvre, il n'y en a que 7 millions de sucre indigène. Les exportations augmentent légèrement elles passent de 7.044.697 kil. à 8.707.366 kilos. ; le marché suisse est regagné ; on y exporte près de 446.609 kil. de raffiné, mais il y a lieu de noter cependant un ralentissement important dans les exportations, en Angleterre.

En 1882, les exportations baissent subitement de 8.707.366 à 4.259.213 kilos.

En 1883, elles ne sont plus que de 889.450 kilos. En octobre, les raffineries Etienne et César étaient forcées de déposer leur bilan. M. Levêque acheta leur usine 125.000 francs. Mais M. Crosnier alors à la tête de la raffinerie parisienne mit une surenchère et poussa jusqu'à 600.000 francs. Il fallut qu'un groupe aidé de M. Souques, fabricant de sucre aux colonies, un Nantais,

(1) Ch. de Com. Exposé des Travaux, années 1875, 76, 77, 78, 79, 80.

(2) Rapp. de la situation commerciale et industrielle de Nantes 1875, 76, 77, 78, 79, 80.

(3) Sur le titrage..... etc.

achetât sous le couvert d'un entrepreneur de démolitions au prix de 605.000 francs. C'est ce groupe avec cette usine qui a constitué les raffineries de Chantenay.

La fabrication de sucre en pains et réduite à des proportions insignifiantes, les usines se livrent presque uniquement à la production des sucres *candis sur laquelle* nous aurons à revenir.

Ces résultats étaient dus :

1° A ce que les raffineries des pays étrangers étaient favorisées par des primes, directes ou indirectes, qui leur permettaient de concurrencer les raffineries sur les marchés d'Europe. C'est ainsi que l'Allemagne, l'Autriche protégeaient avec succès leurs producteurs. En Allemagne, de 289.000 tonnes en 1874, la production était passée à 426.000 tonnes en 1878, à 925.000 en 1883, elle sera de 1.400.000 tonnes en 1884. En Autriche de 233.000 tonnes en 1874, elle passait à 600.000 en 1883.

L'Angleterre qui constituait jusque-là pour nos raffineries françaises et pour les raffineries de Nantes en particulier un débouché important puisqu'en 1881 nos établissements y avaient exporté près de 5.000.000 de kilos ne nous achetait presque plus. Nantes en 1882 n'y avait exporté que 1.000.000 environ de sucre raffiné.

2° D'un autre côté, la perte pour Nantes du marché de l'Angleterre était due aussi à la concurrence désastreuse que lui faisait la raffinerie parisienne. C'est ainsi que la marque Say valait en Angleterre 1 fr. 50 plus cher, que d'autre part nos raffineries vendaient à la consommation

intérieure 1 fr 50 environ en dessus du cours de la raffinerie Say. D'où l'exportation coûtait à nos raffineries 3 francs pour 100 kilos de raffiné.

Longtemps avant la fermeture de leur usine, la Société Etienne et César avait renoncé à exporter en Angleterre jadis leur principal débouché.

La sucrerie indigène française traversait une crise sérieuse, mal outillée, ayant des procédés agricoles et industriels inférieurs, elle voyait par ailleurs ses sucres bruts mal protégés sur le marché intérieur même par une surtaxe de 3 francs insuffisante pour balancer le régime des primes, dont bénéficiaient les produits des autres pays d'Europe.

La loi du 29 juillet 1884 essaya d'apporter un remède à cette situation ; il s'agissait de créer au profit de nos raffineries un système de primes. On hésita entre le système qui consistait à donner comme base à l'impôt la prise en charge déterminée d'après la densité et le volume du jus de betteraves ou d'après le poids des betteraves mis en œuvre.

Le sucre obtenu en plus du rendement minimum devait être exempt de tout impôt. Ce fut le deuxième système qui prévalut ; on fixa le rendement légal en sucre par 100 kilos de betteraves, après une période transitoire de trois campagnes, où les raffineries eurent la possibilité d'opter entre l'abonnement ou celui de l'impôt à l'effectif. On fixa le rendement à 6 kil. 250 0/0 par 100 kilos de betteraves, avec une augmentation

de 0,250 0/0 pour chacune des trois campagnes suivantes.

Mais il était de toute nécessité d'accorder un traitement égal aux sucres exotiques. La Chambre de commerce de Nantes avait envoyé à Paris une délégation composée de MM. Cossé, Crouan, Figat et Talvande, pour défendre les intérêts de Nantes lors de la discussion de la loi (2). L'égalité de traitement devenait, pour notre marine marchande, et notre port, dont le sucre exotique était le principal élément de fret pour nos raffineries qui le mettait presque exclusivement en œuvre, une question de vie ou de mort.

La loi de 1884 décida que le sucre des colonies françaises importé directement en France bénéficierait d'un déchet de fabrication de 12 0/0, c'est-à-dire que sur 100 kilos de sucre importé, 12 kilos pourraient être livrés à la consommation sans acquitter de droits. Ce fut le régime des déchets de fabrication ou de déduction coloniale. Mais ce régime ne donnait pas aux sucres coloniaux l'égalité de rendement et nos raffineurs continuèrent à ne plus raffiner pour l'exportation.

Elles verront bientôt que la proportion des sucres indemnes s'élevait pour le sucre indigène à 29.32 0/0 ; on demanda le régime de l'équivalent. La loi du 13 juillet 1806 donnera satisfaction aux raffineurs des ports

(1) Loi du 29 juillet 1884.

(2) Exposé des Travaux de la Chambre de Commerce de Nantes 1884. II. *Surces*.

et décidera que le taux de déduction coloniale serait fixé à la moyenne de l'excédent réalisé par la sucrerie en 1875, soit 24 0/0 (1).

(1) Loi du 13 juillet 1886.

CHAPITRE VI

DÉTAXE DE DISTANCE

Depuis la loi de 1884, les raffineries des ports employaient du sucre de canne des colonies françaises, mais comme leurs produits n'étaient pas suffisants, elles devaient également mettre en œuvre des quantités relativement importantes de sucres exotiques étrangers. Ces sucres n'étaient pas, on s'en souvient, frappés de la surtaxe établie sur les sucres étrangers d'Europe.

En 1887, près de 2 millions de kilos, en 1888, près de 3 millions de sucre colonial étranger furent importés à Nantes. Par ailleurs, l'Allemagne avec son système de primes, avec son impôt dont la base était le poids des betteraves, avait donné une sorte de poussée à son industrie sucrière, qui s'était emparée de la plus grande partie des marchés étrangers. Elle pensa profiter de l'avance prise par elle pour faire admettre, dans une conférence, en 1887 à Londres, la suppression générale des primes. Elle eut un échec complet, mais le gouvernement Allemand sollicité par ses industriels, décida d'adjoindre aux primes à la production déjà existantes des primes à l'exportation ; ce furent les primes de guerre.

Un moment l'agitation fut grande parmi les fabricants indigènes français, car l'Allemagne et l'Autriche qui avait suivi son exemple, menaçaient de nous concurrencer jusque sur notre marché intérieur.

Un double moyen s'imposait :

1° Favoriser par une prime, l'exportation des sucres français.

2° Parer par une surtaxe à caractère nettement prohibitif l'entrée en France des sucres étrangers. La loi du 7 avril 1897 obtient ce double but (1).

Déjà à plusieurs reprises, les sucreries indigènes et en tête les raffineries parisiennes avaient eu l'idée de faire étendre la surtaxe de 7 francs, frappant les sucres d'Europe, aux sucres de canne étrangers. C'aurait été un moyen radical pour obliger les raffineries des ports en présence de la pénurie relative des importations de sucre colonial français, d'avoir recours aux sucres indigènes ou de restreindre leur fabrication. Les raffineries parisiennes savaient fort bien qu'une industrie prospère qui diminue subitement ses affaires, non seulement n'est plus dange-reuse, mais encore est à la veille de sa ruine.

Les raffineurs des ports avaient pu repousser avec succès l'extension de la surtaxe.

L'article 1 de la loi de 1897 crée des primes à l'exportation des sucres raffinés français.

L'article 9 étend à tous les sucres étrangers une sur-

(1) Loi du 7 avril 1897. Exposé des motifs de la loi.

taxe de 9 francs par 100 kilos de sorte que cette surtaxe atteignait non seulement le sucre d'Europe, mais encore le sucre extra européen qui jusqu'alors entraînait en franchise et constituait pour les raffineries des ports, notamment les raffineries nantaises, une source importante de matières premières. Cette situation menaçait d'entraîner leur ruine car il leur était à peu près impossible de songer à cause des frais de transport considérables, à faire venir des départements du Nord le sucre de betteraves pour remplacer le sucre colonial étranger.

Des questions importantes étaient donc en jeu, il s'agissait, tout d'abord, de ne pas porter atteinte aux intérêts maritimes, commerciaux et économiques liés à la vie des ports. Il fallait aussi éviter la ruine des raffineries des ports afin de ne pas permettre à la raffinerie parisienne de bénéficier d'un véritable monopole.

Le législateur de 1897 comprit cet intérêt : il organisa une sorte de compensation au profit des raffineries des ports, à la perte qu'elles éprouvaient dans la difficulté d'approvisionnement (Voir *supra*, page 62). (Rapport de M. Gadaud au Sénat).

Cette compensation fut établie au profit tout d'abord des raffineries des ports, mais ensuite au profit des sucreries indigènes ; c'est ce que fait remarquer M. Graux dans la séance à la Chambre des députés du 10 décembre 1896.

« En même temps, le marché intérieur qui fournit le
« double de la consommation française, se trouvera dé-

« gagé; et les sucres indigènes prendront la place des
« sucres exotiques qui pesaient si lourdement sur nos
« produits métropolitains et coloniaux ».

« Ainsi l'intérêt des raffineries des ports se trouvera
« concilié avec celui des producteurs de sucre indigène ;
« l'antagonisme qui a trop longtemps existé entre deux
« branches de l'industrie sucrière, devra enfin disparaître
« et le marché intérieur sera réservé à la sucrerie fran-
« çaise. »

Article 2. — « Il est accordé aux sucres des colonies et possessions françaises, importés directement en France, une détaxe de 2 fr. 25 par 100 kilos de raffiné pour les colonies de l'Atlantique et de 2 fr. 50 pour les autres colonies... »

Article 3. — « Les sucres bruts provenant des fabriques de la métropole expédiés des ports français de la mer du Nord et de la Manche à destination des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée pour être mis en œuvre dans les raffineries établies dans ces ports en vue de l'exportation, bénéficieront, à partir de la promulgation de la présente loi, d'une détaxe de 2 francs par 100 kilos. La même détaxe sera accordée aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole situées à une distance minima de 250 kilomètres du port où se trouve la raffinerie à laquelle ces sucres seront expédiés directement. Elle sera également accordée aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole situées à une distance de plus de 300 kilomètres en ligne droite des raffineries à l'intérieur lorsque ces sucres seront expédiés directement de la fabrique par voie ferrée ou par canaux pour être mis en œuvre en vue de l'exportation dans lesdites raffineries. »

Telle était la compensation qui conciliait les intérêts des ports et des sucreries indigènes, des chemins de fer et du cabotage.

La loi établissait clairement le caractère compensatoire des détaxes de distance.

La question se posait de savoir si cette détaxe de 2 francs dépassait les frais de transport, si elle constituait une prime. « Les raffineries retrouveront ainsi largement, et sans augmentation de prix, l'approvisionnement qu'elles recevaient jadis des colonies étrangères », disait M. Graux — cela n'était donc pas l'esprit du législateur de vouloir établir une prime.

Les raffineries qui jouissent de la détaxe sont celles de Nantes, Bordeaux, Marseille. Or, les raffineries de betteraves se trouvent entre la Marne, la Seine et les frontières du Nord de la France (1). On peut évaluer en moyenne à 600 kilomètres la distance qui sépare les raffineries de Nantes et les sucreries indigènes. Or, le coût du parcours de 600 kilomètres est environ de 19 fr. 65 par tonne ; on se rend immédiatement compte qu'en ce qui concerne le transport par voie ferrée, la détaxe de 2 francs ne pouvait être considérée comme une prime.

En était-il de même pour le transport par voie d'eau ; il est probable, si l'on constate le bon marché des transports par eau, que la détaxe de 2 francs constituait un léger bénéfice pour les raffineries des ports ; mais ce que nous ne pouvons pas penser, c'est que la loi des détaxes comprenne une prime pour Nantes plus près géométriquement du Nord et qui devait payer pour ces motifs un

(1) Baron d'Aulnis de Bourouill, prime à l'exportation du sucre, pp. 55 et suiv.

fret moins élevé que Bordeaux et Marseille. Car, il faut se rappeler qu'en matière de fret la situation géographique n'a pas une importance considérable ; Nantes est un port mal placé, en ce sens qu'il manque de fret de retour, les navires qui portent du sucre à Nantes, risquent de s'en retourner sur l'est et il arrive fréquemment que le fret de Dunkerque à Marseille est inférieur à celui de Dunkerque à Nantes.

Ce régime dura jusqu'en 1903. Déjà différents pays désiraient vivement l'abolition des primes de guerre. En 1898 une première conférence avait été tentée sans succès. En 1901, la conférence se réunit à Bruxelles. L'abolition des primes fut décidée. Au cours de la conférence, alors qu'il n'avait pas encore été question de détaxe de distance, les délégués trouvèrent sous leurs serviettes un « *papillon* » attirant leur attention sur elles. Qui rédigea cette note ? Les raffineries des ports crurent voir là une manœuvre de la raffinerie Parisienne.

Ce fut M. le baron d'Aulnis de Bourouill, délégué des Pays-Bas, qui mit la question sur le tapis.

Il reconnaît que la détaxe de distance actuelle peut à peine donner une prime : mais si la France rehaussait la détaxe de manière qu'elle s'élèverait au-dessus des frais de transport, une prime nouvelle naîtrait. La France s'engage-t-elle à ne pas augmenter la détaxe de distance (1) ?

(1) Conférence internationale sur le Régime des sucres, Bruxelles.

M. Beaudouin, délégué de la Belgique, suppose : du sucre fabriqué dans le Nord de la France ; il est embarqué à Dunkerque pour être transporté par mer à Marseille ; là, il entre dans la raffinerie et, après raffinage, il est exporté vers l'Orient. Ce sucre reçoit de ce chef 2 francs par 100 kilogrammes. La législation fait donc intervenir le Trésor pour faciliter le transport de ce sucre d'un point du territoire français vers un autre en vue de l'exportation.

Si l'on rapproche de cette situation celle qui est faite aux sucres belges, on constate que pour aller du pays de Liège, par exemple, à destination de l'Orient, les fabricants doivent transporter leurs produits jusqu'à Anvers, et de là leur faire accomplir par eau le même trajet que les sucres français pour atteindre la Méditerranée. Le raffineur français jouit pour ce transport d'une prime de 2 francs ; d'où une supériorité sur le sucre belge qui ne bénéficie d'aucun avantage semblable (1).

Mais M. Bousquet (2), délégué de la France, prenant acte des critiques dirigées par ceux-ci fait observer qu'ainsi que l'a d'ailleurs reconnu le baron d'Aulnis de Bourouill, aux pages 57 et 58 de son livre, « sur les

Décembre 1901, janvier 1902. Compte rendu *in extenso* des séances, p. 33.

(1) Conférence internationale sur le Régime des sucres, Bruxelles. Décembre 1901, janvier 1902. Compte rendu *in extenso* des séances,

(2) Conférence internationale sur le Régime des sueres, Bruxelles. Décembre 1901, janvier 1902. Compte rendu *in extenso* des séances, p. 64.

primes à l'exportation du sucre », l'effet économique de la détaxe de distance a été « qu'au point de vue des frais de transport pour l'exportation presque tous les fabricants français ont pu se regarder comme situés tout près de certains ports maritimes », et qu'il n'est pas exact de comparer comme le faisait M. Bauduin la situation respective de la France et de la Belgique, alors qu'en Belgique l'industrie sucrière est concentrée sur un espace restreint, en France, au contraire, des distances considérables séparent les régions sucrières des raffineries établies dans les ports.

Il démontre ensuite que la détaxe a été calculée de manière à représenter simplement les frais de transport et que s'il existe un écart entre le prix réel du transport et le chiffre de la détaxe, il ne saurait dépasser quelques centimes.

Il est d'ailleurs évident que si cette détaxe avait comporté une prime, ou aurait vu les sucres affluer vers les raffineries des ports, alors que cette conséquence logique ne s'est pas produite.

Finalement, la question des détaxes de distance se résout ainsi :

M. Delatour dit (1) :

« Que les instructions des délégués français les autorisent à prendre l'engagement qui avait été demandé à sa-

(1) Conférence internationale sur le Régime des sucres, Bruxelles. Décembre 1901, janvier 1902. Compte rendu *in extenso* des séances, p. 79.

voir que le taux des détaxes de distance ne serait pas augmenté, mais elles ne leur permettent pas de consentir à leur suppression. Si la question des détaxes était donc visée par le littéra, a, ainsi que le considère M. Bauduin, la délégation française ne se trouverait pas autorisée à voter ce paragraphe.

Cependant, aussitôt après la conférence, un projet de loi fut déposé, et l'article 3 ainsi modifié :

« La détaxe de distance instituée par les articles 2 et 3 de
« la loi du 7 avril 97 sera dorénavant allouée à raison du
« montant effectif des frais de transport dont il sera jus-
« tifié sans toutefois que le taux fixé par les articles pré-
« cités puisse être dépassé » (1).

Cette loi a donné naissance, dans son application, à de nombreuses difficultés. Les raffineurs des ports, et en particulier certains raffineurs de Nantes furent même récemment poursuivis devant le tribunal correctionnel, et condamnés par la Cour de Rennes à raison de l'interprétation qu'ils en avaient faite. Ils étaient accusés d'avoir fourni à l'administration des douanes et des contributions indirectes des pièces justificatives qui toutes étaient majorées dans le but de toucher le montant extrême de la détaxe, soit 2 francs. Ils prétendaient que la détaxe ne constituait nullement une prime, mais n'était en réalité qu'une indemnité destinée à compenser les pertes qui avaient été occasionnées par la loi de 1897 aux raffineurs des ports qui s'approvisionnaient en grande partie de

(1) Loi du 28 janvier 1903.

sucres colonial extra européen. Cette détaxe avait également un but caché, celui d'éviter la ruine des raffineries des ports qui empêchaient le monopole possible et dangereux à tous égards de la raffinerie parisienne. Elle avait été fixée à 2 francs. Elle était si peu, disaient-ils, considérée comme une prime directe ou indirecte, que la convention de Bruxelles en avait laissé le principe intact.

Cependant à la suite de la conférence, la loi de 1903 fut rédigée ; quel fut donc le but du législateur ? Voulait-il réduire le montant de la détaxe ? Les raffineurs de Nantes répondaient : Non.

L'indemnité persistait toujours et l'obligation de l'exportation en restait la condition. Le législateur semblait, d'après eux, n'avoir voulu seulement que donner en la forme une satisfaction aux puissances signataires.

Et puis, peut-être une autre raison avait elle inspiré le législateur de 1903. La conférence de Bruxelles avait institué une commission permanente internationale dont le but était de surveiller si chacune des puissances ne reconstituait pas les primes. Le gouvernement ne voulait pas que cette commission, sous prétexte d'examiner si la détaxe comprenait une prime, s'occupât de nos affaires intérieures. Son nouveau texte supprimait les risques d'intervention. C'est lui, gouvernement, ce sont ses administrations qui devaient apprécier si la détaxe de 2 fr. dépassait les frais réels ; seulement, cette appréciation il voulait la faire d'une manière large, ayant à cœur de maintenir la détaxe qui est nécessaire.

Les raffineurs avaient été confirmés dans cette manière de voir par des renseignements pris au ministère et à la Chambre, auprès de l'administration.

Après l'entente, en mars 1903, entre les directions locales et la Chambre de commerce, il naquit une sorte de *modus vivendi*. Les raffineurs et l'administration considéraient que tous les frais supportés par les sucres depuis la fabrique jusqu'à la raffinerie pour les transports et ses accessoires devaient entrer en ligne de compte.

Savoir pour le sucre venu par mer : camionnage de la fabrique à la gare, transport en chemin de fer, de la gare au port d'embarquement, camionnage à l'entrepôt, entrée à l'entrepôt, assurance en entrepôt, sortie camionnage au port, chargement, fret assurance, échantillonnage, reconnaissance, sondage, titrage, camionnage à la raffinerie, arrivage en raffinerie, etc.

Or, les raffineurs s'apercevaient que beaucoup de frais étaient impossibles à justifier par quittance, ils pensèrent donc à faire grouper sur les connaissements par les armateurs traitant à forfait, certains frais majorés dans la proportion des frais supportés par les sucres et dont la justification était impossible.

Le quantum de cette majoration fut déterminé en partant du principe que tous les frais supportés par les sucres devaient entrer dans la détaxe.

A notre avis, cette manière de voir, cette manière d'agir n'était guère admissible. Il semble bien évident

que la loi de 1897 avait considéré la détaxe comme une compensation suffisamment large pour compenser non seulement les frais de transport mais aussi les frais qui allaient être occasionnés à raison du nouveau mode d'approvisionnement.

Il était équitable de tenir compte aux raffineurs des ports, des frais qu'ils allaient faire pour construire des locaux, organiser les magasins que comportaient ces nouveaux approvisionnements ; cette indemnité était forfaitaire, elle était qualifiée « détaxe de distance ». Mais en 1903 la situation est changée. Les puissances signataires renoncent à toute prime directe ou indirecte, à l'exportation et à la production. Il fallait donc, avant tout, que cette détaxe de distance ne se transformât pas en prime indirecte : aussi la loi de 1903 a-t-elle précisé que ce n'est plus qu'une stricte indemnité qui *n'est plus forfaitaire* et qu'elle ne serait accordée qu'à raison du montant effectif des frais de transport *dont il sera justifié*.

En majorant les connaissements, les lettres de voiture, de façon à obtenir 2 fr., les raffineurs allaient à l'encontre de la loi qui n'avait qu'un but, substituer à une détaxe forfaitaire une détaxe rigoureuse.

Or, le montant effectif des opérations n'était pas celui que les raffineurs faisaient connaître, ils ne faisaient pas la justification des opérations qu'ils invoquaient.

CHAPITRE VII

SUCRE CANDI A NANTES

L'industrie du sucre candi avait pris à Nantes un développement important. Bientôt les usines de Nantes se livraient principalement à la production du sucre candi qui était obtenu par le travail du sucre de canne, à l'exclusion du sucre de betteraves.

Le sucre candi était recherché pour la fabrication des vins de champagne, les mélasses fournies par les candiseries très riches en sucre avaient un débouché dans les départements du nord de la France pour les brasseries.

Bientôt se posa pour cette branche de l'industrie nantaise une question importante que nous n'avons pas cru devoir passer sous silence (1).

La loi de 1884 avait décidé dans son article 2 que les droits sur les sucres bruts ou raffinés de toute origine, employés à la sucrerie des vins, cidres, poirés, avant la fermentation, seraient réduits à 20 fr. les 100 kilos de sucre raffiné.

(1) Exposé des Trav. de la Ch. d. Com., années 1884, 85, 86, 87.

Cette disposition était particulièrement intéressante pour l'industrie des candis, à Nantes, recherchés principalement par les fabricants de vins mousseux : mais l'administration crut devoir l'exclure [du bénéfice de la loi de 1884 en s'appuyant sur ce que la loi n'avait visé que les sucres raffinés proprement dits, et que d'un autre côté le sucre candi n'était employé dans la fabrication des vins de champagne que lorsque la fermentation touchait à sa fin. Or, il n'était cependant pas douteux que les sucres candis étaient des sucres raffinés, ayant subi toutes les opérations du raffinage. Ils ne différaient des pains que par la cristallisation plus lente, par conséquent plus parfaite. On faisait observer également qu'en ce qui concernait l'opinion émise par le ministère qui prétendait que dans le traitement de vins de champagne, il n'était fait usage du sucre que plusieurs mois après les vendanges, c'est-à-dire lorsque la fermentation touchait à sa fin, elle était basée sur une erreur manifeste. Il arrive en effet très souvent que dans les années où le degré alcoolique du moût est faible, on est obligé de le remonter en ajoutant du sucre que l'on verse dans le moût, avant que la fermentation ne l'ait converti en vin.

D'un autre côté, priver les candiseries du bénéfice de la loi, c'était entraver l'alimentation d'un produit important du commerce et de l'exportation française. C'était atteindre l'industrie des vins de champagne, c'était permettre la création d'usines allemandes, dont les produits profitaient des primes et menaçaient de venir concur-

rencer l'industrie nantaise, sur le marché intérieur même (1).

Le ministère des Finances donnait encore un autre motif de cette exclusion. Il ne saurait être question, disait-il, pour la dénaturation du sucre candi, d'adopter le procédé admis par le Comité consultatif des arts et manufactures pour la dénaturation des sucres raffinés qui consistaient à mélanger le sucre avant les vendanges, devant un employé de la régie, car son efficacité reposait sur la dissolution rapide du sucre dans le jus de raisin, procédé inapplicable pour le candi dont la dissolution est trop lente pour qu'elle puisse s'accomplir sous les yeux des agents de surveillance.

La chambre de commerce de Nantes se permit alors d'indiquer un système employé déjà par les négociants de la Champagne et les négociants saumurois. Il consistait à mettre huit ou dix jours avant la vendange, du sucre candi dans un fût en présence de l'administration, le mélanger avec du vin vieux, cacheter le fût. C'est avec cette liqueur que se ferait le sucrage.

C'est ainsi que la fabrication du sucre candi se trouvait entravée par suite des mesures administratives inadmissibles.

Lorsque fut votée la loi du 27 mai 1887 qui décidait enfin d'une façon certaine que le sucre candi déclaré pour le sucrage serait admis au bénéfice de modération des

(1) Ch. de Commerce.

droits, cela semblait devoir mettre fin à l'interprétation de l'administration.

Mais il restait à préparer un règlement d'administration publique entre le 27 mai et l'époque des vendanges pour déterminer les formalités nécessaires pour l'autorisation du candi dans le sucrage des vins ; l'administration jugea que ce choix du procédé de dénaturation n'était pas chose facile.

Si bien que les effets de la loi se trouvèrent suspendus au détriment des fabricants et que pour une raison d'ordre purement administrative, malgré les protestations des industriels nantais, les vendanges de 1887 se passèrent sans que le candi pût profiter de la loi. Bien plus le règlement public ne fut porté à la connaissance des intéressés en 1888 que postérieurement à l'ouverture de la récolte. A compter de cette date, l'industrie du candi devint prospère à Nantes ; elle profita largement jusqu'en 1900, date à laquelle la taxe spéciale fut supprimée, du privilège qui lui avait été reconnu. Elle trouva un débouché important dans la Champagne, dans le Saumurois, son sort fut en quelque sorte lié à celui des industries de ces pays qui fabriquent le vin. C'est ainsi que la production baissa lorsque des entraves furent apportées à l'exportation en Angleterre, aux Etats-Unis, de vins de Champagne et de Saumur. C'est ainsi qu'aujourd'hui nos industries nantaises ne voient pas sans inquiétude se dérouler les tristes événements d'Epernay et d'Ay.

TITRE III

AVENIR DES RAFFINERIES NANTAISES

CHAPITRE PREMIER

EFFETS DE LA SUPPRESSION DE LA DETAXE DE DISTANCE

A tout bien considérer, l'avenir des raffineries nantaises n'est pas très brillant. D'un côté elles ont à lutter contre les raffineries parisiennes qui leur font sur tous les terrains une guerre acharnée. Les Compagnies de Chemins de fer, depuis ces dernières années, accordent des tarifs de plus en plus réduits et permettent ainsi aux sucreries-raffineries du Nord et aux raffineries parisiennes d'approvisionner sans trop de frais de transport des régions qui devraient l'être par nous.

D'un autre côté, on remarque une diminution croissante de l'exportation ; le sucre brut, sur le marché français, atteint un prix supérieur au prix mondial et nos produits sont concurrencés avec avantage par les raffineries belges et allemandes. C'est ainsi qu'au Maroc, bien que la marque des raffineries de Chantenay soit encore appréciée, on peut malheureusement prévoir des jours moins heureux (1).

(1) Rapport sur la situation commerciale et industrielle de Nantes, années 1907, 1908, 1909, 1910.

Par ailleurs, et c'est là le point le plus inquiétant, la détaxe de distance qui permet encore aux raffineurs des ports de subsister, est l'*objet de nombreuses attaques*.

Déjà, en 1907, le Ministre des Finances, M. Caillaux, avait déposé un projet de loi concernant la suppression des détaxes de distance accordées aux sucres indigènes et coloniaux.

Et pourtant, encore, bien que les raffineries des ports ne sollicitent aucune faveur, mais uniquement et avec justice une compensation aux avantages qu'avait enlevés à ces industries la loi de 1897, nous ne pouvons nous empêcher en terminant cette étude de dire quelles seraient les conséquences très graves qu'entraînerait la suppression de la législation actuellement en vigueur.

Ce serait apporter une perturbation profonde dans une des branches principales de l'industrie des ports.

En effet, si l'on tient compte « que le prix du sucre brut
« est toujours sensiblement le même sur les marchés de
« Paris, Londres, Anvers et Hambourg, il en résulte que
« les raffineries des ports seraient obligées de subir les cours
« du marché de Paris. Il reste à ajouter à leurs prix
« d'achat le transport par 100 kilos de sucre brut tandis que
« les raffineries de Paris, d'Anvers, d'Hambourg qui peu-
« vent s'approvisionner sur place, seraient exonérées de
« ces frais.

« D'autre part, le coût de fret par Oran, Bassorah, etc.,
« n'est pas plus élevé pour les sucres embarqués à Ham-
« bourg, à Anvers ou dans les ports du Nord de la France

« que pour ceux chargés à Nantes, à Bordeaux et à Mar-
 « seille. On voit donc tout de suite que la suppression
 « des détaxes de distance mettrait les raffineries des ports
 « en état d'infériorité vis-à-vis des raffineries de Paris,
 « d'abord sur le terrain de la consommation, ensuite sur
 « celui de l'exportation puisque leurs débouchés naturels
 « ne sont pas protégés par des frets plus élevés contre la
 « concurrence des raffineries parisiennes, belges et alle-
 « mandes ». Il faut ajouter que la grande partie du
 « sucre exporté par les ports se dirige sur le Maroc et le
 « golfe Persique. Or, déjà la concurrence belge et allemande
 « fait des efforts pour nous déposséder de ces débouchés.

« Une puissante compagnie, « la Hambourg América
 « Linie » a créé de nouvelles lignes pour desservir le golfe
 « Persique et a fixé à 25 francs par tonne le fret des sucres
 « embarqués à Hambourg à destination de Bagdad, alors
 « que les sucres français embarqués à Nantes ou à
 « Marseille pour Bagdad paient un fret variant entre 35
 « et 42 francs la tonne (1). »

Quant au débouché du Maroc, il semble à l'heure ac-
 tuelle compromis, la France ayant des difficultés considé-
 rables à conserver même au point de vue économique le
 terrain qu'elle y avait gagné.

Ce n'est donc pas le moment d'obliger les raffineries
 des ports à renoncer à leur exportation en supprimant la

(1) Rap. présenté par M. Paul Desbief, président de la Ch. de Com.
 de Marseille. Séance du 14 mai 1907.

détaxe de distance. Cette détaxe s'impose encore, non seulement dans l'intérêt des colonies éprouvées par les tremblements de terre, si éloignées de la prospérité d'autrefois, dans l'intérêt des manufactures, de la marine, dans l'intérêt enfin des sucreries indigènes et du consommateur français, car il faut bien avouer que le jour où la raffinerie de Paris restera seule, elle fera la loi au producteur et au consommateur.

Il est encore une autre raison de sauvegarder des détaxes de distance et celle-ci a été donnée par la Chambre de commerce de Nantes, lorsqu'il fut question de les supprimer, elle s'exprimait ainsi :

« Si on arrivait à supprimer les détaxes de distance
« pour les sucres coloniaux français, nous nous deman-
« dons quel intérêt les colons pourraient avoir à envoyer
« leurs produits à la vente en France, et plus anxieuse-
« ment encore nous nous demandons si le vieux courant
« d'affaires qui existait entre nos colonies sucrières et la
« métropole se continueraient comme par le passé.

« Les négociants français, qui sont obligés de consen-
« tir d'importantes avances aux colons pour leur per-
« mettre de payer les frais de culture, de fabrication et de
« manipulations de leurs produits, ces négociants, disons-
« nous, privés comme ils le seraient de la juste rémuné-
« ration qu'ils reçoivent par la réalisation de ces pro-
« duits sur les marchés français, cesseraient peu à peu
« leurs subsides et à eux ne tarderaient pas à se substi-
« tuer des maisons étrangères, de gros bailleurs de fonds

« qui ne cherchent qu'une occasion pour accaparer ces
 « affaires. Les consignations des sucres des Antilles iraient
 « probablement aux Américains, comme cela se passe du
 « reste pour les Antilles anglaises, dont la presque tota-
 « lité de la production sucrière se dirige sur New-York,
 « celles de la Réunion iraient peut-être aux riches arabes
 « et indiens qui se posent déjà comme acheteurs dans
 « notre colonie lointaine.

« Les résultats d'un changement tel que nous l'indi-
 « quons très sommairement seraient néfastes sous tous
 « rapports; les navires qui relient nos colonies à la Mé-
 « tropole déserteraient nos ports et notre commerce
 « d'exportation, déjà si amoindri, souffrirait encore
 « davantage. Que d'intérêts lésés, que de ruines accumu-
 « lées (1)! »

Ainsi il est bien certain qu'aujourd'hui si l'on suppri-
 mait la détaxe de distance les raffineries de Nantes
 devraient fermer leurs portes; seules, subsisteraient les
 raffineries de candi qui ne raffinent que du sucre de
 canne, elles devraient augmenter leurs prix mais elles
 n'ont pas encore à redouter la concurrence des raffineurs
 du centre qui ne raffinent que du sucre de betteraves
 dont le candi est d'une qualité inférieure et peu recherchée
 pour la fabrication des vins mousseux.

(1) Lettre de M. Dubochet, président de la Ch. de Com. de Nantes,
 juin 1907, à M. Sibille, député de la L.-Inf.

CHAPITRE II

CULTURE DE LA BETTERAVE EN BRETAGNE

On est donc naturellement amené, et ce seront les dernières observations de cette étude, à rechercher, puisque la détaxe de distance étant supprimée, la seule infériorité de nature à anéantir les raffineries des ports résiderait dans le défaut d'approvisionnement, s'il ne serait pas possible de mettre les raffineries de Nantes, tout au moins, à même de s'approvisionner aussi facilement que les raffineries parisiennes ; si, enfin, dans notre région, la culture de la betterave sucrière pourrait se faire.

Si l'on pouvait cultiver dans notre province de la Bretagne des betteraves à sucre, si des sucreries pouvaient s'installer à proximité des champs de betteraves et déverser dans nos raffineries le sucre brut au moyen du cabotage ou par les canaux, il semblerait que l'avenir de nos raffineries serait assuré et non plus à la merci d'un changement de législation.

Malheureusement cela ne paraît guère possible.

Nous nous rappelons les tentatives qui avaient été faites et la ruine qui s'en est suivie dans la Loire-Inférieure.

Nous avons tenu, sachant qu'on avait fait récemment

des expériences en Bretagne, notamment dans les cantons de :

Plouboulay,
Plancoët,
Et Evran,

à connaître quels en avaient été les résultats.

« Les essais effectués dans l'arrondissement de Dinan ont donné un rendement moyen de 45.000 kilos de betteraves à l'hectare évalués, en se basant sur les prix offerts et en tenant compte de la richesse de la betterave en sucre :

A 1.000 francs pour le canton de Ploubalay,

975 francs — de Plancoët.

950 francs — d'Evran.

On peut établir le compte des frais à l'hectare comme ci-dessous :

Fermage, impôts.....	100 f. »
Engrais complémentaires, 150 fr., les 2/3..	60 »
Labours, hersages, roulages, binages et dé-	
mariages	170 »
Semence, y compris épandage.....	45 »
Arrachage, décolletage, mise en silos.....	75 »
Transport à l'usine ou à la gare	75 »
	525 »

Il resterait donc un bénéfice net de :

Pour le canton de Ploubalay.....	475 f. »
— de Plancoët.....	450 »
— d'Evran	425 »

Ce bénéfice est doublé grâce aux excédents de rendement donnés par les récoltes qui suivent la betterave à sucre et qui profitent des façons culturales et de la fumure appliquées à cette racine (1). »

Malheureusement nous sommes obligés de remarquer tout d'abord que seul le sol des Côtes-du-Nord, que l'on appelle la ceinture dorée de la Bretagne, semble devoir se prêter à cette culture.

« La betterave à sucre est assez exigeante sur la nature du sol, elle demande une bonne terre franche, profonde et saine. Les terres argilo-siliceuses et argilo-calcaires lui conviennent bien ; le sol doit être riche en humus, en vieille graisse. Les bonnes terres à blé sont propres à la culture de la betterave à sucre. Les terres légères, les sols crayeux ou sableux, les terres tenaces et humides, *les terres défrichés récemment sont très défavorables, surtout pour l'élaboration du sucre.*

La profondeur du sol a une importance considérable : l'ameublissement profond du sol est la condition première de la réussite de la betterave. L'agriculteur doit conserver à la betterave à sucre les meilleures terres de la ferme ; il aura intérêt à faire cette culture dans des champs situés en bordure de routes ou chemins, afin de rendre à la récolte les transports plus faciles (2). »

(1) Conférence faite à Corseul (C.-du-N.) par M. Pérès, professeur spécial d'agriculture sur la culture de la betterave. *Sucre.*

(2) Conférence faite à Corseul (C.-du-N.) par M. Pérès, professeur spécial d'agriculture sur la culture de la betterave. *Sucre.*

Il a été démontré, à la suite d'expériences répétées, que la betterave sucrière ne mûrit pas ailleurs que dans la ceinture dorée. Elle donne bien d'excellents résultats comme racine, pouvant servir à la nourriture du bétail, mais elle est riche en minéraux et pauvre en sucre, c'est-à-dire présente des qualités contraires à celles qu'il faut pour la sucrerie ou la distillerie.

Or, dans la ceinture dorée de la Bretagne, la culture actuellement pratiquée est la culture maraîchère, et l'on décidera difficilement le paysan « à lâcher la proie pour l'ombre »; cette culture étant beaucoup plus rémunératrice.

D'un autre côté, la configuration du sol même et la population nécessaire à la culture de la betterave ne se trouvent pas dans la ceinture dorée où le sol est morcelé et appartient à des quantités de petits propriétaires habitués de père en fils à faire la culture intensive. Il suffit d'avoir vu les betteraviers du Nord, et leurs usines, pour se rendre compte que rien de semblable ne paraît possible dans les Côtes-du-Nord.

Ajoutons que la terre y est très chère, qu'elle y est classée comme terre de première catégorie, et il n'est peut-être pas suffisant, ainsi que l'indique M. Pérès, de décompter pour le fermage et l'impôt relatif à un hectare, une somme de 100 francs.

Enfin, actuellement dans le Nord de la France, la culture de la betterave traverse une crise. Or, le Nord est le pays classique de la culture de la betterave, aussi, dans

un pays où elle vient très mal, n'est-elle pas à conseiller (1).

(1) Cependant M. Parisot, professeur à l'école nationale d'agriculture à Rennes, est d'une opinion contraire, il prétend que la bette rave est chez elle en Bretagne où elle vit à l'état spontané. Une mise au point de la culture et la facilité d'amener le charbon à pied d'œuvre sont seuls nécessaires.

CONCLUSIONS

Voici quelles sont les remarques que nous avons estimé devoir faire en nous inspirant des renseignements qui nous ont été fournis obligeamment par le professeur départemental d'agriculture du Finistère, M. Soulières.

Nous espérons toutefois, dans l'intérêt même de nos raffineries, que nos vues soient erronées, que les événements nous donnent tort et que les sucreries de Bretagne devenues prospères fournissent à nos raffineries les sucres bruts qu'elles sont obligées d'aller chercher si loin.

Vu : *Le Doyen*,

P. CAUWÈS.

Vu : *Le Président de la Thèse*,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	VII

LIVRE I

Vues générales.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Introduction</i>	3
CHAPITRE II. — <i>Histoire du Sucre, de la Canne à sucre</i>	6
CHAPITRE III. — <i>Le raffinage du sucre. Son apparition en Europe</i>	12
CHAPITRE IV. — <i>Origine de la Raffinerie Nantaise</i>	15
Section I. — Port de Nantes.....	15
Section II. — Relations de Nantes avec les îles d'Amérique..	19
Section III. — Origine de la Raffinerie nantaise.....	22

LIVRE II

Développement des Raffineries nantaises.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Raffineries Nantaises jusqu'à la Révolution</i>	29
Section I. — Tarifs. Surtaxes sur les sucres raffinés.....	30
Section II. — Conflit entre producteurs coloniaux et le raffinage de la métropole.....	38
Section III. — Primes à l'exportation.....	43
Section IV. — Luites entre les Raffineries de Nantes et les Raffineries de Rouen.....	46

Section V. — Situation des Raffineries françaises et nantaises avant la Révolution française.....	63
§ 1 ^o Raffineries françaises	63
§ 2 ^o Raffineries nantaises	66
CHAPITRE II. — <i>La Révolution Française et les Raffineries Nantaises</i>	70
CHAPITRE III. — <i>La Restauration</i>	77
CHAPITRE IV. — <i>Lutte des deux sucres</i>	83
Section I. — La lutte de 1830 à 1860.....	83
Section II. — Les Raffineries nantaises pendant cette période.....	116
Section III. — Primes indirectes. Le Drawbach. Taux du rendement.....	124
CHAPITRE V. — <i>Régime libéral</i>	132
Section I. — Le Drawbach et le sucre indigène	132
Section II. — Exercice des Raffineries.	144
Section III. — Crise de la Raffinerie nantaise.....	155
CHAPITRE VI. — <i>Détaxe de distance</i>	168
CHAPITRE VII. — <i>Sucre candi à Nantes</i>	180

LIVRE III

Avenir des Raffineries nantaises.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Effet de la suppression de la détaxe de distance</i>	187
CHAPITRE II. — <i>Culture de la betterave en Bretagne</i>	192
CONCLUSION.....	197

